

**Faculté des sciences économiques,
sociales, politiques et de communication
Ecole des Sciences Politiques et Sociales (PSAD)**

**Les relations israélo-américaines durant le
premier mandat de Barack Obama (2009-2013)**
Entre continuité et changement

**Auteur : Hensgens Nicolas
Promoteur(s) : M. Amine Ait-Chaalal
Lecteur(s) : Mme Elena Aoun
Année académique 2020-2021
Master en sciences politiques, orientation relations internationales**

Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au **Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses** et savoir que le plagiat constitue une faute grave.

Ham-sur-Heure, le 3 juin 2021.

Nicolas Hensgens

Avant-propos

Je souhaite avant tout remercier mon promoteur, le Professeur Amine Ait-Chaalal, pour sa disponibilité ainsi que l'attention qu'il m'a portée tout au long de la réalisation de ce mémoire. Et ce malgré un emploi du temps parfois très chargé. Ses remarques, toujours très justes et précises, ont grandement contribué à l'amélioration du présent travail. Pour cela, je lui exprime toute ma reconnaissance.

Je remercie aussi vivement la Professeure Elena Aoun pour le temps qu'elle consacrera à ce mémoire et pour les commentaires qu'elle y apportera en qualité de lecteur.

J'ai une pensée particulière pour mon cher ami Leandro Allard qui m'a accompagné durant tout mon parcours universitaire. Il est celui sur lequel j'ai pu à chaque instant compter pour relire et corriger mes travaux, même parfois quand je le sollicitais en dernière minute. Mais il m'a surtout poussé, au fil de ces cinq ans, à toujours plus développer ma curiosité intellectuelle. Je lui dois beaucoup.

Enfin, je remercie tendrement mes parents et ma petite sœur pour leur soutien constant et leurs encouragements.

Table des matières

Introduction	6
1. Évolution des relations israélo-américaines	8
1.1 Truman et la reconnaissance de l'État hébreu	8
1.2. Eisenhower et la volonté de ne pas favoriser Israël	9
1.3. La coopération stratégique sous Kennedy et Johnson	10
1.4. Le tournant de la présidence Nixon	11
1.5. Les administrations Ford et Carter	13
1.6. Renforcement de la coopération sous Reagan, Bush tempère	14
1.7. Clinton s'investit, Bush fils s'aligne sur Israël	15
2. Comment Obama voit le monde	16
2.1. Volonté de se démarquer de son prédécesseur	16
2.2. Pour une politique étrangère réaliste	16
2.3. Dans la lignée des Jeffersoniens	18
2.4. Le candidat Obama et Israël	19
3. Apparition des premières tensions	20
3.1. Réhabiliter l'Amérique aux yeux du monde musulman	20
3.2. La résolution du conflit israélo-palestinien, un impératif	21
3.3. La main tendue aux pays arabes	22
3.4. Le discours du Caire	23
3.5. Des réactions enthousiastes mais aussi un certain scepticisme	24
3.6. La réception du discours en Israël	25
4. Obama-Netanyahou, une relation très tendue	27
4.1. Le Premier ministre israélien et son parcours	27
4.2. Des visions opposées	29
4.3. Un désaccord majeur sur la question des colonies	31
4.4. Le bras de fer	32
5. Nouvelles dissensions à l'occasion du printemps arabe	36
5.1. Du point de vue des intérêts américains	36
5.2. Du point de vue des intérêts israéliens	38

5.3. La chute de Moubarak et ses implications	41
6. Le dossier du nucléaire iranien.....	44
6.1. La révolution de 1979 et ses suites.....	44
6.2. La main tendue d'Obama	44
6.3. Une ouverture dont les Israéliens redoutent les conséquences.....	46
6.4. Toutes les options sont-elles vraiment sur la table ?	47
6.5. Révision de l'approche américaine à l'égard de Téhéran	48
7. L'engagement américain envers Israël.....	49
8. L'attachement d'Obama à la sécurité de l'État hébreu	52
9. Un Congrès très favorable à Israël	53
9.1. Le rôle du Congrès dans la politique étrangère américaine	53
9.2. Le soutien du Congrès à Israël, une constante	54
9.3. Manifestations de ce soutien sous Obama.....	55
10. L'influence du lobby pro-israélien.....	59
10.1. La place des lobbies aux États-Unis.....	59
10.2. Le poids de l'AIPAC	60
10.3. L'activité de l'AIPAC durant le premier mandat d'Obama	61
Conclusion.....	65
Bibliographie	70

« Les vrais amis sont ceux qui nous font remarquer nos fautes, et non ceux qui se taisent. »

Fénelon

Introduction

Toute relation entre États souverains peut être considérée comme particulière mais certaines n'en demeurent pas moins plus privilégiées que d'autres. C'est le cas de la relation entre les États-Unis et Israël. L'État hébreu n'est ni vaste, ni proche, ni puissant, ni hostile, ni riche en matières premières. Pourtant, la relation qui unit les deux pays est au moins aussi spéciale et privilégiée que celles liant, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis au Royaume-Uni, au Canada, au Mexique ou encore au Japon (Schoenbaum, 1993). L'étendue de l'assistance américaine à Israël parle pour elle-même. En effet, Israël est le plus important bénéficiaire d'aide cumulative américaine depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Tandis que de 1976 à 2004, l'État hébreu était tout simplement le premier bénéficiaire annuel de l'assistance étrangère des États-Unis, dépassé seulement depuis par l'Irak et l'Afghanistan pour d'évidentes raisons. Ainsi, ce sont près de 3 milliards de dollars qui ont été alloués à Tel-Aviv chaque année depuis 1985 (Sharp, 2008). La coopération entre les deux pays ne se limite bien sûr pas à ces versements mais ces quelques chiffres témoignent déjà du caractère exceptionnel de la relation israélo-américaine.

L'étroite amitié entre les États-Unis et Israël repose notamment sur des valeurs démocratiques communes, des affinités religieuses et des intérêts sécuritaires partagés (Migdalovitz, 2008). La relation entre les deux pays, bien qu'ayant un caractère exceptionnel, n'est cependant pas exempte de moments de tensions plus ou moins fortes. Il peut arriver, en effet, que les deux partenaires ne soient pas sur la même longueur d'onde. Cela s'est d'ailleurs produit à de multiples reprises dans l'histoire des relations israélo-américaines, comme nous le verrons ci-dessous.

Sous la présidence de Barack Obama, les tensions sont toutefois particulièrement fortes et les désaccords fréquents. À tel point que de nombreux observateurs américains craignent des conséquences à long terme sur la relation entre Israël et les États-Unis. Effectivement, c'est peu dire que le président américain et le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu ne s'appréciaient guère. Il aura subsisté pendant huit années une mésentente profonde entre les deux hommes due aussi bien à leurs multiples désaccords qu'à leurs personnalités radicalement différentes. On peut donc légitimement penser que les relations entre leurs nations respectives se soient sérieusement dégradées durant cette période. Or, nous verrons que la réalité est plus nuancée.

Partant de ce constat, ce mémoire s'articule autour de deux questions principales : pourquoi les relations se sont-elles significativement tendues entre Washington et Tel-Aviv durant le premier mandat d'Obama ? Et comment expliquer que l'engagement des États-Unis en faveur d'Israël pour la même période n'ait pas faibli malgré ces dissensions ?

Voici comment se structure le présent travail. Pour commencer, nous effectuerons un saut dans le passé afin de rappeler l'évolution historique des relations israélo-américaines car la stratégie de Barack Obama ne peut s'appréhender sans une mise en contexte plus globale de la politique américaine à l'égard d'Israël. Ensuite, nous nous intéresserons à la vision du monde du candidat Obama à l'élection présidentielle de 2008. Nous verrons comment il aborde les affaires internationales et plus spécifiquement ce qu'il a à dire de la relation avec l'État hébreu. Cela nous permettra notamment d'observer un parallèle avec l'attitude de son prédécesseur, George W. Bush.

À travers les chapitres suivants, nous tenterons de répondre à notre première question en identifiant les principales sources de tensions entre Américains et Israéliens. Nous aborderons ainsi le discours du Caire d'Obama et sa volonté de rapprochement avec les pays arabes, la relation exécrationnelle avec Netanyahou et le bras de fer sur la question des colonies, les réactions divergentes au printemps arabe et le dossier du nucléaire iranien. Après avoir analysé ces principaux sujets de discorde entre Israël et les États-Unis, nous observerons quel soutien économique, diplomatique et militaire a offert Washington à Tel-Aviv durant cette période. Nous verrons qu'il n'a non seulement pas faibli par rapport aux administrations précédentes, mais qu'à bien des égards il a même augmenté de façon spectaculaire.

Les derniers chapitres livreront différents éléments de réponse à la deuxième question que l'on se posait ci-dessus. Nous montrerons que si l'administration Obama a été l'une des plus solidaires de l'État hébreu sous son premier mandat, cela s'explique à la fois par l'attachement du président lui-même à la sécurité d'Israël, par le soutien extraordinaire dont bénéficie Israël au Congrès américain, et par l'intense activité du lobby pro-israélien. Enfin, notre conclusion rappellera, chapitre par chapitre, les principaux points du mémoire et dressera le bilan du premier mandat du président Obama par rapport à la question israélo-palestinienne.

1. Évolution des relations israélo-américaines

1.1 Truman et la reconnaissance de l'État hébreu

Le 14 mai 1948, le président américain Harry Truman est le premier chef d'État étranger à reconnaître officiellement le nouvel État d'Israël seulement onze minutes après sa création (Truman Library, s. d.). À Washington, cette décision était pourtant loin de faire l'unanimité et donna d'ailleurs lieu au plus fort désaccord que le président eut avec son secrétaire d'État George Marshall. Pour ce dernier, les États-Unis ne tireraient aucun bénéfice stratégique d'un quelconque soutien aux visées juives sur la Palestine. Une vision largement répandue au sein du Conseil de sécurité nationale où les hauts responsables de l'establishment craignaient que la reconnaissance de l'État hébreu n'antagonise davantage les Arabes et les pousse dans les bras de l'Union soviétique (Druks, 1981). Mais Truman ne revint pas sur sa décision malgré toute l'opposition émanant du département d'État. Il a pour cela été vivement critiqué et ses actions interprétées comme étant motivées, non pas par l'intérêt national, mais plutôt par les pressions d'un groupe communautaire et par des considérations de politique intérieure (Bickerton, 1968).

De nombreux facteurs ont influencé le choix de Truman de reconnaître Israël. Parmi ceux-ci, on pense particulièrement au soutien massif que l'État hébreu a reçu du Congrès des États-Unis. Mais la décision du président américain ne peut pleinement s'expliquer sans comprendre la compassion qu'il éprouvait à l'égard des survivants de l'Holocauste. Profondément choqué par l'horreur des camps de concentration et d'extermination pendant la Seconde Guerre mondiale, Truman estimait qu'il était du devoir de l'Amérique d'aider les Juifs rescapés et ainsi de soulager la souffrance humaine (Graham, 2018). C'est donc aussi un objectif humanitaire qui animait le président américain lorsqu'il reconnut officiellement Israël malgré les fortes résistances de son équipe.

Cet épisode de la reconnaissance de l'État hébreu nouvellement créé est significatif dans la mesure où l'on voit déjà apparaître certaines dynamiques qui continueront de marquer les relations israélo-américaines pour les décennies à venir. Par exemple, l'argument selon lequel le soutien américain à Israël affaiblit les liens avec les Arabes revient régulièrement encore aujourd'hui. À la différence qu'à partir des années 1990, la crainte n'est plus de voir les Arabes se rapprocher de l'Union soviétique mais que les États-Unis ne constituent une cible pour les djihadistes en raison de leur proximité avec Israël (Ross, 2016). De plus, le désaccord entre Truman et Marshall illustre bien le profond désaccord qu'il peut exister entre la Maison-

Blanche et le département d'État sur la politique à adopter à l'égard de Tel-Aviv. Comme nous le verrons ci-dessous, ce n'est pas la seule fois où ces deux acteurs ne se sont pas entendus sur le dossier israélien. Enfin, les événements qui entourèrent la décision de Truman témoignent de l'absence de consensus aux États-Unis sur la question israélo-palestinienne. Si la situation a significativement évolué depuis lors, il est important de se rappeler que le soutien américain à Israël était loin d'aller de soi en 1948.

Certes, la reconnaissance officielle a conféré à Israël une crédibilité immédiate sur la scène internationale et cet acte ne doit en aucun cas être minimisé. Néanmoins, le soutien américain à l'État hébreu durant le reste de la présidence Truman est resté davantage symbolique que matériel (Ross, 2016). L'un des faits les plus marquants de l'administration Truman demeure le maintien de l'embargo sur les armes à destination d'Israël même après son invasion par l'Égypte, la Syrie et la Jordanie en mai 1948 (Druks, 1981 ; Slonim, 1979). L'embargo restera en effet en vigueur pendant sa présidence. Cette posture contraste avec le soutien diplomatique que le président avait offert au nouvel État, mais une fois encore le soutien de Truman à Israël était limité. Sans minimiser la contribution du 33^e président des États-Unis dans la consolidation de l'État juif, on observe toutefois que le soutien américain à Israël n'est absolument pas inconditionnel comme on le caractérise parfois aujourd'hui. Il est important de remettre les éléments en perspective, particulièrement à une époque où la relation privilégiée entre les deux États semble aller de soi.

1.2. Eisenhower et la volonté de ne pas favoriser Israël

L'administration suivante, celle d'Eisenhower, illustre à un plus haut degré encore la méfiance américaine vis-à-vis d'une coopération trop rapprochée avec Israël. Bien que nous venions de voir que le soutien de l'administration Truman à Israël doit être nuancé, Eisenhower trouvait son prédécesseur trop solidaire d'Israël. Il s'attacha donc à démontrer que les États-Unis n'étaient pas biaisés en faveur de l'État hébreu et cherchaient plutôt à se rapprocher des autres États de la région, les Arabes (Ross, 2015). Une relation amicale avec l'État hébreu était perçue par Washington comme une source de radicalisation arabe et de gravitation vers les Soviétiques. Israël était donc considéré comme un handicap stratégique par la Maison-Blanche et le département d'État. Ce jugement se reflète bien dans l'intransigeance dont a fait preuve Eisenhower à l'égard de l'aventure anglo-franco-israélienne de Suez en 1956. Après cet épisode, expliquent Allin et Simon (2004, p. 619-620), « tous les efforts possibles furent effectués pour s'assurer que le pare-feu entre la relation États-Unis-Israël et les liens américains avec les capitales arabes était infaillible ». C'est une

constante des relations israélo-américaines. Quand une administration est jugée trop proche d'Israël par ses successeurs, la nouvelle administration s'emploie à se distancier de l'État hébreu. Ce phénomène s'observera aussi sous Nixon, George H. W. Bush ou encore Obama.

Ici aussi, la nuance est de mise. En effet, la situation évolue de telle manière que les États-Unis vont petit à petit être amenés à reconnaître la valeur stratégique d'Israël. C'est durant le deuxième mandat d'Eisenhower que ces changements voient le jour. Parmi les événements marquants de cette période, citons notamment la crise jordanienne de l'été 1958 qui voit les États-Unis intervenir aux côtés des troupes israéliennes pour empêcher le renversement du roi Hussein par des forces nasséristes. Israël s'avère un précieux soutien des Américains dans leur effort pour stabiliser les régimes menacés de la région et pour dissuader les pays proches de Moscou (Claude, 2008). L'administration Eisenhower est la première à approuver la fourniture d'armements en grande quantité à Israël. Cela s'est fait de manière indirecte, par l'intermédiaire de pays comme le Canada ou la RFA, parce qu'officiellement les États-Unis pratiquaient encore une politique d'embargo sur les armes à destination de la région (Lerman, 2004). C'est pour ces différentes raisons que certains observateurs (Ben-Zvi, 1998 ; Claude, 2008) font remonter la coopération stratégique entre les États-Unis et Israël telle que nous la connaissons aujourd'hui au second mandat d'Eisenhower.

1.3. La coopération stratégique sous Kennedy et Johnson

Cela dit, c'est sous les présidents John Fitzgerald Kennedy et Lyndon B. Johnson durant les années 1960 que la coopération militaire et stratégique entre les deux partenaires se concrétise. Kennedy est le premier président américain à considérer Israël comme un véritable allié. C'est d'ailleurs lui qui, lors d'une rencontre en 1962 avec la ministre israélienne des Affaires étrangères Golda Meir, consacra l'expression de « relation spéciale » pour parler des liens unissant les deux pays (Bar-Siman-Tov, 1998). Kennedy est aussi le premier à rompre l'embargo sur les livraisons d'armes en autorisant la vente de missiles Hawk à Israël la même année. Selon Neff (1995), cette rupture avec la politique de l'embargo qui prévalait à l'époque constitue alors pour Israël son plus grand accomplissement dans sa relation avec les États-Unis jusqu'alors. Une fois que la vanne était ouverte, il faisait peu de doutes que d'autres livraisons plus importantes suivraient.

Notons cependant le souci de Kennedy d'obtenir des Israéliens une attitude plus compréhensive à l'égard des intérêts américains dans la région et de ses éventuelles initiatives

en direction des Arabes. Les paroles qu'il prononce lors de la visite de Golda Meir mentionnée ci-dessus témoignent de cet état d'esprit : « [...] pour que nous puissions jouer correctement le rôle auquel nous sommes appelés, nous ne pouvons pas nous offrir le luxe d'identifier Israël – ou le Pakistan, ou certains autres pays – comme nos amis exclusifs, et laisser tomber les autres pays [...] » (Cité par Mansour, 1995, p. 52).

Avec l'accession de Johnson à la présidence, les relations entre les États-Unis et Israël se renforcent et les ventes d'armes à l'État hébreu se multiplient. De telle sorte qu'avant la fin de la décennie, Israël dispose des avions de chasse américains dernier cri ainsi que de toute une série d'autres armes offensives (Neff, 1995). La victoire éclair d'Israël dans la guerre des Six Jours en juin 1967 constitue un autre tournant en ce qu'elle précipite la chute du nationalisme arabe et offre aux dirigeants israéliens et américains une nouvelle occasion de consolider la coopération entre les deux pays. Israël apparaît au sortir de cette guerre comme la seule puissance moyen-orientale à même de défendre les intérêts occidentaux dans la région. Tel-Aviv a enfin obtenu le statut d'allié privilégié de Washington qu'elle recherchait et peut de ce fait pleinement profiter du soutien financier et militaire de l'Amérique (Claude, 2008).

Remarquons encore que la guerre des Six Jours débouche sur la résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations unies votée le 22 novembre 1967 et supposée inaugurer un processus de règlement diplomatique du conflit israélo-arabe. Cette résolution visait un retrait israélien des territoires occupés en échange de la reconnaissance par les Arabes de la légitimité de l'État hébreu. Cependant, elle pose problème dans la mesure où elle est sujette à différentes interprétations (Aniziska, 2014). C'est à l'issue de cette guerre de 1967 que sont créées les premières colonies en Cisjordanie marquant le début d'une occupation toujours en cours aujourd'hui et qui a profondément affecté l'implication des États-Unis dans la région.

1.4. Le tournant de la présidence Nixon

L'attitude de Richard Nixon à l'égard d'Israël se caractérise par une certaine ambivalence. Dans un premier temps, le 37^e président des États-Unis se montre suspicieux de la proximité de son pays avec Israël. Les Américains ont, pense Nixon, en prenant le parti d'Israël au Moyen-Orient, sérieusement ébranlé leurs intérêts stratégiques dans la région (Aniziska, 2014). De même que Eisenhower jugeait Truman trop favorable aux Israéliens, Nixon estimait que Johnson avait trop ouvertement soutenu l'État hébreu et que cela avait coûté cher aux Américains. C'est ainsi que Nixon arriva à la Maison-Blanche bien décidé à rectifier la

trajectoire empruntée par l'administration précédente et à mener une politique moins partielle au Moyen-Orient (Ross, 2015).

Pour parvenir à un règlement diplomatique du conflit israélo-arabe, perçu comme la principale source d'instabilité dans la région, Nixon entendait accroître les pressions sur l'État hébreu. Cette posture évolue au fil de son mandat. Un événement parmi d'autres qui pousse le président américain à revoir sa politique moyen-orientale est la crise jordanienne du mois de septembre 1970. Ce sont, cette fois, les forces palestiniennes réfugiées en Jordanie qui s'en prennent à la monarchie des Hachémites en multipliant les attentats et en tentant d'assassiner le roi. Ce dernier envoie alors l'armée réprimer massivement les fédayins et raser les camps de réfugiés abritant des organisations palestiniennes. La Syrie tente alors d'intervenir en faveur des Palestiniens mais en est rapidement dissuadée par des manœuvres israéliennes. Les événements qui se déroulèrent ce mois-là marquent peut-être, selon Lerman (2004, p. 315), « le sommet de la coordination américano-israélienne pendant la guerre froide quand le gouvernement Meir sauva le trône d'Hussein et la Jordanie Hachémite [...] ». Cet épisode permit à Israël de rappeler à son allié Américain le rôle stratégique que l'État hébreu peut assumer dans la région. Signe de l'étroite coopération entre les deux pays, c'est environ à ce même moment que les États-Unis décidèrent de fermer les yeux sur le programme nucléaire israélien (Cohen, s. d.).

Un autre événement marquant de la présidence Nixon est la guerre du Kippour de 1973 qui opposa Israël à l'Égypte de Sadate et à la Syrie. Si les Israéliens parviennent finalement à repousser les attaquants égyptiens et syriens, cet épisode est vécu comme une tragédie en Israël. Les Israéliens ont néanmoins pu compter sur un soutien sans faille de leur ami américain. Nixon décida l'établissement en urgence d'un pont aérien capable d'acheminer quantité d'armes et de munitions nécessaires à l'État hébreu pour inverser le cours des opérations (Kampeas, 2018). Ce soutien américain en temps de crise va encore consolider la relation déjà privilégiée avec Israël. Ainsi, l'aide financière américaine à Israël s'envole sous Nixon, Tel-Aviv recevant près de 2,5 milliards de dollars en assistance militaire d'urgence pendant la guerre du Kippour (Finney, 1973). À titre indicatif, Israël a reçu entre 1949 et 1973 un peu plus de 3 milliards de dollars. Depuis 1973 jusqu'à l'entrée en fonction d'Obama en 2009, l'aide financière accordée par les États-Unis s'élève cette fois à un total de 120 milliards (Jewish Virtual Library, s. d.). Si Nixon a parfois envoyé des signaux contradictoires à son allié israélien, il n'en demeure pas moins qu'il est resté jusqu'au terme de sa présidence un fidèle ami de l'État hébreu. Comme en témoigne enfin sa visite en Israël

en 1974, la première d'un président américain en fonction, en pleine crise du Watergate (Lestienne, 2017).

1.5. Les administrations Ford et Carter

La présidence de Gerald Ford, qui succéda à Nixon en cette même année 1974, reflète le désir de Washington d'obtenir du partenaire israélien une certaine réciprocité (Ross, 2015). En 1975, les États-Unis font ainsi pression sur Israël pour qu'il se retire de la péninsule du Sinaï, occupée depuis la guerre des Six Jours. En l'absence d'un accord de paix global avec l'Égypte, Israël refuse dans un premier temps de céder aux demandes de Washington. C'est à l'époque l'un des moments de crise les plus importants de l'histoire des relations entre les deux nations (AFP, 2016). Le président américain suspend alors les livraisons d'armes à Israël et menace de réévaluer l'alliance entre Washington et Tel-Aviv. C'est finalement sous la présidence de Jimmy Carter qu'Israël accepte de se désengager progressivement de la péninsule quand un accord de paix est signé le 26 mars 1979 avec le gouvernement égyptien.

L'accord de paix israélo-égyptien représente pour la diplomatie américaine un accomplissement majeur dans la mesure où elle est parvenue à rompre le « front arabe du refus ». Toutefois, rappellent Ball et Ball (1992), cet accord est uniquement rendu possible par l'octroi à Israël d'importantes garanties sécuritaires aussi accompagnées d'un accroissement de l'aide économique. L'accord aurait ainsi coûté, selon les deux auteurs, près de 4 milliards de dollars aux Américains.

Outre cet événement de portée historique, la fin des années 1970 et la présidence Carter sont aussi marquées par un regain d'intérêt de l'administration américaine pour la question palestinienne (Aniziska, 2014). Celle-ci, jusque-là reléguée au second plan, est perçue par Carter comme étant au cœur du conflit israélo-arabe et c'est en cela qu'elle doit être abordée sans détour. Ayant axé sa présidence sur le respect des droits humains, Carter n'a pas hésité à dénoncer le traitement réservé aux Palestiniens par Israël. Ce qui lui a valu de nombreuses critiques en Israël ainsi qu'au sein de la communauté juive américaine (Kampeas, 2018). Cela dit, il ne faudrait pas oublier le fervent engagement de Carter en faveur de la paix qui permit d'aboutir au traité de paix israélo-égyptien de 1979. De plus, dans un contexte géopolitique bouleversé par l'invasion de l'Afghanistan et la révolution islamique en Iran, les États-Unis et Israël signent le même jour que l'accord israélo-égyptien un mémorandum. Celui-ci renforce encore l'alliance avec l'État hébreu dont les États-Unis s'engagent ouvertement à garantir la sécurité militaire (Claude, 2008).

1.6. Renforcement de la coopération sous Reagan, Bush tempère

Avec l'arrivée de Reagan à la Maison-Blanche en janvier 1981, la relation entre Tel-Aviv et Washington franchit encore un cap. L'Amérique, dans sa lutte contre l'Union soviétique confère à l'État hébreu un rôle stratégique de premier plan au Moyen-Orient. L'alliance stratégique entre les deux nations est officialisée, quitte à mettre un peu de côté la justification morale de la relation privilégiée (Allin et Simon, 2004 ; Cobban, 1989). L'administration Reagan est incontestablement l'administration américaine la plus favorable à Israël depuis sa création. Cette période est caractérisée par des liens extensifs entre les deux nations et par d'importants transferts technologiques allant dans les deux sens. Le montant de l'aide financière accordée à Israël est à cet égard révélateur du soutien massif de l'administration Reagan à Tel-Aviv. Ainsi, Israël reçoit environ 3 millions de dollars annuellement durant les années 1980. Un montant qui n'oscillera que très peu dans les décennies à venir. À titre de comparaison, Israël ne recevait encore que cent millions annuellement dix ans plus tôt (Jewish Virtual Library, s. d.). Notons quand même que le statut stratégique d'Israël n'empêcha pas certains malentendus au cours de ces huit années, le plus important se produisant à l'occasion de l'invasion israélienne du Liban en 1982 (Mansour, 1995).

Avec la fin de la guerre froide et la disparition de la menace soviétique, Israël perd son statut d'atout stratégique et redevient une nouvelle fois un allié moins formel. George H. W. Bush n'éprouve pas à l'égard d'Israël un attachement émotionnel comme son prédécesseur. La relation entre Washington et Tel-Aviv n'est, à ses yeux, ni spéciale ni privilégiée. Ce qui ne l'empêche pourtant pas d'honorer l'engagement des Américains envers Israël (Ross, 2015). Simplement, Bush et son secrétaire d'État James Baker entendent se montrer plus fermes avec l'allié israélien.

Deux événements internationaux contribuent à cette réorientation de la politique américaine. Le premier est l'éclatement de la guerre du Golfe en 1990 de laquelle Israël sera tenu à l'écart pour ne pas s'aliéner les Arabes. La victoire éclatante de la coalition américaine rehausse sa cote dans la région et conforte l'administration Bush dans l'idée qu'Israël n'est pas indispensable (Claude, 2008). Le deuxième est le début, en décembre 1993, de la révolte des Palestiniens dans les territoires occupés. Les images de ce que l'on appelle l'intifada ou guerre des pierres font le tour du monde. La riposte des autorités israéliennes choque une partie de l'opinion américaine et ramène la question du sort des Palestiniens sur le devant de la scène (Aniziska, 2014). La résolution de cette question devient désormais un enjeu majeur

de la politique étrangère américaine. L'administration Bush s'emploie donc à presser Israël afin d'obtenir des concessions nécessaires au processus de paix (Allin et Simon, 2004).

1.7. Clinton s'investit, Bush fils s'aligne sur Israël

Les années 1990 furent une période d'intenses négociations pour la paix. Il y a tout d'abord la Conférence de Madrid de 1991, parrainée par Washington et Moscou et qui réunit pour la première fois Palestiniens et Israéliens. En janvier 1993, Bill Clinton succède à Bush. Le 13 septembre de cette même année sont ensuite signés, en présence du Premier ministre israélien Yitzhak Rabin et du leader de l'OLP Yasser Arafat, les accords d'Oslo. Enfin, l'année suivante est aussi signé le traité de paix israélo-jordanien. L'assassinat de Rabin le 4 novembre 1995 ainsi que l'arrivée au pouvoir de Benyamin Netanyahu en juin 1996 donnent toutefois un sérieux coup d'arrêt au processus de paix (Riedel, 2019).

Hormis l'accomplissement que représente la signature de l'accord israélo-jordanien, tous les efforts consentis par Clinton pour trouver une solution au conflit israélo-palestinien ne délivrèrent pas de résultats tangibles. À l'époque, résoudre la question palestinienne était perçu par les dirigeants américains comme la condition *sine qua non* pour l'établissement d'une paix durable dans la région. Ce qui explique l'investissement personnel du président Clinton et sa déception de ne pas être parvenu à son objectif (Crowley, 2016).

Nous arrivons maintenant à l'administration George W. Bush, la dernière avant celle du président Barack Obama. Durant les premiers mois de sa présidence, Bush n'envisage pas d'intervenir dans le conflit israélo-palestinien (Kaspi, 2008 ; Coppolani, 2010). La position américaine évolue après les attentats du 11 septembre 2001. C'est à partir de ce moment-là que Bush s'attache de plus en plus à Israël, convaincu qu'il était que l'État hébreu et les États-Unis faisaient face à la menace commune du terrorisme. L'extrait suivant du discours de Bush devant la Knesset en 2008 témoigne bien de cet état d'esprit. Il y déclara que « bien qu'Israël était un pays d'à peine 7 millions d'habitants, quand vous confrontez la terreur et le mal, vous êtes forts de 307 millions d'individus parce que l'Amérique se tient à vos côtés » (The Wall Street Journal, 2008). Si les deux pays connurent quelques périodes de tensions sous la présidence Bush, celui-ci n'y était pas impliqué directement et ces tensions furent essentiellement gardées privées. C'est ainsi qu'au terme de son deuxième mandat, Bush était considéré par le Premier ministre israélien Ehoud Olmert comme le meilleur ami qu'Israël ait jamais eu à la Maison-Blanche (Saint-Paul, 2008, Al-Jibouri, 2006).

2. Comment Obama voit le monde

2.1. Volonté de se démarquer de son prédécesseur

Pour bien comprendre l'incidence de l'arrivée d'Obama sur les relations israélo-américaines, il nous faut au préalable exposer la vision du monde du 44^e président des États-Unis. De manière générale, la conception d'Obama du rôle des États-Unis à l'étranger est bien différente de celle de son prédécesseur. Durant sa campagne, Obama promet d'ailleurs une approche différente de la politique étrangère pour son pays s'il est élu (Metz, 2019). Il entend mettre fin aux guerres d'Irak et d'Afghanistan, réparer l'image des États-Unis dans le monde et appelle même à une certaine retenue de la diplomatie américaine. En cela, Obama se positionne clairement comme l'antithèse de son prédécesseur dont le messianisme a sérieusement entaché la réputation de l'Amérique et l'a entraînée dans deux guerres devenues très impopulaires. Obama est convaincu que les excès de la lutte contre le terrorisme et l'unilatéralisme de Bush ont isolé les États-Unis sur la scène internationale. L'un de ses objectifs prioritaires sera donc de regagner la confiance du reste du monde (Daalder, 2016).

2.2. Pour une politique étrangère réaliste

Deux des maîtres mots de la campagne présidentielle d'Obama sont « espoir » et « changement ». La ligne directrice du sénateur de l'Illinois est claire. Le programme qu'il propose est ambitieux et novateur, mais trop démagogue et fumeux selon ses détracteurs qui s'empressent de le fustiger (Serina, 2008). On le dépeint comme un progressiste rêveur qui souhaite voir les dangers du monde disparaître. C'est de naïveté qu'il est accusé à de nombreuses reprises par ses adversaires (Broder et Rohter, 2008). Pourtant, ces critiques sont infondées d'après Fareed Zakaria (2008) pour lequel les vues d'Obama sont nettement plus proches de celles des réalistes traditionnels que des libéraux. Obama ne cache d'ailleurs pas sa sympathie pour le président George H. W. Bush et sa politique étrangère, l'une des plus réaliste et froide de l'histoire récente.

Les exemples attestant du pragmatisme d'Obama sont légion tout au long de sa présidence. À commencer par ce discours de décembre 2009 à l'occasion de la réception du Prix Nobel. Obama y soutient que le mal existe dans le monde et que la guerre a un rôle à jouer dans la préservation de la paix, rappelant ainsi qu'Hitler n'a pas été stoppé par un mouvement pacifique (Obama White House, 2019). Au vu de l'occasion et de l'audience présente, c'est évidemment un discours osé dans lequel Obama expose les principes qui guident son

administration. Dans le même ordre d'idée, le président rappela aussi ce jour-là la nécessité de parfois négocier avec des régimes peu fréquentables pour obtenir de leur part des concessions. Une attitude on ne peut plus contrastée avec la position idéologique de Bush et de son vice-président Dick Cheney.

Contrairement à l'administration précédente, Obama évite les formules moralisantes et ne conçoit pas le monde de manière manichéenne avec les bons d'un côté et les mauvais de l'autre (Zakaria, 2008). Ce qui ne l'empêche pas de croire fermement aux valeurs américaines et de les mettre en avant quand il en a la possibilité, mais le plus souvent ce sont les intérêts américains qui l'emportent. Alors qu'il abandonnait la rhétorique de son prédécesseur sur l'exportation de la démocratie, Obama se recentrait sur des thématiques traditionnellement chères aux réalistes telles que les questions de la non-prolifération nucléaire et de la compétition entre les grandes puissances. Ayant cela à l'esprit, les critiques adressées à son encontre au sujet de sa supposée naïveté nous paraissent bien mal placées. D'autant plus qu'à ce moment-là, ce sont les Républicains qui obéissent à une logique idéologique et manichéenne.

Un autre élément attestant de la pensée réaliste d'Obama est cette interview qu'il accorda au journaliste du *New York Times* David Brooks au début de la campagne présidentielle de 2008. Alors qu'on lui avait demandé s'il avait déjà lu Reinhold Niebuhr, Obama répondit que l'auteur réaliste était l'un de ses philosophes préférés (Mottu, 2017). Il ajouta qu'il retire des écrits de Niebuhr « l'idée convaincante qu'il y a dans le monde un grand mal, des épreuves et de la souffrance. Et que l'on doit être humble et modeste dans notre croyance à pouvoir éliminer ces choses » (Cité par Kaplan, 2014). Pour les différentes raisons énoncées ci-dessus, nous soutenons qu'Obama peut tout à fait être décrit comme un réaliste. Il est réaliste parce qu'il appréhende le monde tel qu'il est et non tel qu'il voudrait qu'il soit.

Notons cependant que ce que l'on entend par réalisme au sens commun du terme est un petit peu différent de la définition théorique qu'en donnent les relations internationales. Au sens commun, le réalisme repose essentiellement sur le postulat que la réalité est déterminée par les rapports de force entre États indépendamment de leur système politique. En relations internationales, le réalisme constate l'impossibilité des États à coopérer entre eux et suppose donc une marginalisation des normes et institutions internationales (Laidi, 2010). Barack Obama satisfait à la première définition, mais nettement moins à la deuxième. Loin de disqualifier les organisations internationales, il insiste au contraire sur le multilatéralisme et la coopération entre les nations.

Poussant un cran plus loin l'analyse, Jeffrey Goldberg (2016) qualifie le 43^e président des États-Unis comme un optimiste hobbesien. Il a, d'une part une compréhension hobbesienne du comportement humain guidé par la peur. D'autre part, il se montre systématiquement optimiste et persuadé que le monde s'oriente vers plus de justice. Cette caractérisation est tout à fait partagée par Max Fisher (2016) qui y voit la meilleure description de comment Obama voit le monde. Il propose à son tour sa propre analyse très similaire. Obama serait à la fois un optimiste, un pragmatiste modeste et en quelque sorte aussi grincheux. Il est optimiste parce qu'il croit que le cours de l'histoire penche en faveur de l'Amérique. Il reconnaît toutefois que beaucoup de choses échappent au contrôle des États-Unis, c'est ce qui en fait un pragmatique. Enfin, l'adjectif de grincheux vient du fait qu'il est persuadé que l'establishment de la politique étrangère américaine se focalise trop sur les crises à court terme et pas assez sur les opportunités à long terme. Tous ces éléments semblent indiquer qu'Obama puisse être qualifié de réaliste tempéré même si lui-même rejette cette dichotomie entre réalisme et idéalisme (Laïdi, 2010).

2.3. Dans la lignée des Jeffersoniens

Walter Russell Mead (2001) identifie quatre écoles de pensée ayant façonné la politique étrangère américaine. Les Hamiltoniens qui veulent organiser la politique étrangère américaine autour d'un gouvernement national fort et lié de près avec les mondes de la finance et du commerce international. Les Wilsoniens qui sont animés par le désir de bâtir un monde meilleur basé sur des valeurs telles que la démocratie, les droits humains et l'État de droit. Les Jacksoniens qui se montrent suspicieux des grandes entreprises et des idéaux wilsoniens. Ils prônent en revanche une armée puissante et des programmes économiques populistes. Enfin, les Jeffersoniens qui plaident pour une limitation des engagements américains dans le monde (Fontaine, 2001 ; Brands, 2001). Depuis la fin de la guerre froide, ce sont les Hamiltoniens et les Wilsoniens qui ont largement dominé la politique étrangère américaine. Obama a, quant à lui, commencé à réintroduire certaines idées jeffersoniennes en préconisant plus de retenue (Mead, 2021). C'est, en effet, cette tradition parmi les quatre qui semble le plus inspirer Obama (Laïdi, 2008).

2.4. Le candidat Obama et Israël

Nous avons vu la vision du monde d'Obama et le rôle qu'il attribue aux États-Unis sur la scène internationale. Examinons à présent ce qu'il dit en tant que candidat démocrate à la présidence sur le conflit israélo-palestinien et sur la relation de son pays avec l'État hébreu. Il y eut pendant un moment de la campagne présidentielle un doute sur la position d'Obama à l'égard d'Israël (Serina, 2008). De quel changement parle-t-il ? Cela concerne-t-il aussi la relation privilégiée entre Tel-Aviv et Washington ? Ces inquiétudes, alimentées par les adversaires politiques d'Obama, proviennent d'un discours à un petit groupe de Démocrates dans lequel le sénateur de l'Illinois évoquait la souffrance des Palestiniens. Lors de ce rassemblement qui s'est tenu au début de l'année 2007, Obama déclarait que « personne ne souffre plus que le peuple palestinien » et appelait à un assouplissement des restrictions leur étant imposées (Beaumont, 2007). Cette simple évocation de la souffrance palestinienne par Obama suffit à amener les amis d'Israël à s'interroger sur son engagement en faveur de la sécurité d'Israël.

Par la suite, Obama s'emploiera donc à rassurer sur sa politique envers Israël en multipliant les déclarations favorables à Israël. Il n'y a en réalité jamais eu de problème juif d'Obama. Dans un discours en mars 2007 devant l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC), l'un de plus importants groupes de pression pro-israélien, Obama « s'est livré à un éloge sans équivoque d'Israël et a bien fait comprendre qu'il ne ferait rien pour changer les relations israélo-américaines » (Mearsheimer et Walt, 2007). À l'occasion d'un autre discours l'année suivante toujours devant les membres de l'AIPAC, Obama obtient même une standing-ovation. (Hosenball, 2008) Le candidat se présente comme un véritable ami d'Israël et rappelle que le lien qui unit les deux nations est à jamais incassable (NPR, 2008). Par ce discours, qui intervient juste après la confirmation de sa nomination en tant que candidat démocrate à la présidentielle, Obama fait disparaître les quelques doutes qui pouvaient subsister quant à son engagement à l'égard d'Israël. Il est alors soutenu ouvertement par de nombreuses personnalités juives de premier plan telles que le producteur hollywoodien David Geffen et le trésorier de l'AIPAC Lee Rosenberg.

De plus, remarquons encore que les programmes officiels des partis démocrate et républicain sont très similaires quand il s'agit d'Israël. Voici un extrait du programme démocrate concernant la sécurité d'Israël : « Notre point de départ doit toujours être notre relation spéciale avec Israël fondée sur un engagement clair, fort et fondamental en faveur de la

sécurité d'Israël, notre plus grand allié dans la région et la seule démocratie y étant établie » (University of California Press, 2009).

Cela indique que la relation israélo-américaine sous la présidence Obama s'inscrira probablement dans la continuité des administrations précédentes. Pourtant, on l'a vu, Obama se veut porteur d'espoir et de changement. Son arrivée à la Maison-Blanche suscite d'ailleurs une vague d'optimisme et laisse croire qu'une réelle évolution de la politique américaine est possible. Sera-t-il capable de concrétiser ses promesses ? Quid de la relation avec Israël ? Malgré quelques discours convenus sur le sujet pendant la campagne, la personnalité du nouveau président est bien différente de celle de son prédécesseur, son approche des relations internationales l'est aussi. Cela va notamment se ressentir sur les relations israélo-américaines.

3. Apparition des premières tensions

3.1. Réhabiliter l'Amérique aux yeux du monde musulman

Comme nous venons de le voir, Obama arrive à la présidence après avoir promis pendant sa campagne de donner une nouvelle direction aux politiques intérieure et extérieure des États-Unis. C'est pourquoi le nouveau président, sans tomber dans un idéalisme naïf, nourrit de grandes ambitions durant les premiers mois de son mandat. Obama veut incarner une rupture avec la politique de son prédécesseur. Pour reprendre les mots de David Remnick (2014), « si la politique étrangère de George W. Bush était surtout une réaction au 11 septembre, celle d'Obama a été une réaction à la réaction ». Naturellement, c'est au Moyen-Orient que la nouvelle orientation de la politique américaine se fait le plus rapidement et fortement ressentir. L'administration Obama a deux préoccupations majeures à l'esprit lorsqu'elle entre en fonction : combattre la prolifération nucléaire et réhabiliter l'Amérique auprès des pays à majorité musulmane (Ross, 2015). Obama croit en effet fermement que la perception renvoyée par l'administration précédente, selon laquelle les États-Unis sont en guerre contre l'Islam, a profondément endommagé les intérêts américains en facilitant le recrutement de terroristes. Dès son entrée en fonction, le nouveau président est ainsi très clair sur son désir de tendre la main aux pays musulmans. Nous reviendrons sur les différentes initiatives entreprises à cet effet.

Observons d'abord les implications de la nouvelle politique américaine pour Israël et sa relation privilégiée avec les États-Unis. Il était quasi certain que les priorités de

l'administration Obama en matière de politique étrangère mèneraient à un accroissement des tensions avec Israël. Pour se rapprocher des alliés européens, les États-Unis devraient se montrer plus à l'écoute de leurs préoccupations quant à la responsabilité d'Israël dans le conflit avec les Palestiniens. De même, l'emphase d'Obama sur le droit international allait inmanquablement poser problème, les colonies israéliennes étant largement regardées comme illégales. Enfin, se rapprocher des Arabes impliquait de s'éloigner de l'État hébreu (Ross, 2015). Obama a donc consciemment et volontairement cherché à mettre de la distance entre les États-Unis et Israël parce qu'il était persuadé que de cela dépendaient les relations avec les Arabes. On a montré précédemment que ce point de vue avait été partagé par différentes administrations depuis la création de l'État hébreu. On pense notamment aux présidences d'Eisenhower ou de Bush père.

3.2. La résolution du conflit israélo-palestinien, un impératif

Cette thèse dite de la centralité du conflit israélo-palestinien est partagée par une majorité de l'establishment à Washington, à commencer par les officiers hauts gradés. Prenons comme exemple cette déclaration de l'amiral Michael Mullen, chef d'état-major interarmes, à Mahmoud Abbas, le dirigeant palestinien à l'époque. L'amiral Mullen affirma qu'« un État palestinien représenterait un intérêt stratégique vital pour les États-Unis et pour lui-même s'il voulait rapatrier ses hommes sains et saufs » (Cité par Coppolani, 2012, p. 79). Un autre exemple illustre bien cet état d'esprit largement répandu dans l'administration américaine. Il s'agit d'un témoignage donné par le général David Petraeus, alors à la tête du United States Central Command (USCC) supervisant les opérations en Irak et en Afghanistan, devant la Commission des forces armées du Sénat en mars 2009. Le général y soutenait que le conflit israélo-palestinien attise l'anti-américanisme parce que les États-Unis sont perçus comme favorisant Israël (Landler, 2010).

Enfin, terminons par cette réunion entre Obama et des leaders de la communauté juive qui s'est tenue le 13 juillet 2009. Cette rencontre avait pour but de rassurer la communauté juive à un moment où la politique américaine à l'égard d'Israël suscitait une inquiétude grandissante. Ce qui n'empêcha pas Obama de réaffirmer sa position sur le conflit israélo-palestinien et de justifier de la façon suivante son attitude vis-à-vis d'Israël. Malcolm Hoenlein, en tant que directeur général de la Conférence des présidents des principales organisations juives, participait naturellement à la réunion. Il intervint pour dire au président américain que s'il voulait qu'Israël prenne des risques, les dirigeants israéliens devaient alors être sûrs que les

États-Unis se tiennent juste à leurs côtés. Obama n'était pas d'accord et répondit par ces mots à son interlocuteur : « Prenez les huit dernières années. Durant ces huit années, il n'y avait aucun écart entre nous et Israël, et qu'avons-nous obtenu de cela ? Quand il n'y a aucune différenciation entre nous, Israël reste sur la touche et cela nuit à notre crédibilité auprès des États arabes » (Wilson, 2012).

On l'a montré à travers ces différents extraits, la thèse de la centralité du conflit israélo-palestinien est soutenue par le président lui-même, mais aussi par l'establishment américain de manière générale. La résolution du conflit est d'ailleurs présentée, par James Baker et Lee Hamilton dans leur rapport sur l'Irak, comme une nécessité pour la politique étrangère américaine au Moyen-Orient (The Iraq Study Group Report, 2006). Alors que l'administration républicaine précédente avait relégué le conflit au second plan, la relance du processus de paix est une priorité de la nouvelle administration. Un objectif affirmé qui aura inévitablement des répercussions sur les relations israélo-américaines.

3.3. La main tendue aux pays arabes

Les signaux d'Obama envoyés aux pays arabes et au monde musulman plus globalement ne se font pas attendre. Dès le début de sa présidence, son désir d'offrir une main tendue aux musulmans est évident. Six jours seulement après son investiture, Obama accorde ainsi sa première interview télévisée non pas à une chaîne américaine ni même européenne, mais bien à la chaîne saoudienne al-Arabiya fondée en 2003. Un geste dont on se gardera d'exagérer la signification, mais qui appuie néanmoins les déclarations d'Obama durant la campagne. Au cours de cet entretien, le président américain a tenu à réaffirmer ses promesses à l'égard du monde musulman, notamment celle d'œuvrer sans attendre à l'obtention d'une paix entre Israéliens et Palestiniens (20 minutes, 2009).

Ensuite, Obama a clos son voyage en Europe début avril par la Turquie, un pays qu'il a spécialement choisi pour délivrer un message clair. C'est la première visite officielle de sa présidence dans un pays à majorité musulmane. Qui plus est, l'approbation pour la politique américaine en Turquie a chuté à des taux historiquement bas sous la présidence Bush. Cela est dû en grande partie à la guerre en Irak, très impopulaire en Turquie (Watson, 2009). Enfin, n'oublions pas que la Turquie est membre de l'OTAN et revêt par sa localisation au croisement de l'Europe et de l'Asie une importance stratégique toute particulière pour les États-Unis. L'endroit est donc idéal pour annoncer un réchauffement des relations entre l'Amérique et les pays musulmans après une présidence Bush très mal vécue dans la région.

Obama prononcera au cours de cette visite un discours dans lequel il esquissera plusieurs des thèmes qu'il reprendra avec encore davantage d'emphasis lors de son discours au Caire en juin (Obama White House, 2009). Les paragraphes suivants sont consacrés à l'analyse de cet événement tout à fait significatif du début de la présidence Obama que constitue le discours du Caire.

3.4. Le discours du Caire

Obama prononce le 4 juin 2009 devant, entre autres, des étudiants égyptiens « un discours à l'adresse du monde arabe et musulman comme jamais aucun autre président américain ne l'avait osé », écrit Alain Chémali (2017). C'est un geste fort de réconciliation qu'entreprend Obama à un moment où les relations entre l'Amérique et les pays arabes se sont considérablement tendues à cause de la guerre contre la terreur. Comme l'indique le titre du discours, c'est « un nouveau départ » que le président américain est venu annoncer à l'université du Caire (Obama White House, 2009). Si cet événement mérite qu'on s'y intéresse consciencieusement, c'est parce qu'il symbolise pleinement la rhétorique de la nouvelle administration ainsi que sa volonté de tourner la page de la présidence Bush. Nous commencerons par revenir sur les principaux points développés par Obama avant d'analyser plus en profondeur la réception du discours et ses implications.

Ce qui marque d'emblée, c'est la volonté d'Obama de distinguer clairement l'extrémisme de la religion musulmane. Le président américain a ainsi rappelé que les États-Unis « ne sont pas et ne seront jamais en guerre contre l'Islam », ce qu'il avait déjà dit à Ankara quelques semaines plus tôt. Obama a d'ailleurs multiplié les références au Coran tout en mettant en avant la liberté dont jouissent les musulmans américains de pratiquer leur religion en paix. Pour le président américain, « il ne fait aucun doute que l'islam fait partie de l'Amérique ». On l'a compris, le discours d'Obama, rappelant ceux de Luther King et Gandhi (Chémali, 2017), se voulait rassembleur. C'est pourquoi l'accent était mis sur ce qui unit Américains et Arabes d'une part, chrétiens et musulmans d'autre part. Ont été évoqués à cet égard la tolérance, la justice et le progrès ou encore la dignité de tous les êtres humains (Obama White House, 2009). Pour appuyer son propos et souligner la proximité entre les deux cultures, Obama a intelligemment fait référence à son héritage africain et à ses ancêtres musulmans tout en rappelant que son nom complet est effectivement Barack Hussein Obama (Fenau, 2009).

Après avoir rappelé les liens et les valeurs qui unissent l'Amérique et le monde arabo-musulman, Obama est revenu sur les principales sources de tensions. Celle qui nous intéresse principalement dans le cadre de ce travail est naturellement la question israélo-palestinienne. Notons d'emblée à cet effet qu'elle fut citée en deuxième position juste après la problématique de la « violence extrémiste », et qu'elle occupa une bonne partie du discours. Ce qui témoigne de son importance à la fois pour l'administration américaine, mais aussi pour les opinions arabes. Tout en s'efforçant de prendre en compte les revendications des deux parties, Obama s'est démarqué par la force avec laquelle il a affirmé la nécessité d'un État palestinien (Rogers, 2009). Certes, l'administration précédente soutenait aussi la création d'un État palestinien, mais dans des termes moins catégoriques et sans vraiment agir dans ce sens. Dans le même ordre d'idée, les termes que le président américain a employé pour décrire les conditions de vie des Palestiniens étaient beaucoup plus durs que ce à quoi on pouvait s'attendre (Rogers, 2009). On a par exemple pu entendre Obama qualifier « les humiliations quotidiennes » qu'endure le peuple palestinien d'« intolérables ». Ross (2015) pointe pour sa part qu'en désignant les colonies comme illégitimes, Obama rompt avec la posture historique des États-Unis. Depuis l'administration Reagan, les États-Unis étaient en effet déjà opposés à la colonisation, mais en tant que problème politique et non légal.

Notons enfin que certains spécialistes plus sceptiques comme Mohammed El Oifi (2010) ne voient de véritable changement que dans la mesure où Obama n'attend pas la fin de son mandat pour s'attaquer au problème, comme l'avaient fait ses prédécesseurs. La plupart des observateurs s'entendent néanmoins sur le fait que la nouvelle rhétorique américaine incarnée par son président contraste nettement avec celle de son prédécesseur. Reste à savoir si l'administration Obama parviendra à tenir ses engagements en joignant les gestes à la parole. L'analyse concrète de l'action diplomatique américaine sous les années Obama sera développée dans les chapitres ultérieurs. Observons pour l'heure les différentes réactions à ce fameux discours du Caire destiné à améliorer les relations américaines avec le monde musulman.

3.5. Des réactions enthousiastes mais aussi un certain scepticisme

De manière générale, les mots prononcés par le président américain sont accueillis favorablement par le public ciblé, en témoignent les nombreux applaudissements de l'auditoire (Freedland, 2009). Pour les musulmans, ainsi que pour tous ceux qui espèrent une autre politique étrangère américaine au Moyen-Orient, le discours du Caire est reçu avec un

optimisme affiché. Il est vrai que l'élection même du premier président de couleur de l'histoire a suscité de nombreuses attentes.

Ainsi peut-on lire dans la presse que « A New Beginning est un texte prometteur, qui plus est, en rupture formelle avec la posture messianiste adoptée par l'ancien locataire républicain de la Maison-Blanche » (Fenaux, 2009). D'autres caractérisent même le discours du Caire de révolutionnaire affirmant qu'il jouera un rôle indéniable dans le réchauffement des relations entre l'Amérique et le monde arabe (Rogers, 2009). Obama a, par ses mots justes, « forcé l'intérêt et le respect de tout le monde arabo-musulman », écrit Bernard Guetta pour Libération (2009). On le voit, la personnalité du nouveau président américain suscite un engouement certain dans la presse occidentale surtout. Les réactions sont cependant plus modérées au Moyen-Orient même. Si l'on reconnaît un changement tangible de ton, nombreux sont ceux qui attendent des actions concrètes avant de parler de revirement complet de la politique étrangère américaine. Pour le Hamas par exemple, le discours est inutile s'il n'est pas suivi d'actes concrets sur le terrain (Gresh, 2009). La réaction est plus ou moins la même du côté du leader palestinien Abbas qui voit néanmoins dans ce discours un pas en avant vers une nouvelle politique américaine (PBS News Hour, 2009). Enfin, notons que le gouvernement iranien, le Hezbollah libanais ou encore les shebab somaliens figurent parmi les acteurs les moins réceptifs au message d'Obama.

On le voit, le discours du Caire a provoqué de nombreuses réactions allant de l'optimisme au scepticisme. Retenons surtout que, pour une majorité de l'opinion arabe et des Palestiniens notamment, c'est sur les actions effectivement entreprises dans les prochains mois qu'il faudra juger l'administration américaine. Ce qui n'est pas sans rappeler cette citation de Churchill : « les mots sont faciles et nombreux tandis que les grandes actions sont difficiles et rares » (Cité par Fisk, 2011). Pour Obama, mettre en pratique sa rhétorique novatrice ne se fera pas sans peine. Comme nous aurons l'occasion de le démontrer dans les pages suivantes. Avant cela, il est un acteur de premier plan dont nous devons encore discuter la réaction au discours du Caire. Il s'agit bien sûr d'Israël.

3.6. La réception du discours en Israël

Publiquement, le gouvernement israélien du Premier ministre Benyamin Netanyahou ne s'oppose pas au discours d'Obama. Danny Seaman, le porte-parole de Netanyahou, déclare ainsi que « dans l'ensemble, ce n'est pas mauvais » et qu'il « ne pense pas qu'il y ait quoi que ce soit avec quoi nous soyons en désaccord ici » (PBS News Hour, 2009). Il se contente

ensuite d'ajouter que son pays n'est pas contre la réconciliation, mais qu'il faut se méfier des manœuvres des extrémistes pour mettre en danger Israël et le processus de paix. Une réaction mesurée qui dissimule cependant de réelles inquiétudes en Israël quant à la nouvelle approche américaine de la région. Les objectifs de l'administration Obama allaient inévitablement tendre les relations israélo-américaines. Se rapprocher des alliés européens et des pays musulmans impliquait de fait pour les Américains de se distancier de l'État hébreu. Tandis que l'accent mis par Obama sur le respect du droit international ne pouvait que rendre plus sensible encore la question de la colonisation largement regardée comme illégitime. Les Israéliens étant déjà méfiants à l'égard du changement annoncé par Obama, ce discours à destination du monde musulman suscite logiquement crainte et appréhension.

Pour certains Israéliens, A New Beginning pourrait annoncer une révolution stratégique. Fenaux (2009) rappelle que le président américain a quand même dénié toute légitimité à la colonisation de peuplement, ainsi qu'évoqué sans détour l'occupation israélienne et l'aspiration du peuple palestinien à un État indépendant. Un discours d'autant plus remarqué à Tel-Aviv qu'Obama s'est rendu en Arabie Saoudite et en Égypte sans visiter Israël au cours de son voyage dans la région. Ce que les présidents américains ont traditionnellement l'habitude de faire. Il s'agissait là d'un choix délibéré d'Obama cohérent avec sa volonté de s'éloigner de l'État hébreu pour mieux se rapprocher des Arabes. Pour Obama et son équipe, explique Ross (2015), accompagner ses visites au Caire et à Riyad par une visite à Jérusalem aurait été trop traditionnel. Le nouveau président était différent et il fallait que les musulmans voient qu'il agissait différemment.

Dix jours plus tard, c'est au tour de Netanyahu de s'exprimer, de répondre en quelque sorte au discours d'Obama. Le lieu choisi est l'université Bar Ilan, bastion de la droite nationaliste israélienne par laquelle sont passés de nombreux colons idéologiques de Cisjordanie (Coppolani, 2012). Pour la première fois, Netanyahu accepte la création d'un État palestinien. Il s'agit là d'une évolution compte tenu des précédentes déclarations du Premier ministre israélien sur le sujet. Dans son livre *A place among nations* qu'il a publié au début des années 1990, il n'hésite par exemple pas à remettre en doute l'existence même d'un peuple palestinien. Quant à la création d'un État palestinien, elle renverrait le peuple juif aux heures les plus sombres de son histoire, entendez par là le nazisme (Netanyahu, 1993). Si l'on peut donc se réjouir que le Premier ministre israélien se montre désormais favorable à la création d'un État palestinien, les conditions qu'il y assortit sont sévères. La plupart des observateurs, même Israéliens, les jugeant d'ailleurs improbables. Le journaliste Akiva Eldar

n'y va pas par quatre chemins à propos du discours de Bar-Ilan qu'il juge « de la meilleure veine néoconservatrice, insensible, paternaliste et colonialiste. On doute, poursuit-il, qu'il se trouvera un seul responsable digne de ce nom pour accepter la camelote proposée par Netanyahu » (Cité par Fenaux, 2009).

En résumé, le discours du Caire, coup de communication mûrement réfléchi, reflétait parfaitement la nouvelle direction qu'Obama entendait donner à la politique étrangère américaine au Moyen-Orient. Pour Shadi Hamid (2017), il n'est point d'autre discours qui caractérise à ce point l'optimisme illimité et le sentiment de possibilités que personnifiait Obama au début de sa présidence. C'est précisément parce qu'il était annonciateur de changement que cet événement constitua une source de tension entre les États-Unis et son partenaire privilégié israélien. Avec le recul, nous sommes pourtant forcés de constater que les espoirs soulevés par Obama sur la question israélo-palestinienne ne se sont pas concrétisés. Il y a cela plusieurs raisons que nous tenterons de déchiffrer ultérieurement.

4. Obama-Netanyahu, une relation très tendue

4.1. Le Premier ministre israélien et son parcours

Dans le chapitre précédent, nous avons introduit en la personne de Benyamin Netanyahu le Premier ministre israélien en fonction pendant la présidence d'Obama. Dans ce chapitre, revenons sur cet acteur de premier plan qui a marqué de son empreinte la politique israélienne et avec lequel Obama entretint des rapports pour le moins houleux. Pour beaucoup, la relation personnelle entre les deux hommes est sans doute la plus mauvaise de l'histoire entre un président américain et un Premier ministre israélien (Tibon et Shalev, 2015). C'est dire si Obama et Netanyahu ne s'appréciaient guère. Nous avons, précédemment, analysé le discours du Caire qui a révélé certaines tensions entre les États-Unis et Israël. Néanmoins, rien n'illustre mieux cette brouille dans les relations israélo-américaines que l'inimitié entre les deux leaders. Dans un premier temps, nous passerons en revue le parcours politique de Netanyahu et dépeindrons sa personnalité. Dans un second temps, nous nous intéresserons à la question des colonies qui révélera les profonds désaccords entre le président américain et le Premier ministre israélien.

Benyamin Netanyahu naît à Tel-Aviv en 1949 dans une famille sioniste révisionniste bien connue. Son père est un fervent partisan de Vladimir Jabotinsky, le père spirituel de la droite israélienne (Israëli, 1996). C'est d'ailleurs de cette idéologie que se revendique le Likoud,

parti fondé par Menahem Begin en 1973, dont Netanyahu est de nouveau le président depuis 2005. Ainsi, l'environnement familial politisé dans lequel le jeune Benyamin grandit aura une influence majeure dans sa conception du monde et du conflit israélo-palestinien en particulier. Sur le plan des idées, Netanyahu s'inscrit en effet pleinement à droite, dans la lignée de Jabotinsky et de son disciple, Begin. Nous aurons l'occasion de développer plus amplement sur ce point dans la suite de ce travail. Il effectua son service militaire dans les années 1960 au sein d'une unité d'élite. Il participa à ce titre à plusieurs opérations à haut risque, au Liban notamment (Jewish Virtual Library, s. d.). C'est donc un homme pour lequel les combats ne sont pas étrangers. Un événement tragique de la vie de Netanyahu va profondément l'affecter. Il s'agit de la mort de son frère aîné qui commandait l'opération de sauvetage des otages d'Entebbe en 1976. Netanyahu est par la suite à l'initiative de deux conférences internationales sur les manières de combattre le terrorisme – l'une organisée en 1979 et l'autre en 1984 (Jewish Virtual Library, s. d.). La perte de son frère explique sa posture intransigente à l'égard du terrorisme et son aversion pour la passivité.

Nous avons déjà eu l'occasion de mentionner le livre de Netanyahu, *A place among nations*, paru en 1993. Le fait qu'il compare dans cet ouvrage la question palestinienne d'aujourd'hui à la menace posée par l'Allemagne Nazie nous renseigne sur la vision qu'il se fait d'Israël et de la région. En 1995 sort un autre livre dans lequel Netanyahu met en garde contre l'émergence d'un terrorisme islamique international. Un livre qui traduit une fois encore la détermination de son auteur à faire de la lutte contre le terrorisme la priorité de l'État hébreu.

Dans les années 1990, Netanyahu refuse toute concession et se montre très hostile au processus de paix au nom de la sécurité d'Israël. Il participe dans les semaines qui précèdent l'assassinat de Yitzhak Rabin en 1995 à une manifestation où l'on traite le Premier ministre de traître, de meurtrier ou encore de Nazi (Lipner, 2020). Rabin était vigoureusement critiqué pour avoir signé un accord de paix avec les Palestiniens quelques mois plus tôt. Netanyahu était leader de l'opposition à l'époque et s'est vu reprocher par l'entourage de Rabin, notamment son épouse Leah Rabin, d'avoir attisé la haine contre le signataire des accords d'Oslo (Times of Israel, 2020). Si Netanyahu réfute toute accusation de la sorte, son opposition véhémente au processus de paix démontre bien son intransigence sur la question israélo-palestinienne. Cette posture implacable et ses déclarations fracassantes, ainsi que son programme économique bien entendu, en font l'homme fort de la droite israélienne.

Au terme d'une campagne très efficace et agressive, Netanyahu devient, en 1996, le plus jeune Premier ministre de l'histoire de l'État hébreu (BBC News, 2020). Qui plus est, il s'agit de la première fois que le chef du gouvernement est directement élu au suffrage populaire, ce qui lui confère une légitimité supplémentaire. Netanyahu, pour se faire élire, s'est montré extrêmement exigeant quant à la sécurité d'Israël. Il a notamment promis de refuser la création d'un État palestinien, le partage de Jérusalem, le retrait des territoires alors occupés, ainsi que l'évacuation des colonies (Israëli, 1996). Netanyahu occupe le poste de Premier ministre jusqu'en 1999 et sa défaite contre le leader du parti travailliste, Ehud Barak. Il est élu une deuxième fois chef de gouvernement à l'issue des élections de mars 2009. La coalition formée est cette fois très hétéroclite. Barak reste au ministère de la défense tandis que le très à droite Avigdor Lieberman devient ministre des Affaires étrangères (Shabi, 2009). Plus modéré, Netanyahu compte pourtant bien poursuivre l'extension des colonies et s'opposer à toute rétribution du Golan à la Syrie. Enfin, il se positionne en faveur d'un renversement du Hamas à Gaza (McCarthy, 2009).

On ne peut bien sûr pas ici revenir sur toute la bibliographie de Netanyahu, mais les quelques paragraphes développés ci-dessus permettent déjà une meilleure compréhension de sa personnalité. À travers les événements de sa vie que nous avons choisi de mettre en avant se dégage le portrait d'un homme fort de ses convictions et de sa vision de la paix au Moyen-Orient. Tout, ou presque, l'oppose à Obama. À commencer par l'orientation politique. Netanyahu est le leader de la droite sécuritaire israélienne qui a fait entrer dans son gouvernement des ultraorthodoxes et des nationalistes. De son côté, Obama se situe plutôt au centre gauche du spectre politique. S'il ne peut certainement pas être comparé aux socialistes européens, il n'en demeure pas moins qu'il est considéré à gauche par de nombreux Américains. Cela peut apparaître de prime abord comme un souci de politique intérieure. Néanmoins, cette opposition idéologique constituera une barrière de plus entre les deux dirigeants. Ci-dessous, nous nous intéressons aux approches radicalement différentes de ces deux personnalités par rapport au conflit israélo-palestinien.

4.2. Des visions opposées

Comme on l'a déjà souligné dans ce travail, la plupart des hauts fonctionnaires américains croient qu'il existe un lien (*linkage*) entre le conflit israélo-palestinien et les autres problèmes moyen-orientaux. Cette vision est bien entendu partagée par l'administration Obama qui est persuadée que résoudre le conflit aiderait grandement à la stabilisation et pacification de la

région. C'est aussi ce que pensaient les administrations précédentes, mais elles ne l'ont jamais exprimé aussi clairement et publiquement que l'équipe Obama (Waxman, 2012). Cette vue américaine est cependant rejetée par les Israéliens, Netanyahu le premier. Pour de nombreux Israéliens, leur conflit avec les Palestiniens n'est pas la cause des problèmes de la région, mais bien une conséquence de ceux-ci. Waxman (2012) explique que, pour les Israéliens, la thèse de la centralité du conflit israélo-palestinien laisse entendre que l'État hébreu est au moins partiellement responsable des problèmes au Moyen-Orient, et donc aussi indirectement des problèmes de l'Amérique dans la région. C'est pourquoi l'idée d'une connexion si répandue à Washington et ouvertement proclamée par Obama ne manque pas de contrarier les Israéliens.

Contrairement à la narration américaine, commente Donald Sassano (2015), Netanyahu considère qu'un rapprochement global entre Israël et les Arabes est essentiel avant de pouvoir aborder le conflit avec les Palestiniens. Les approches américaine et israélienne du conflit sont donc fondamentalement différentes. Ce qui donne lieu à des crispations de part et d'autre. Les Américains, d'un côté, sont frustrés du peu d'avancement sur le dossier palestinien. Ce qu'ils attribuent en bonne partie à la position israélienne. Netanyahu, de son côté, est irrité de l'entêtement américain à accorder autant d'importance au conflit israélo-palestinien (Homeland Security Today, 2015). Pour Obama, Israël est indiscutablement la plus forte des deux parties dans le conflit israélo-palestinien. Il est donc normal, estime le président américain, d'attendre des Israéliens qu'ils fassent certaines concessions pour restaurer la confiance et pouvoir réinitier le dialogue. Pour Netanyahu, en revanche, concéder face aux dictatures arabes ne les rendra que plus belliqueux. Pour le Premier ministre israélien, la paix durable au Moyen-Orient repose sur la dissuasion. C'est-à-dire la paix par la force (Drake, 1996).

Dès le tout début du processus d'Oslo, Netanyahu s'y est opposé. Il perçoit Israël comme une communauté juive assiégée par des ennemis arabes et musulmans qui veulent la détruire. Ainsi, écrit Aluf Benn (2016), Netanyahu considère que le conflit israélo-arabe peut être géré, mais qu'il ne sera jamais résolu. C'est juste une réalité de la vie. Pour le Premier ministre israélien, poursuit l'auteur, l'Ouest est antisémite, indifférent ou même les deux à la fois. C'est pourquoi seuls une diplomatie intelligente et les exploits militaires peuvent garantir la sécurité de l'État hébreu et empêcher un second Holocauste. Israël n'a pas le temps de se préoccuper de ce que pensent les autres. Netanyahu se targue d'ailleurs de tenir tête aux puissances établies et notamment au président des États-Unis (Benn, 2016). On parlera de

l'un de ces épisodes où Netanyahu tint ouvertement tête à l'administration Obama. Dans ce contexte, on comprend pourquoi les relations se sont souvent tendues entre les deux leaders. Le président américain avait fait de grandes annonces et l'on attendait maintenant de lui qu'il délivre des résultats tangibles. En face de lui se trouve un Premier ministre israélien à la vision radicalement opposée qui n'entend pas laisser l'Amérique dicter ses règles à Israël et hypothéquer sa sécurité.

Il est vrai qu'en 2009 dans son discours à l'université de Bar-Ilan, Netanyahu a officiellement endossé la solution à deux États. Ce qu'il n'avait encore jamais fait jusque-là et qui en a rendu plus d'un furieux à sa droite. Un geste qui a été qualifié d'important pas en avant par Obama (Hugeux, 2009). Cependant, nombreux sont les observateurs restés sceptiques face à ce discours. Était-ce là la sincère réflexion de la vision du Premier ministre et de son gouvernement ? On peut en douter. S'il a bien prononcé les mots « État palestinien », Netanyahu n'a, dans la pratique quasiment rien fait pour atteindre cet objectif. Ses actions tendaient même plutôt à l'en éloigner (Fisher, 2015). Même ses déclarations, ainsi que celles d'autres figures de son parti, se veulent contradictoires (Beinart, 2015). Netanyahu n'a en réalité aucun intérêt à voir émerger un État indépendant palestinien. Il ne va certainement rien faire pour accélérer ce processus. Pour Israël, accepter la création d'un tel État reste un pari aventureux. C'est en effet, courir le risque de voir le nouvel État palestinien passer aux mains du Hamas, et par extension de l'Iran. La solution à deux États est peut-être dans l'intérêt de l'État hébreu à long terme, mais elle ne semble pas l'être à court terme. Un sondage réalisé en 2011 auprès du public israélien montre d'ailleurs qu'une modeste majorité – 54 % – ne pense pas qu'il soit désirable qu'un État palestinien soit mis sur pied en termes d'intérêt national (Peace Index, 2011). Netanyahu est bien conscient du danger. C'est pour cela qu'il préfère se montrer prudent et laisser le temps jouer en sa faveur. Cette attitude attentiste du gouvernement israélien a particulièrement irrité l'équipe Obama pour laquelle la résolution du conflit passe par la solution à deux États (Shanker, 2011).

4.3. Un désaccord majeur sur la question des colonies

Outre la question qui vient d'être discutée, l'un des principaux points de désaccord entre les États-Unis et son allié Israël concerne les colonies (*settlements*). Obama et Netanyahu se sont à de multiples reprises publiquement affrontés à leur sujet. Les colonies israéliennes en Cisjordanie ont ainsi, durant la présidence Obama, cristallisé les tensions entre les deux nations et entre leurs dirigeants respectifs. Cela est d'autant plus visible au cours du premier

mandat du président américain. Nous allons donc à présent nous pencher sur cette question des colonies et sur les frustrations qu'elle a suscitées de part et d'autre, mais surtout du côté américain. Nous reviendrons aussi sur quelques moments où la défiance des deux gouvernements l'un envers l'autre s'est exprimée publiquement. Des provocations qui traduisent bien le dissentiment entre l'État hébreu de Netanyahou et l'Amérique d'Obama.

Américains et Israéliens se sont longtemps opposés concernant la construction de colonies en Cisjordanie et à Jérusalem Est. Waxman (2012) indique que toutes les administrations américaines se sont positionnées contre l'édification de colonies. Certaines les ont, à cet égard, contestées plus vigoureusement que d'autres. On pense notamment à l'administration Bush père. De leur côté, poursuit l'auteur, les Israéliens ont toujours rechigné à stopper complètement les constructions. Certains gouvernements les ont toutefois ralenties tandis que d'autres les ont accélérées. En cela, les condamnations répétées des constructions israéliennes par Obama ne représentent rien de nouveau. Il est vrai, en revanche, que la nouvelle administration se fait plus clairement entendre que la précédente. Souvenons-nous du discours du Caire dans lequel Obama parle de l'illégitimité des colonies et les considère comme un obstacle pour la paix (Saltzman, 2017).

L'administration Obama diffère aussi des autres par l'importance qu'elle accorde à la question. Nombreux sont ceux, aussi bien autour d'Obama qu'à l'extérieur du gouvernement, qui reconnaissent que la construction de colonies est un problème déterminant. Les colonies ne sont donc plus simplement considérées comme une nuisance à Washington, mais comme l'une des principales entraves au processus de paix (Buck, 2009). Bien que les Palestiniens aient été, par le passé, disposés à négocier avec Israël malgré l'expansion des colonies, ça semble être de moins en moins le cas. Pour les Palestiniens, les nouvelles colonies empiètent toujours un peu plus sur la terre disponible en vue de la possible création d'un État palestinien indépendant et viable. Parce que la poursuite des constructions israéliennes constitue pour eux un problème de premier plan, les Palestiniens s'y opposent ainsi de plus en plus fermement (Waxman, 2012). Pour l'historien israélo-britannique Avi Shlaim, demander aux Palestiniens de négocier sans gel préalable des colonies équivaut à diviser une pizza entre deux personnes tandis que l'une d'elles continue de la manger (Norton, 2015).

4.4. Le bras de fer

Dès le début de sa présidence, c'est donc sur cette question des colonies que l'équipe Obama décide de concentrer ses efforts. Pour les Américains, il faut faire pression sur les Israéliens

pour qu'ils cessent immédiatement leurs activités de peuplement. Seul un tel geste serait à même de ramener les Palestiniens à la table des négociations et ainsi relancer le processus de paix. Obama, commente Feldman (2011), remarque que les Palestiniens ne font pas confiance au nouveau gouvernement emmené par le Likud. Il estime, par conséquent, qu'un pas important doit être franchi pour rétablir de la confiance et ainsi créer un environnement plus favorable à la discussion.

En mai 2009, la secrétaire d'État Hillary Clinton énonce de façon très claire les exigences de la diplomatie américaine. Le président, déclare-t-elle, souhaite un gel total de la colonisation, sans exception (Richter, 2009). Les dirigeants israéliens se disent prêts à limiter la croissance des colonies situées en périphéries. Cependant, l'expansion des colonies plus importantes et plus proches du territoire israélien doit être, selon eux, autorisée. Il s'agit de colonies qui se verraient probablement intégrées à l'État hébreu si un accord définitif était trouvé. On compte plus de cent colonies construites depuis 1967 et dans lesquelles vivent environ 500 000 Juifs (BBC News, 2009).

Parallèlement à cet appel de Clinton à cesser toute activité concernant les colonies, des demandes similaires sont aussi adressées aux États arabes. Ces derniers doivent eux aussi montrer des signes de bonne volonté pour permettre la reprise des négociations. Hélas constate Coppolani (2012), aucune des deux parties ne donne suite à ces demandes. Netanyahu, explique Fawaz A. Gerges (2012,), n'a pas estimé que ça valait la peine de faire des concessions qui pourraient lui coûter cher politiquement dans son pays. La cote de popularité d'Obama est en effet faible en Israël tandis que le Premier ministre subit les pressions des plus nationalistes de son gouvernement. Netanyahu s'est ainsi déclaré prêt à négocier, mais a refusé catégoriquement toute condition préalable. Coppolani (2012, p. 80) écrit que « la coalition de Netanyahu est le produit d'une tendance lourde dans la société israélienne : une population ultraorthodoxe en forte croissance ; un mouvement de colons de plus en plus radicalisé et le poids important des juifs issus de l'ancienne URSS, souvent des Néo-Israéliens très enclins à la xénophobie, au racisme anti-arabe, voir, paradoxe suprême, à l'antisémitisme. » Dans ces conditions, difficile pour Washington d'obtenir des concessions tangibles de Tel-Aviv.

Durant toute l'année 2009, les colonies sont l'objet d'un bras de fer entre Obama et Netanyahu. En mai, les deux dirigeants se rencontrent une première fois à Washington pour discuter de la politique moyen-orientale. Obama fait part à son homologue israélien de la

position américaine quant à la question des colonies. Netanyahu ne cède pas. Le jour même de la réunion, le gouvernement Netanyahu accélère les plans pour la construction de vingt habitations supplémentaires dans les colonies de Cisjordanie occupée (Byrd et Murty, 2013). Sans véritable moyen de pression, les exigences américaines restent lettre morte. Le Premier ministre israélien annonce en juin que les constructions vont continuer dans les enclaves existantes en territoires occupés. Un geste de défiance vis-à-vis du président américain compte tenu de ses appels répétés à geler complètement l'expansion des colonies. Pour Netanyahu, les demandes américaines ne sont pas raisonnables et reviendraient à « geler la vie » (Reuters, 2009). Au grand désarroi de l'administration américaine qui persiste à penser qu'une telle étape est nécessaire à l'obtention d'une paix dans la région.

Les Israéliens revendiquent, de plus, des accords passés avec l'administration américaine précédente leur permettant de poursuivre la construction dans les colonies sous certaines conditions. Bush, disent-ils n'a jamais obligé publiquement Israël à arrêter toutes activités dans les zones capturées en 1967 (Bronner, 2009). Ce à quoi l'État hébreu se serait engagé, selon eux, c'est à respecter les instructions suivantes : pas de nouvelles colonies, pas d'incitations financières à aller vivre dans les colonies et pas de nouvelles constructions sauf dans les zones déjà bâties. Ce qui signifierait que la « croissance naturelle » aurait été autorisée par l'administration Bush. Les enfants une fois adultes pourraient, par exemple, faire construire une nouvelle habitation près de celle de leurs parents. C'est ce qu'on entend par « croissance naturelle » (Kurtzer, 2016). Aux Israéliens qui brandissent ces accords supposés, la secrétaire d'État rétorque que l'administration Bush n'a jamais autorisé l'expansion des communautés de Cisjordanie. Il n'existe, d'après Clinton, aucune trace d'un arrangement oral ou informel entre l'État hébreu et les Américains. Les accords dont se réclame Israël ne font pas partie de la position officielle du gouvernement américain, a-t-elle ensuite affirmé (AFP, 2009).

Les Israéliens commencent toutefois, durant l'été, à envisager un gel temporaire de quelques mois de la colonisation, mais assorti de conditions strictes. Le 25 novembre 2009, face à l'insistance des Américains, le gouvernement de Netanyahu annonce finalement un gel temporaire de dix mois. Le Premier ministre israélien espère ainsi apaiser l'administration Obama par ce geste de bonne volonté (Saltzman, 2017). Cependant, toutes les conditions qui accompagnent ce gel unilatéral en atténuent significativement son importance. En effet, le gel ne s'applique notamment pas à Jérusalem Est. Il ne concerne pas non plus près de 3 000 habitations, écoles et autres bâtiments publics déjà en construction (Terry, 2017). Étant donné

que l'annonce des Israéliens n'incluait pas Jérusalem Est, les Palestiniens ont rapidement rejeté l'appel à renégocier. L'administration américaine n'était pas satisfaite non plus. La secrétaire d'État a déclaré que la décision de Netanyahu était nécessaire, mais encore insuffisante (Saltzman, 2017). Cette tiède réaction américaine à ce que les Israéliens estimaient être une importante concession a suscité de vives critiques à Tel-Aviv. On le voit, malgré cette première étape nécessaire, les crispations subsistent entre les deux partenaires américain et israélien.

Le 10 mars 2010, le vice-président Joseph Biden se trouve en visite en Israël. C'est le moment qui est choisi par les Israéliens pour annoncer la construction de 1 600 constructions supplémentaires à Jérusalem Est (Ruebner, 2016). Il s'agit d'une humiliation pour le vice-président et les États-Unis. La faible cote de popularité d'Obama auprès des Israéliens explique pour partie que Netanyahu se soit senti libre d'agir de la sorte. Martin S. Indyk (2010) souligne qu'Obama s'est aliéné le public israélien depuis son discours du Caire où il a montré sa volonté de se distancier de l'État hébreu pour se rapprocher des Arabes. Ce qui fait que, pour la première fois, Netanyahu est plus populaire chez lui que le président américain en exercice, commente encore le diplomate américain. Quoi qu'il en soit, cet événement confirme que les relations israélo-américaines sont décidément bien tendues. Enfin, le fait qu'il n'hésite pas à humilier aussi ouvertement l'administration Obama témoigne aussi de la position de force dans laquelle estime se trouver Netanyahu. À la fin du mois, c'est au tour d'Obama de rendre la pareille à son homologue israélien lors d'une visite de ce dernier à Washington. Obama a laissé Netanyahu à la Maison-Blanche pour aller manger en privé avec sa famille. Les deux dirigeants n'ont même pas pris de photo, ce qui est normalement la coutume pour les visites officielles (Fox News, 2010).

Le gel de la colonisation prend fin en septembre 2010 sans avoir débouché sur une relance réelle des négociations entre Palestiniens et Israéliens. « L'administration Obama, commente Amine Ait-Chaalal (2017, p. 12), a donc investi beaucoup d'efforts et d'énergies mais pour un résultat fort décevant ». Après avoir suscité de grands espoirs, l'échec de l'administration Obama n'en est que plus patent. En décembre 2010, Clinton prononce un discours au Saban Center de la Brookings Institution qui consacre le revirement de la diplomatie américaine sur la question des colonies. Si la secrétaire d'État rappelle que la position de l'administration n'a pas changé, elle déclare toutefois que la question des colonies doit être réglée entre les parties elles-mêmes (U.S. Department of State, 2010). L'administration américaine signifie par là

qu'elle ne fera plus pression sur les Israéliens pour geler la colonisation. Celle-ci va, logiquement, se poursuivre intensément dans les années qui suivent.

Après deux années de présidence Obama, on peut dire que l'administration jette l'éponge et constate son échec (Coppolani, 2012). En février 2011, les États-Unis exercent d'ailleurs à l'ONU leur premier veto sous l'ère Obama pour empêcher une résolution condamnant les colonies israéliennes (Brzezinski, 2010). La question des colonies ne sera pas la seule sur laquelle achoppera l'alliance entre Israël et les États-Unis. Nous abordons, dans les prochains chapitres, deux autres dossiers qui ont mis en évidence les dissensions entre Obama et Netanyahu.

5. Nouvelles dissensions à l'occasion du printemps arabe

5.1. Du point de vue des intérêts américains

Intéressons-nous maintenant au printemps arabe et à la façon dont les États-Unis et Israël ont réagi à ces soulèvements qui secouèrent la région. C'est en Tunisie, en décembre 2010 que se déclenchent les protestations. Le mois suivant, Zine el-Abidine Ben Ali, est contraint d'abandonner la présidence et de fuir le pays après plus de vingt-trois années au pouvoir. Très vite, de nombreux États du Moyen-Orient font face à de similaires mouvements de contestation. Pays le plus peuplé de la région, l'Égypte de Hosni Mubarak est particulièrement touchée. Étant donné l'importance stratégique de l'Égypte pour les États-Unis et Israël, nous y consacrerons une attention toute spécifique.

Les attitudes américaine et israélienne à l'égard du printemps arabe n'ont pas été tout à fait les mêmes. Sur ce dossier-ci aussi, les tensions montèrent entre les États-Unis et l'État hébreu. Pour comprendre les raisons de leur désaccord, nous expliciterons tour à tour les différents points de vue des deux partenaires. Commençons par celui des États-Unis. En raison de ses intérêts au Moyen-Orient, Washington est allié de longue date avec des régimes autoritaires, au premier rang desquels l'Égypte et l'Arabie Saoudite. Cela dit, la politique américaine manifeste depuis les années 1990 de plus en plus son insatisfaction devant cet état de fait, tout en tâchant de préserver le statu quo. L'autoritarisme, considèrent les analystes américains, « bloque toute évolution, se fossilise dans les dictatures figées, et constitue donc à terme un danger pour les régimes eux-mêmes, et donc pour les intérêts américains qui leur sont associés » (Droz-Vincent, 2011). L'administration Bush fils et les néoconservateurs en son sein ont poussé à l'extrême cette critique du statu quo. Les soulèvements arabes de 2011

offrent une opportunité pour l'Amérique de voir la région se démocratiser. Plus question cette fois-ci d'imposer un régime politique. Obama a été très clair sur ce point dans son discours du Caire. Le changement doit venir des Arabes eux-mêmes et c'est ce qui semble se produire.

Quand la contestation éclate en Tunisie, son ampleur et la rapidité des événements prennent complètement au dépourvu l'administration américaine, comme la plupart des observateurs et des gouvernements. Le département d'État se montre dans un premier temps très prudent. Il réagit ensuite de plus en plus vigoureusement, s'inquiétant notamment de la censure d'Internet à mesure que le mouvement gagne en importance (Mokhefi, 2011). Finalement, les États-Unis se sont rangés du côté des manifestants et ont demandé le départ de Ben Ali. Juste après la crise, Obama s'est empressé d'applaudir le courage et la dignité du peuple tunisien. Le président américain a ensuite déclaré que l'on se souviendrait longtemps des images des Tunisiens en train de faire entendre leur voix (Obama White House, 2011).

De cet épisode tunisien, on retient que les Américains se sont relativement rapidement ralliés au camp du changement. Une réactivité et un soutien qui peuvent entre autres s'expliquer, selon Mansouria Mokhefi (2011), par la faible importance stratégique de la Tunisie pour Washington. Amine Ait-Chaalal (2014) souligne, quant à lui, que la diplomatie américaine a su appuyer les revendications démocratiques des manifestants sans toutefois donner l'impression d'abandonner abruptement le régime en place. La réaction américaine à la révolution tunisienne illustre bien, poursuit-il, la combinaison de pragmatisme et d'idéalisme caractéristique d'Obama.

Le cas de l'Égypte est un peu plus délicat en raison de l'intérêt que le pays revêt, aux yeux de Washington, pour la stabilité de la région et la sécurité d'Israël notamment. Comme pour la Tunisie, Obama a ici aussi été surpris par l'envergure de la protestation. Cependant, la réaction américaine aux événements du Caire n'a pas été tout à fait la même que pour la révolte tunisienne. En Égypte, la diplomatie américaine est renvoyée à ses contradictions. En lâchant Mubarak, les États-Unis courent le risque de voir arriver au pouvoir un régime qui leur est nettement moins favorable. Ce qui heurterait certainement leurs intérêts dans la région. D'autant plus que les partis islamistes exercent une influence significative sur les populations arabes. Comme l'ont montré de précédentes élections en Égypte, au Liban, ou encore celles qui portèrent le Hamas au pouvoir en 2006.

Lorsque la crise éclate, l'équipe Obama se révèle initialement hésitante et ambivalente. L'administration est, en effet, divisée sur l'attitude à adopter par rapport au soulèvement

populaire. Comme l'explique Gerges (2012), Obama navigue entre les recommandations de l'establishment traditionnel de la politique étrangère américaine et celles d'une nouvelle génération de conseillers à la Maison-Blanche. Les diplomates au département d'État et à la défense – emmenés par Hillary Clinton, Robert Gates et Joseph Biden – perçoivent la crise à travers le prisme des intérêts américains dans la région. Ils s'inquiètent notamment des retombées sur le processus de paix au Moyen-Orient d'une éventuelle remise en cause du traité de paix de 1979 avec Israël. On compte parmi les collaborateurs de la nouvelle génération Denis McDonough, Benjamin J. Rhodes, ou encore Samantha Power. Ils sont, eux, davantage préoccupés par le fait qu'en voulant assurer la stabilité, le président ne se retrouve du mauvais côté de l'histoire. Ce qui provoquerait du ressentiment de la part de la jeunesse égyptienne qui se lève à l'égard de l'Amérique (Cooper, Landler et Sanger, 2011). Il existe donc un clivage net au sein de l'administration entre partisans du statu quo et tenants d'une vision plus progressiste sur la question. Le président, pour sa part, penche plutôt en faveur de la nouvelle génération de ses conseillers, au détriment de l'establishment traditionnel.

Obama, commente Ross (2015), voit les révoltes arabes comme une opportunité pour les États-Unis de transformer leur approche de la région et de s'aligner sur les forces de l'histoire. Au début de l'année 2011, ces forces semblent être dans la rue et non plus dans les palais présidentiels. Obama, ajoute encore le diplomate américain, est à ce moment attiré par ceux qui manifestent pour leurs droits. Plusieurs fois, le président américain exprimera sa volonté de ne pas se retrouver du mauvais côté des révolutions en train de se produire. D'autant plus que les images de jeunes Arabes manifestant pour leur liberté et la démocratie contrastent avec celles que se représentent les Américains de la région depuis le 11 septembre (Droz-Vincent, 2011). En produisant du changement à travers des moyens pacifiques, les manifestants représentent l'antithèse du fanatisme terroriste d'Al-Qaeda. Pour Obama, qui se plaît à citer Martin Luther King, il apparaît plus que jamais à travers ces soulèvements populaires que le cours de l'histoire penche du côté de la justice. Les États-Unis doivent donc agir en conséquence.

5.2. Du point de vue des intérêts israéliens

Au Moyen-Orient, les États-Unis et Israël ont tous deux soutenu pendant longtemps des régimes autocratiques pro-occidentaux. On pense par exemple à Mubarak en Égypte ou à la monarchie hachémite en Jordanie. Avec le printemps arabe, pour la première fois, Washington et Tel-Aviv ne semblent pas appuyer le même camp (Waxman, 2012). Les

événements du Caire tout particulièrement vont encore un peu plus révéler les dissensions entre Obama et Netanyahu quant à leurs stratégies moyen-orientales respectives. Les Israéliens, d'un côté, veulent le maintien au pouvoir du président Mubarak tandis que les autorités américaines, de l'autre, se positionnent progressivement en faveur des très nombreuses personnes descendues dans la rue pour obtenir la chute du dictateur. On comprend dès lors l'inévitabilité d'une nouvelle montée des tensions entre les deux partenaires. Intéressons-nous à présent aux motivations de l'État hébreu. Nous reviendrons ensuite sur la gestion de la crise égyptienne par l'administration Obama et nous verrons quelles ont été ses implications pour la région.

L'historien Avi Schlaim (2011) pointe le paradoxe que l'État hébreu, qui se targue d'être la seule démocratie du Moyen-Orient, se soit montré aussi méfiant à l'égard du printemps arabe. C'est que les Israéliens craignent plusieurs conséquences de ces soulèvements comme l'instabilité de la région, la montée en puissance des forces islamistes chez ses voisins, voire la remise en question des traités de paix (Guzansky, 2012). Pour ces différentes raisons, la vague démocratique de l'année 2011 a été perçue à Tel-Aviv et à Washington dans une moindre mesure comme un problème et non comme une chance.

Tandis qu'aux États-Unis certains membres de l'administration se voulaient optimistes quant à l'issue de ces révoltes populaires, en Israël il n'en n'est rien. Netanyahu et son gouvernement ont parfaitement conscience qu'Israël a beaucoup à perdre d'une ouverture démocratique au Moyen-Orient. Waxman (2012) remarque que les opinions publiques arabes sont farouchement pro-palestiniennes et anti-israéliennes. Leur donner plus de pouvoir aura donc certainement des répercussions sur la conduite de la politique étrangère des pays arabes à l'égard d'Israël. Cela ne signifie pas nécessairement qu'Israël serait entraîné dans de nouveaux conflits avec ses voisins, poursuit le politiste, mais la tâche du gouvernement israélien serait assurément plus compliquée.

Prenons, par exemple, le cas de l'Égypte de Moubarak. Pendant trente ans, le dictateur a incarné la stabilité dans une région pour le moins agitée. De surcroît, c'est sous sa direction que l'Égypte est devenue l'un des piliers l'ordre sécuritaire israélo-américain au Moyen-Orient. En mars 1979 lorsque est conclu le traité de paix entre Anouar El Sadate et Menahem Begin, celui-ci est vécu par les Arabes comme une trahison de la cause palestinienne. En représailles, l'Égypte est d'ailleurs exclue de la Ligue arabe pendant dix ans. Le président Sadate, quant à lui, payera quelques années plus tard de sa vie ces accords de paix avec l'État

hébreu (Laroche-Signorile, 2018). Immédiatement après cet assassinat en 1981, Hosni Moubarak, alors vice-président, s'engage à respecter tous les traités internationaux conclus par l'Égypte. Il tient sa promesse et préserve pendant l'entièreté de sa présidence le traité de paix israélo-égyptien historique. Et ce malgré l'opposition d'une frange importante de l'opinion publique égyptienne aux relations avec l'État hébreu (Rasgon, 2020). Pour Israël, le fait de voir le pays le plus peuplé et le plus puissant de la région quitter la coalition des États ennemis représente un gain stratégique tout à fait significatif.

D'autant que Moubarak s'est montré pendant les 30 ans de sa présidence relativement conciliant vis-à-vis des manœuvres israéliennes au Moyen-Orient. Ainsi, c'est parce qu'ils disposaient de l'approbation tacite de l'Égypte que les Israéliens purent détruire le réacteur nucléaire irakien Osirak en 1981 (Stephens, 2011). Il est peu probable qu'un nouveau gouvernement égyptien issu des urnes se montre aussi permissif si Netanyahu envisageait de bombarder des installations nucléaires iraniennes. Et ce même si ce nouveau gouvernement n'allait pas jusqu'à remettre en cause l'accord de paix. Tout au long du règne de Moubarak, les Israéliens ont pu intervenir à de multiples reprises dans la région sans craindre de conséquences majeures du régime égyptien. Depuis 1981, rappelle Avi Schlaim (2011, p. 141), « Israël a envahi deux fois le Liban, a mené des campagnes militaires à grande échelle contre les Palestiniens, [...] ; il a lancé des raids aériens contre des installations nucléaires en Irak et en Syrie ; et a envoyé des équipes spéciales pour assassiner des militants palestiniens en Jordanie et dans les Émirats Arabes Unis ». Face à ces actions qui ont pourtant déclenché la colère de la population, le régime a préféré fermer les yeux. Pour l'historien, cette passivité peut s'expliquer par l'aide annuelle américaine de 1,3 milliard versée à l'armée égyptienne.

Ce contexte permet d'expliquer la réaction israélienne à l'égard de la contestation populaire visant à faire tomber Moubarak. Quand la révolte éclate, Netanyahu soutient ouvertement le régime en place et les Israéliens font pression sur les États-Unis pour qu'ils soutiennent eux aussi jusqu'au bout cet allié de premier plan (Waxman, 2012). Pour les Israéliens, Moubarak est indispensable à la sauvegarde de l'ordre régional et il doit être maintenu au pouvoir. Toute alternative ne saurait, vue de Tel-Aviv, qu'être pire que le statu quo. C'est pourquoi les Israéliens s'emploient en janvier 2011 à passer de nombreux appels téléphoniques à la Maison-Blanche ainsi qu'à livrer des armes au régime pour disperser les foules (Schlaim, 2011). L'administration américaine se montre cependant très hésitante à soutenir le dictateur. Obama et certains de ses conseillers pensent que les États-Unis peuvent atténuer le sentiment

anti-américain des masses arabes en soutenant publiquement la liberté et la démocratie dans le monde arabe. En n'essayant plus de maintenir à tout prix l'ordre établi et en se plaçant du bon côté de l'histoire, Obama espère pouvoir gagner les cœurs des manifestants (Waxman, 2012). En Israël, on craint le pire.

Il est encore un autre point qu'Américains et Israéliens perçoivent de façon sensiblement différente. Il s'agit de l'approche à adopter concernant la montée en puissance des partis islamistes. Aux États-Unis, on semble s'être fait à l'idée que l'émergence de gouvernements soutenus par des mouvements islamistes soit inévitable et qu'il faut composer avec (Ross, 2015). L'administration américaine reconnaît que tous ces mouvements ne forment pas un bloc homogène et que ceux qui s'engagent à respecter les droits humains valent la peine d'être considérés par Washington. Surtout vu le soutien populaire dont jouissent ces mouvements, tels que les Frères musulmans en Égypte. Pour les Israéliens en revanche, on ne peut pas faire confiance aux islamistes même s'ils se prétendent démocrates.

5.3. La chute de Moubarak et ses implications

Face au soulèvement égyptien, l'administration américaine n'est pas en mesure de réagir aussi vite et clairement qu'en Tunisie. Toute une série de facteurs doivent cette fois être pris en compte. Mokhefi (2011, p. 638) cite notamment « l'implication des États-Unis dans le processus de paix israélo-palestinien, leurs intérêts énergétiques et sécuritaires dans la région, leur présence encore effective en Irak et leur soutien constant et inconditionnel à Israël ». Ces différentes variables n'influençaient pas, ou alors que très peu, la réponse américaine à la révolution tunisienne. Mais elles sont néanmoins au premier plan des considérations américaines lors du soulèvement égyptien. On observe de ce fait une tension entre la nécessité de sauvegarder les intérêts stratégiques, d'une part, et la volonté de promouvoir les valeurs démocratiques, d'autre part. Cela permet d'expliquer les quelques contorsions qu'a connues le discours américain à l'égard des événements du Caire, ainsi que la réaction lente et hésitante de l'administration Obama (Droz-Vincent, 2011). Obama a tenté, avec prudence et pragmatisme, de s'adapter aux nouvelles circonstances politiques. Tenant ainsi compte des considérables intérêts américains dans la région, le président décida toutefois d'inciter au mouvement en plusieurs étapes décisives. Et ce malgré les appels répétés des alliés saoudien et israélien à maintenir le régime Moubarak en place (Faraj Ben Lama, 2014).

Dans un premier temps, Obama exhorte Moubarak à prendre les demandes des contestataires au sérieux (Gerges, 2012). Le régime doit faire des réformes et accepter d'entamer un

dialogue avec l'opposition. À mesure que la protestation prend de l'ampleur, les autorités américaines commencent à durcir le ton en condamnant notamment la censure d'Internet et la répression excessive. Début février, il apparaît de plus en plus clairement à Obama que les jours de Moubarak sont comptés. Il ne veut pas que son administration donne l'impression de défendre un dictateur contre une majorité de la population dont la jeunesse (Gerges, 2012). Le président égyptien, dans une allocution télévisée visant à apaiser les protestataires, annonce le 1er février qu'il ne briguera pas de nouveau mandat à la tête de l'État (The Guardian, 2011). Ce n'est toutefois pas assez, pour Obama, qui exige que la transition commence immédiatement. Notons, comme le fait remarquer Mokhefi (2011), que le président américain s'est au préalable assuré que la solution envisagée avec l'armée égyptienne soit acceptable pour tous avant d'exiger de Moubarak qu'il s'en aille. Enfin, le 11 février, Obama a salué le pouvoir de la dignité humaine et l'aube d'une nouvelle ère pour l'Égypte (Obama White House, 2011).

Avec la démission du président égyptien, l'État hébreu perd l'un de ses très rares alliés de la région. Pour les Israéliens, Obama porte une lourde responsabilité dans la gestion de la crise (Hamilton, 2011). La rapidité avec laquelle les États-Unis ont publiquement désavoué un fidèle allié stratégique tel que l'Égypte suscite un véritable choc en Israël. Pour les Israéliens, Obama a abandonné Moubarak, poussant au changement sans avoir la moindre idée où ça allait mener (Ross, 2015).

À l'issue de la crise, c'est le sentiment de ne plus pouvoir compter sur les États-Unis qui domine. Le dossier égyptien a provoqué de vives tensions entre dirigeants américains et israéliens et rappelé encore un peu plus à quel point leurs stratégies respectives diffèrent au Moyen-Orient. Malgré les précautions d'Obama pour rassurer les Israéliens, ceux-ci se sentent délaissés par le président américain. D'autant qu'ils observent en Égypte une hausse du sentiment anti-israélien parmi la population et que le gouvernement de transition se montre en conséquence moins coopératif à l'égard de Tel-Aviv (Gerges, 2012). En septembre 2011, l'ambassade israélienne au Caire est violemment attaquée par des manifestants et les diplomates doivent être évacués en urgence. C'est exactement le genre de scénario que voulait éviter Netanyahu en soutenant Moubarak. En pleine transformation du Moyen-Orient, Israël se sent isolé et ses options sont de plus en plus limitées (Bronner, 2011). D'un sondage réalisé à la fin de l'année, il ressort qu'une large majorité d'Israéliens (68 %) pense que le pays est moins en sécurité qu'avant le déclenchement du printemps arabe (Peace Index, 2011).

Les États-Unis et Israël voient donc les révoltes arabes qui ont bouleversé l'ordre régional établi de manière différente. Mais en plus, ils trouvent tous deux la réaction de l'autre à ces changements pour le moins problématique (Waxman, 2012). En Israël, la réponse d'Obama aux soulèvements, en Égypte particulièrement, est considérée comme naïve et irresponsable. Les Américains de leur côté, se lassent de l'attitude de Netanyahu qui consiste à ne rien faire du tout (Friedman, 2011). Dans un discours au département d'État en mai 2011, Obama a exposé l'approche américaine au Moyen-Orient au regard des récents soulèvements. Le président a entre autres affirmé que les États-Unis encourageraient par des actions concrètes des réformes politiques et économiques à travers toute la région. Il a ensuite déclaré qu'une politique étrangère basée uniquement sur les intérêts américains ne pouvait apporter la stabilité (Obama White House, 2011).

Bien que certains médias occidentaux aient vu dans cette allocution du président une nouvelle approche vis-à-vis de la région, elle a convaincu peu d'Arabes (Gerges, 2012). Les espoirs suscités par le discours du Caire ont disparu et font place au scepticisme. Les populations arabes doutent des objectifs de la politique américaine et de la volonté d'Obama de tenir ses promesses. Le président américain leur donnera raison. En bon réaliste, il saura mettre de côté la démocratie lorsque la situation sur le terrain se complique, en se rangeant par exemple du côté de l'armée égyptienne qui tarde pourtant à effectuer la transition.

En définitive, on peut dire des États-Unis qu'ils ont fait à la fois trop et pas assez. Trop, c'est ce que pensent les Israéliens pour lesquels Obama a lâché un allié de longue date en la personne de Moubarak, abandonnant de ce fait la région à l'instabilité. Dans le même temps, ceux qui en Occident ou dans le monde arabe espéraient un revirement de la politique américaine au Moyen-Orient sont forcés de constater que ça ne s'est pas produit. Faraj Ben Lamma (2014, p. 108), conclut qu'« il n'est pas évident que la dynamique créée par les révolutions arabes traduise des changements d'orientation stratégique américaine au Proche-Orient. [...] Les États-Unis, poursuit-il, sont plus pragmatiques que jamais et peu regardant sur la nature des régimes qu'il convient de soutenir à un moment donné. » Cependant et malgré cette attitude prudente et modérée, Obama a peiné à rassurer Israël et le printemps arabe a accru les tensions entre les deux partenaires.

6. Le dossier du nucléaire iranien

6.1. La révolution de 1979 et ses suites

Nous allons maintenant aborder une quatrième et dernière source de tensions entre Américains et Israéliens. Il s'agit de l'approche à adopter face à la République islamique et au développement par celle-ci de l'arme nucléaire. Une fois encore, comme sur les dossiers précédemment abordés, les points de vue d'Obama et de Netanyahu vont vite apparaître difficilement conciliables. Dire que les relations entre Téhéran et Tel-Aviv depuis la chute du Shah en 1979 sont mauvaises, relève de l'euphémisme. L'Ayatollah Khomeiny a, dès son accession au pouvoir, opté pour une ligne antisioniste dure. Les relations entre les deux États se sont cependant particulièrement crispées dans les années 2000. La montée en puissance de la droite israélienne ainsi que l'élection du conservateur Mahmoud Ahmadinejad à la présidence de la République islamique en juin 2005 ne sont pas étrangères à cette montée des tensions (Zarifian, 2015).

Un autre développement de premier plan intervient en ce début de 21^e siècle et va très vite focaliser l'attention des dirigeants américains et israéliens. Le risque que l'Iran devienne une puissance nucléaire est désormais réel. Pour l'en empêcher, l'administration Bush choisit la voie des sanctions économiques unilatérales et multilatérales par l'intermédiaire du Conseil de sécurité. De plus, la stratégie américaine incluait la possibilité d'user de la force si la situation l'exigeait. Recourir à des frappes militaires, par exemple, représente ainsi une option sérieuse à laquelle les responsables américains ne manquent pas de faire référence (Therme, 2009). À son arrivée à la Maison-Blanche, c'est une approche différente que privilégie Obama. On parlera alors de politique de la main tendue.

6.2. La main tendue d'Obama

Dès le début de la campagne présidentielle, Obama a affiché sa volonté de rompre avec la politique de son prédécesseur sur le dossier iranien. Il a ainsi promis qu'il rencontrerait, une fois élu, tout dirigeant de la République islamique. Il a maintenu cette position malgré les critiques et l'opposition d'Hillary Clinton, sa rivale démocrate de l'époque. « Le dialogue avec l'Iran, expliquent Maloney et Vivarat (2011, p. 582), faisait partie intégrante d'une nouvelle politique d'ouverture visant notamment à réparer les dégâts causés à la réputation des États-Unis par la politique de Bush. »

Dans une interview peu de temps avant son investiture, Obama revient sur la nouvelle approche qu'il entend adopter à l'égard de Téhéran. Il s'engage notamment à relancer les négociations sans conditions préalables (Knowlton, 2009). L'idée est de donner une chance à la diplomatie sans prendre de mesures coercitives préventives. Une nouveauté par rapport à l'administration précédente qui exigeait des concessions de la partie iranienne avant de pouvoir discuter. Tout en restant prudent, Obama souhaite donc un rapprochement avec Téhéran. Son premier jour en tant que président, le site de la Maison Blanche publie les grandes lignes de la politique étrangère qu'il entend implémenter. Dans un long passage consacré à l'Iran, le nouveau président y annonce entre autres soutenir une « diplomatie ferme et directe [...], sans préconditions » (Cité par Zarifian, 2015, p. 35).

Au cours de l'année 2009, Obama multiplie les gestes d'ouverture en direction de Téhéran. En mars, à l'occasion du nouvel an persan, le président américain adresse un message aussi bien destiné au peuple iranien qu'à ses dirigeants. Il déclare son administration « résolue [...] à chercher à établir des relations constructives » entre les deux pays afin de traiter les nombreux problèmes sur la table (Libération, 2009). Dans son discours du Caire en juin, il réitère son appel à ne pas rester bloqué sur les blessures du passé et à aller de l'avant. « La question maintenant, proclame Obama, n'est pas de savoir contre quoi est l'Iran, mais plutôt quel futur il veut construire » (Obama White House, 2009).

Ces tentatives de rapprochement opérées par Obama sont accueillies favorablement par la population iranienne. Les dirigeants de la République islamique se montrent, quant à eux plus sceptiques. L'ayatollah Ali Khamenei, le guide suprême du pays, a indiqué que les paroles ne servent à rien si elles ne sont pas suivies par des actes concrets. Le numéro un du régime attend toujours que les États-Unis modifient substantiellement leur politique dans la région. De la liste des doléances iraniennes, on citera par exemple le soutien américain à Israël ainsi que les sanctions économiques instaurées à l'encontre de Téhéran (Le Figaro, 2009).

D'autres gestes d'ouverture plus discrets auraient été entrepris en direction de l'Iran durant les premiers mois de la présidence Obama. Fait sans précédent, le président américain serait entré directement en contact avec l'ayatollah Khamenei en faisant parvenir une lettre au guide suprême juste avant les élections iraniennes du mois de juin (MacAskill, 2009). L'investissement personnel d'Obama dans le dossier iranien ainsi que sa rhétorique nouvelle a, dans un premier temps, un retentissement médiatique considérable (Maloney et Vivarat, 2011). Résultat de tous ces efforts, début octobre, un diplomate iranien et un américain

s'entretiennent en tête à tête à Genève en marge des négociations sur le nucléaire iranien. Il s'agit de la première rencontre bilatérale à un niveau aussi élevé entre des officiels des deux pays (Therme, 2009).

6.3. Une ouverture dont les Israéliens redoutent les conséquences

En Israël, la tentative d'apaisement à l'égard de l'Iran suscite de vives inquiétudes. En plus de vouloir se distancier de l'État hébreu par rapport à son prédécesseur, le nouveau président américain souhaite se rapprocher de Téhéran, l'ennemi déclaré de Tel-Aviv depuis la révolution islamique de 1979. Pour de nombreux responsables politiques israéliens, et plus particulièrement le Premier ministre, un Iran nucléaire représenterait « une menace nucléaire existentielle ». La menace iranienne est parvenue depuis quelques années à éclipser tous les autres problèmes de sécurité nationale qui se posent à l'État hébreu, y compris le conflit avec les Palestiniens. C'est ainsi qu'après son premier entretien avec Obama en mai 2009, Netanyahu indique qu'empêcher l'Iran de développer l'arme nucléaire constitue la toute première priorité stratégique d'Israël (Pinkas, 2015).

Au sein de la population israélienne aussi, l'anxiété est palpable. Ils sont plus de 80 % à considérer un Iran nucléaire comme un danger existentiel pour l'État hébreu (Peace Index, 2007). Il en résulte que la plupart des Israéliens soutiennent une frappe unilatérale si la communauté internationale échoue à stopper le développement du programme nucléaire iranien. Netanyahu et son ministre de la Défense, Ehud Barak, envisageront d'ailleurs à de multiples reprises de bombardier les installations nucléaires iraniennes (Staff, 2015). Pour les Israéliens et leur Premier ministre en tête, le président américain est perçu comme un novice sur les dossiers internationaux. En offrant une main tendue à la République islamique, il fait preuve de naïveté et d'un angélisme dangereux (Samaan, 2015).

Sur le dossier iranien, les tensions entre Américains et Israéliens proviennent essentiellement des perceptions différentes que les deux pays se font de la menace. Si Washington et Tel-Aviv ont le même objectif – empêcher l'Iran d'acquérir l'arme nucléaire – la question ne revêt pas la même importance pour les États-Unis que pour Israël. Le programme nucléaire représente certainement pour Obama un enjeu de taille, mais qui n'est pas comparable avec l'urgence et la gravité que la situation revêt aux yeux de l'État hébreu. Le fait que les États-Unis ne se sentent pas autant menacés qu'Israël par les développements nucléaires iraniens découle simplement, selon Waxman (2012), de la réalité géographique. Les États-Unis, explique-t-il, se trouvent beaucoup plus loin de l'Iran que ne l'est Israël et ils sont aussi beaucoup plus

grands que ne l'est l'État hébreu. Les missiles iraniens ne peuvent atteindre le territoire américain et même s'ils le pouvaient ils ne sauraient détruire le pays. C'est pourquoi, bien qu'un Iran nucléaire serait un cauchemar stratégique pour les États-Unis, il ne s'agirait absolument pas d'une menace à l'existence de l'Amérique comme c'est le cas pour Israël.

Les États-Unis pourraient donc vivre avec l'Iran disposant de la bombe atomique en cherchant seulement à le contenir. Ils ont su le faire pendant la guerre froide avec l'URSS alors que celle-ci disposait d'un arsenal nucléaire infiniment plus important que ce que la République islamique ne pourrait jamais posséder. Israël, en revanche, ne pourrait pas vivre avec un Iran nucléarisé. Rappelons que les dirigeants iraniens n'ont jamais caché leur objectif de détruire Israël. On se souvient d'Ahmadinejad annonçant, quelques mois seulement après son arrivée à la présidence que l'État hébreu devait être « rayé de la carte » (Naïm, 2005). Dans une autre allocution, le président iranien a comparé Israël à une « tumeur cancéreuse sur le point d'être éradiquée » (France 24, 2012). Ce qui fait dire à Silvan Shalom, vice-premier ministre israélien, qu'« Israël ne peut pas vivre avec l'idée que des lunatiques comme le régime iranien seront les personnes à pouvoir décider ou non si elles veulent détruire l'État d'Israël » (Cité par Reynolds, 2012).

6.4. Toutes les options sont-elles vraiment sur la table ?

Les tensions entre Israéliens et Américains s'expliquent aussi par le fait que Netanyahu doute de la détermination d'Obama d'user la force si la situation l'exige. Durant tout son premier mandat, le président américain tente pourtant de rassurer le Premier ministre israélien sur ce point en répétant que toutes les options sont sur la table, y compris des frappes militaires préventives. « Le président Obama, notent David et Goldberg (2013, p. 258), a déclaré clairement qu'il n'autoriserait pas l'Iran à développer l'arme nucléaire. »

Pour bien marquer sa position, le président américain change d'ailleurs le langage utilisé par son administration. Jusque-là, la position officielle des États-Unis consistait à dire qu'un Iran nucléarisé était inacceptable. Le président dira ensuite que les États-Unis sont déterminés à empêcher l'Iran d'acquérir une capacité nucléaire. Comme l'explique Ross (2015), en se disant « déterminés », les États-Unis signalent expressément qu'ils vont agir. Tandis que décrire une situation comme « inacceptable » ne traduisait pas forcément un engagement de la part des États-Unis. Obama a aussi briefé le Pentagone, dès son entrée en fonction, afin d'être prêt à intervenir rapidement si la situation venait à se dégrader. Le président ne bluffe pas et il veut s'assurer de pouvoir tenir sa promesse aux Israéliens de ne pas exclure la coercition. Ce

qu'il ne veut pas en revanche, c'est se préparer de telle manière qu'il n'aurait d'autre choix que l'option militaire.

Malgré ces nombreuses déclarations visant à apaiser les craintes des dirigeants israéliens, ces derniers imaginent difficilement Obama risquer d'embarquer les États-Unis dans une confrontation ouverte avec l'Iran. Ce sentiment est d'autant plus renforcé que le National Security Council est divisé entre partisans de l'endiguement et ceux de la prévention. « Le premier camp, représenté par Gates, estime que les États-Unis peuvent vivre avec un Iran nucléaire et le contenir ; le second camp, mené par H. Clinton et Panetta, juge l'endiguement dangereux et la prévention nécessaire pour l'intérêt stratégique américain » (David, 2015, p. 976). Gates et Mike Mullen, le chef d'état-major interarmes s'expriment publiquement à plusieurs reprises sur les terribles conséquences qu'engendrerait un conflit avec l'Iran. Ce qui ne rassure pas du tout les Israéliens. Si les coûts sont si élevés, pourquoi les États-Unis s'y risqueraient-ils ? Et de là, pourquoi les Iraniens prendraient le président au sérieux lorsqu'il dit qu'il envisage d'utiliser la force ? À Tel-Aviv, on se plaint de recevoir de l'administration américaine des messages contradictoires.

Un autre désaccord persiste entre Américains et Israéliens et contribue encore un peu plus à l'accroissement des tensions. Israël refuse de faire avancer le dossier palestinien sans obtenir, au préalable, la garantie des États-Unis que l'Iran ne deviendra pas une puissance nucléaire (Coppolani, 2012). Pour l'administration Obama, c'est dans l'autre sens que ça doit aller. La secrétaire d'État Clinton affirme qu'Israël doit d'abord montrer des signes de bonne foi sur la question palestinienne pour avoir l'appui des États-Unis concernant l'Iran. Obama demande à Netanyahu de geler la colonisation pour pouvoir ensuite plus facilement former une large coalition contre la République islamique (Pinkas, 2015). On assiste à un dialogue de sourds. Les deux parties considèrent avec dédain la position de l'autre.

6.5. Révision de l'approche américaine à l'égard de Téhéran

Lorsqu'à la fin de l'année 2009, les ouvertures américaines vers Téhéran restent largement ignorées par le régime iranien, Obama revoit son approche. La politique de l'apaisement a fait long feu. Place au durcissement des sanctions et aux opérations secrètes. À l'été 2010 est révélé par la presse l'existence d'un programme conjoint entre Américains et Israéliens d'attaques informatiques. Élaborée par l'administration précédente, l'opération est baptisée « jeux olympiques » (David, 2015). Parallèlement, les sanctions se durcissent. Elles ont

contribué à une réduction de 15 à 20% du PIB iranien en l'espace de trois ans. C'est ce qu'indique le secrétaire au trésor américain Jacob Lew (Zarifian, 2015).

À Mitt Romney, candidat républicain à la présidentielle de 2012, qui déclare qu'il fera l'exact opposé d'Obama par rapport à Israël, le président du Democratic National Committee à l'époque, Debbie Wasserman Schultz, répond ironiquement que cela reviendrait à démanteler les plus importantes sanctions auxquelles ait jamais fait face la République islamique (Miller, 2012). Ainsi, bien qu'Obama se soit initialement publiquement distancié de son prédécesseur, il a globalement fini par adopter la même politique à l'égard de l'Iran que l'administration Bush. À tel point qu'à la fin de l'année 2012, les relations entre Washington et Téhéran sont au moins aussi mauvaises qu'elles ne l'étaient pendant les derniers mois de la présidence Bush.

La rupture est cependant consommée entre Netanyahu et Obama sur la gestion du dossier iranien. Malgré un durcissement de la position américaine au sujet du nucléaire iranien, les deux dirigeants ne se font manifestement pas confiance. Pour le Premier ministre israélien, le dossier tourne à l'obsession. Un de ses proches conseillers résume bien la perception israélienne de l'approche américaine. Il explique : « Obama est prêt à tout pour obtenir un accord avec les Iraniens, [mais] la réalité est que les Iraniens sont de bien meilleurs négociateurs que les Américains, et qu'Israël ne peut pas se permettre, comme les Américains, d'accepter n'importe quoi » (Cité par Samaan, 2015, p. 80).

Côté américain, on est exaspéré par les nombreuses fois où Netanyahu ou son ministre de la Défense, Ehud Barak, laissent entendre qu'une frappe unilatérale israélienne sur les installations iraniennes est imminente. Ces tensions atteindront leur paroxysme durant le deuxième mandat d'Obama lorsque, suite à l'élection du modéré Hassan Rohani, reprendront les négociations en vue d'un accord sur le nucléaire iranien.

7. L'engagement américain envers Israël

Du premier mandat d'Obama, nombreux sont ceux à ne retenir que la discordance entre les gouvernements américain et israélien. Il est vrai que les rapports entre Netanyahu et Obama sont exécrables. C'est probablement la plus mauvaise relation qu'il n'y ait jamais eue entre un président américain et un Premier ministre israélien, pire encore que celle entre George H. W. Bush et Yitzak Shamir (Tibon et Shalev, 2015). On s'attendrait donc à ce que le manque de confiance, voire l'hostilité, entre les deux hommes se traduise par une réduction du soutien

américain à Israël. Obama est vigoureusement critiqué pour son traitement d'Israël. Ces critiques émanent particulièrement du parti républicain et de la droite israélienne, mais pas seulement. Il y a un sentiment généralisé en Israël et au sein de la communauté juive américaine que le président ne serait pas aussi attaché émotionnellement à l'État hébreu que ne l'étaient ses prédécesseurs (Waxman, 2012). Cette croyance ne résiste cependant pas à l'analyse des faits.

Durant le premier mandat d'Obama, Washington n'a pas diminué son soutien à Tel-Aviv, que du contraire. Pour Shlaim (2017), qu'Obama déteste Netanyahu est de notoriété publique. Ce qui est moins connu, c'est que cette antipathie personnelle à l'égard du Premier ministre coexiste avec un sincère engagement envers le bien-être et la sécurité de l'État hébreu. L'aide militaire accordée à Israël par les États-Unis parle pour elle-même. Obama approuve, à la fin de l'année 2009, l'octroi de 30 milliards de dollars d'aide militaire répartis sur dix ans (Coppolani, 2012). De plus, Obama est en première ligne pour financer et soutenir le développement du bouclier antimissiles Iron Dome qui a considérablement augmenté la capacité d'Israël à se prémunir contre les attaques de roquettes. Il accorde près de 205 millions de dollars à cette fin tandis que Bush, quant à lui, n'avait répondu que timidement à cette initiative. Il est aussi le premier président à autoriser la vente à Israël de bombes *bunker-buster* (« anti-bunkers »), un système d'armement perfectionné. Les deux nations échangent leurs renseignements et organisent régulièrement des exercices militaires conjoints (Rosenbaum, 2015). Enfin, Obama a promis aux Israéliens de maintenir leur supériorité militaire qualitative (QMS) par rapport à ses voisins arabes. À chaque vente d'arme à l'Arabie Saoudite, par exemple, l'État hébreu bénéficie d'une compensation destinée à préserver en tout temps cette QMS (Freedman, 2017).

On a montré précédemment les divergences entre Obama et Netanyahu sur le dossier nucléaire iranien. Il nous faut toutefois préciser que la menace posée par la République islamique pousse Israéliens et Américains à collaborer plus étroitement dans toute une série de domaines touchant à la sécurité. Ce n'est pas la seule raison de leur coopération mais c'est un élément qui y contribue grandement. Robert Gates remarque qu'en dépit de la relation politique et diplomatique « glaciale » entre les deux chefs d'État, la relation de défense est restée forte. À tous points de vue, la coopération s'est même élargie jusqu'à atteindre des niveaux sans précédents. Ross (2015) confirme que la collaboration entre Israël et les États-Unis sous le premier mandat d'Obama a été plus loin que ce qu'avaient pu entreprendre toutes les administrations précédentes. Obama, sans hésiter à afficher publiquement ses désaccords

avec le gouvernement israélien, se montre extraordinairement réactif en ce qui concerne les intérêts stratégiques de l'État hébreu. Netanyahu et Barak, peu susceptibles de sympathie à l'égard du président américain, reconnaissent eux aussi dans leur discours respectifs en 2012 l'engagement sans faille de l'administration à la sécurité d'Israël (Obama White House, 2012).

L'assistance américaine ne s'est pas limitée au domaine militaire. Diplomatiquement aussi, Obama a soutenu Israël totalement pendant quatre ans. Il a constamment réaffirmé le lien qui unit les deux nations. Il a vigoureusement opposé toute tentative de déclaration unilatérale d'un État palestinien. Une statistique reflète bien cet alignement des Américains sur les Israéliens aux Nations Unies. Pas une seule fois, l'administration américaine n'a voté différemment des Israéliens à l'ONU (Joint Action Committee for Political Affairs, 2012). En février 2011, Washington n'hésite pas à s'isoler complètement sur la scène internationale en bloquant une résolution condamnant la poursuite de la colonisation par les Israéliens. La résolution ne dit pourtant rien d'autre que l'administration américaine n'ait déjà publiquement exprimé. Il s'agit là de l'unique veto apposé par les États-Unis au Conseil de Sécurité de l'ONU sous l'entière présidence Obama (Beaumont, 2016). Cet événement demeure sans doute l'exemple le plus concret du soutien diplomatique sans faille de l'administration américaine à son allié israélien (Ruebner, 2016).

Il ne s'agit ici que d'un aperçu d'une longue liste d'actions entreprises par l'administration Obama en faveur de l'allié israélien. Ces différents exemples démontrent l'illégitimité des critiques adressées au président américain lui reprochant de ne pas être l'ami d'Israël. Cependant, on peut s'interroger sur le gouffre existant entre la rhétorique initiale d'Obama et le soutien sans faille qu'il a apporté à Israël. Comment expliquer qu'un président américain ayant clairement affiché sa volonté de se distancier de certaines politiques d'Israël pour se rapprocher des Arabes ait renforcé la coopération stratégique avec l'État hébreu jusqu'à un niveau jamais vu ? Comment la coopération israélo-américaine n'a-t-elle pas souffert de la relation médiocre entre Obama et Netanyahu ? Comment se fait-il que finalement, malgré les moments de grandes tensions entre les deux hommes, Obama se soit révélé être le président qui a le plus contribué à la consolidation de la sécurité d'Israël ? À ces interrogations, nous distinguons trois éléments de réponse que nous allons maintenant aborder successivement.

8. L'attachement d'Obama à la sécurité de l'État hébreu

La première explication au soutien indéfectible de l'administration Obama à Israël tient au fait qu'Obama lui-même n'a jamais eu l'intention de profondément modifier les rapports entre Washington et Tel-Aviv. « L'optimisme généré par la campagne d'Obama, écrit Gerges (2012, p. 116), a négligé une vérité fondamentale : Obama n'a jamais prétendu qu'il poursuivrait une politique transformative au Moyen-Orient. »

Avant son accession fulgurante à la présidence, Obama a certes développé une réelle empathie pour les Palestiniens et leur histoire. Il s'est néanmoins montré tout à fait capable de la mettre de côté pour s'attirer l'électorat juif américain, comme le rappelle Ruebner (2015). Il en est de même pour ses critiques de la politique israélienne. En fait, presque à chaque fois qu'Obama laisse entendre à la communauté palestino-américaine qu'il adoptera une attitude moins partielle sur la question israélo-palestinienne, s'ensuit une déclaration destinée à rassurer les partisans d'Israël. Ainsi, dans un discours à l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC) en 2008, il proclame que Jérusalem est et restera la capitale de l'État hébreu. Il y condamne aussi le mouvement appelant au boycott d'Israël (BDS) et vilipende ceux qui veulent imputer la responsabilité de tous les problèmes du Moyen-Orient à Israël.

Ensuite, malgré ce qu'ont pu dire de lui ses détracteurs, Obama est bien attaché à Israël et résolu à ne pas transiger avec sa sécurité. Il donne d'ailleurs, durant la campagne, d'importants gages à la communauté juive américaine. Le 2 mars 2007, déjà devant l'AIPAC, il décrit Israël, qu'il a visité pour la première fois l'année précédente, comme « un lieu unique sur Terre ». Sa visite des Lieux saints, le candidat Obama la considère comme une « bénédiction » (Coppolani, 2012, p. 68). Mais ce qui l'a le plus marqué, raconte-t-il à son auditoire, c'est ce survol de la pointe nord du pays en hélicoptère. Devant l'étroitesse du territoire israélien, il y prend conscience que la sécurité est la seule solution par laquelle le pays parviendra à la paix. Atterrissant plus tard dans la ville de Kyriat Shmona, il y constate les dégâts causés par les tirs de roquettes. Lors d'une seconde visite en 2008, il déclare : « Si quelqu'un envoyait des roquettes sur ma maison où mes deux filles dorment la nuit, je ferais tout ce qui est en mon pouvoir pour y mettre un terme, et je m'attends à ce que les Israéliens fassent la même chose » (Elias, 2014).

Enfin, Obama n'entend pas remettre en cause l'alliance historique qui unit les États-Unis à Israël. Remontant à la présidence Truman, Tel-Aviv n'a pas dès le début bénéficié d'un soutien à toute épreuve de la part de Washington. On l'a vu dans la première partie de ce

travail, la relation a évolué entre les deux nations. Aujourd'hui, elle est telle qu'Israël est le pays avec lequel les États-Unis entretiennent les rapports les plus privilégiés. Rappelons, par exemple, que l'État hébreu est le premier récipiendaire d'aide financière américaine cumulée depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Obama ne souhaite pas affaiblir cette alliance stratégique. Il a tout au long de son mandat répété son « engagement sans faille » en faveur de la sécurité d'Israël. « Les États-Unis, proclame Obama en 2012, assureront toujours les arrières d'Israël quand il s'agit de sa sécurité. C'est un lien qui n'est pas seulement basé sur des intérêts économiques et stratégiques mutuels, mais aussi sur des valeurs communes et les échanges incroyables de personne à personne que l'on a entre nos deux pays » (Obama White House, 2012).

Obama n'en émet pas moins de sérieuses critiques de la position israélienne, sur la question des colonies notamment. En accédant à la magistrature suprême, il espère sincèrement peser sur le conflit israélo-palestinien en faisant pression sur son allié si nécessaire. Il voulait du changement et il ne s'est pas produit. Il voulait des inflexions de la position israélienne et il ne les a pas obtenues. Pourtant, les États-Unis d'Obama se sont plus que jamais investis à soutenir Israël. Ce qui indique, pour nous, que le fait que la sécurité israélienne soit une priorité aux yeux du président ne constitue pas le seul facteur explicatif de ce massif engagement américain.

9. Un Congrès très favorable à Israël

9.1. Le rôle du Congrès dans la politique étrangère américaine

Une autre raison de l'inflexion de la position initiale d'Obama est le soutien massif dont bénéficie Israël au Congrès américain. Avant de concrètement illustrer notre propos par plusieurs exemples, revenons un instant sur le rôle du Congrès dans l'élaboration de la politique étrangère des États-Unis. Initialement, la constitution américaine prévoit que l'exécutif et le législatif aient tous deux un rôle à jouer dans la définition de la politique étrangère (Pearlstein, 2019). C'est ainsi qu'elle octroie à chacun des pouvoirs spécifiques. Ceux dont dispose le président sont significatifs. Il est notamment le commandant en chef des armées, ainsi que le premier diplomate du pays.

Dans la constitution cependant, le Congrès a numériquement plus de prérogatives en matière de politique étrangère que le président (Carter, 2019). Pourtant c'est bien l'exécutif qui a, au fil du temps, pris l'ascendant sur le législatif dans la conduite de la politique étrangère. Ce

phénomène s'est observé à partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale et plus particulièrement encore depuis le 11 septembre 2001. Le président joue en rôle de plus en plus prépondérant au détriment du Congrès qui voit son influence limitée. Pour de nombreux observateurs, les présidents américains ont d'ailleurs plus de responsabilités en matière de politique étrangère que dans les affaires domestiques (Masters, 2017).

Cela dit, le président a toujours besoin du Congrès pour plusieurs raisons, comme l'écrit Katzenbach (1970, p. 34). Il en a besoin car « le Congrès, à travers ses membres élus, est probablement le plus important moyen de s'assurer du soutien de l'opinion publique américaine ». Aussi parce que « les États-Unis ne peuvent pas parler ou agir efficacement avec d'autres pays si des divisions à l'intérieur du pays mettent en doute ce qu'ils disent ou font ». Enfin, « le Congrès peut [...] paralyser ou faire échouer une politique étrangère au moyen de restrictions législatives ou de refus d'approprier des fonds ».

De manière générale, il est donc dans l'intérêt du président d'entretenir de bonnes relations avec le Congrès pour ne pas que des discordes entre les deux branches de l'exécutif ne risquent d'entraver la bonne conduite de la politique étrangère. D'autant que le Congrès dispose encore de nombreuses prérogatives liées aux affaires internationales. Le Congrès américain doit approuver le budget destiné à l'aide économique à l'étranger. Il peut aussi spécifier en détail où il souhaite voir ces financements aller. Et ce même si c'est contraire à la volonté du président lui-même. Pour cela, on dit que le Congrès détient le pouvoir du portefeuille (BBC News, 2018).

9.2. Le soutien du Congrès à Israël, une constante

De façon constante au fil du temps, le Congrès américain s'est montré très généreux dans l'octroi de fonds à l'État hébreu. Depuis 1985, Israël a reçu, chaque année, près de 3 milliards de dollars en assistance économique de la part des États-Unis (Sharp, 2008). Bien que cette aide financière soit centrale à l'alliance entre les deux pays, elle ne constitue pas le meilleur moyen d'évaluer le soutien du Congrès à Israël. Les lois de crédits font partie de l'activité routinière des membres du Congrès et ne sont que rarement débattues. Le membre du Congrès doit juste apposer sa signature sur une loi déjà destinée à passer. Ce qui relève davantage de l'inaction que de l'action (Cavari et Nyer, 2016).

Endosser un projet de loi ou une résolution, en revanche, demande une démarche proactive. C'est pourquoi, il importe de se pencher sur ces résolutions du Congrès pour mesurer le

soutien à l'État d'Israël. Bien qu'elles soient le plus souvent purement déclaratoires, elles révèlent néanmoins l'inclinaison du Congrès en matière de politique étrangère et appellent parfois à agir. Nous allons voir deux exemples de résolutions passées par le Congrès – l'une sous Reagan et l'autre sous Obama – qui témoignent de son constant soutien à Israël. Dans ces deux exemples, représentants et sénateurs n'ont pas hésité à s'opposer au président.

Le 7 juin 1981, Israël profite du conflit entre l'Irak et la nouvelle République islamique pour lancer un raid aérien contre le réacteur nucléaire irakien Osirak. L'opération, appelée opération Opéra, est un succès. Sur le plan militaire du moins, parce que l'attaque israélienne est vivement critiquée par la communauté internationale. Dix jours après l'opération, le Congrès américain passe une résolution déclarant qu'Israël a agi par légitime défense et exhortant le président à opposer par son veto toute condamnation à l'ONU (Congress.gov, 1981). Une position que ne partageait pas l'administration Reagan qui déplorait l'action israélienne. Suite à cette opération, le président a suspendu la livraison à l'État hébreu d'avions de chasse F-16 et même appuyé une résolution du Conseil de sécurité condamnant Israël.

Plus récemment, en mai 2010, une flottille turque tentant de briser le blocus de la bande de Gaza est interceptée par les Israéliens. L'intervention militaire, qui fait neuf morts, est une fois encore largement condamnée par la communauté internationale (Booth, 2010). Et une fois encore, le Congrès américain se positionne rapidement du côté d'Israël en proposant trois résolutions réunissant au total 113 co-sponsors. Obama a, pour sa part, refusé de mettre son veto à toute résolution du Conseil de sécurité condamnant l'incident. On peut retenir deux choses des exemples précédemment cités. La première est qu'il existe depuis longtemps un consensus bipartisan au Congrès en faveur d'un soutien indéfectible à Israël. Nous reviendrons sur ce point par la suite. La deuxième est que représentants et sénateurs n'alignent pas toujours leur position sur celle de l'administration. Dans ces exemples précis, on a vu que le président n'a pas cédé. Ce ne sera pas toujours le cas (Cavari et Nyer, 2016).

9.3. Manifestations de ce soutien sous Obama

Sous la présidence Obama, plusieurs fois, le Congrès est intervenu pour manifester son soutien à Israël en dépit de la volonté du président de mettre un peu de distance entre les deux pays. Ainsi en mai 2009, lorsque la secrétaire d'État Hillary Clinton exige clairement qu'Israël stoppe toute colonisation, la réponse du Congrès ne se fait pas attendre. Le même mois, 328 représentants et 76 sénateurs signent des lettres au président lui disant de ne pas

publiquement afficher ses désaccords avec le gouvernement israélien et de revenir sur sa demande d'un gel total de la colonisation (Ruebner, 2016).

Si ce sont les Républicains qui critiquent le plus durement le président sur sa politique à l'égard de l'allié israélien, les Démocrates ne sont pas en reste. Que les membres de son propre parti osent critiquer le très populaire président révèle bien la difficulté de modifier la position américaine à l'égard d'Israël. La représentante démocrate à la Chambre déclare par exemple que sa « préoccupation est, que sur ce dossier, on ne fasse pression sur la mauvaise partie » (Smith, 2009). Obama a reçu le message et, en juillet, présente ses excuses lors d'une réunion avec les représentants des principales organisations juives américaines. Abe Foxman, le président de la Ligue anti-diffamation (ADL), accuse Obama de ne pas être impartial sur le dossier israélo-palestinien. Ce à quoi le président répond : « Abe, tu as absolument raison et nous allons remédier à cela » (Ruebner, 2016, p. 52). Comme nous l'avons vu, sur la question de la colonisation israélienne, Obama finira par s'incliner devant Netanyahu.

En mars 2010, le même genre de scénario se reproduit. Un peu plus d'un an après son entrée en fonction, Obama espère encore pouvoir infléchir la position de Netanyahu sur la question palestinienne. Les tensions sont fortes entre le président américain et le Premier ministre israélien qui refusent tous deux de céder. Obama ne cache pas sa frustration face à l'intransigeance de son homologue. C'est dans ce contexte qu'intervient la visite de Netanyahu à la Maison-Blanche au cours de laquelle il est laissé en plan par son hôte. Nous avons déjà eu l'occasion de mentionner cet événement plus tôt dans ce travail. Le Congrès américain intervient alors pour presser le président d'assouplir sa posture et relâcher la pression exercée sur Netanyahu (McGreal, 2010). Une lettre bipartisane est envoyée à la secrétaire d'État Hillary Clinton. Elle est signée par le leader de la majorité démocrate, Steny Hoyer, ainsi que par 333 autres membres du Congrès, soit plus des trois quarts (Katsman, 2010).

Un autre moyen pour le législatif de s'impliquer dans la politique étrangère américaine est d'honorer des personnalités étrangères en les invitant à s'exprimer devant le Congrès. Ainsi, en avril 2011, un Congrès désormais majoritairement républicain suite aux élections de l'année précédente invite Netanyahu à venir y prononcer un discours le mois suivant (Cooper, 2011). Le Premier ministre, dans son allocution musclée devant les deux chambres du Congrès, a expliqué pourquoi un futur plan de paix avec les Palestiniens ne devrait pas prévoir qu'Israël retourne à ses frontières d'avant 1967. Bien que cette question soit l'objet

d'un désaccord entre Netanyahu et Obama, le discours est très bien accueilli par les législateurs américains qui ont choisi leur camp. Comme en rend compte Allen (2011), « Netanyahu a été interrompu à 29 reprises par des standing-ovations bipartisanes au cours d'un discours qui a duré à peu près 40 minutes ».

En août de la même année, ce sont 81 représentants des deux partis à la Chambre qui se rendent à leur tour en Israël. En plus de visiter les lieux historiques et religieux, il est prévu qu'ils rencontrent des responsables israéliens et palestiniens de premier plan. Leur message est le suivant : le Congrès pourrait suspendre l'aide destinée aux territoires palestiniens si les Palestiniens persistent dans leur tentative d'être reconnu en tant qu'État par les Nations unies. « Il est difficile, écrit Darrell West, pour le président Obama de demander des concessions des Israéliens quand autant de membres du Congrès favorisent Israël » (Cité par Frosch, 2011).

Ce voyage est d'autant plus significatif que la relation entre le Premier ministre israélien et le président américain est toujours extrêmement compliquée. Avec ce voyage, l'objectif du Congrès est clair. Devant les signaux contradictoires émanant de la Maison-Blanche et la réticence d'Obama de soutenir sans équivoque Israël, il est important pour les législateurs d'afficher leur unité sur la question palestinienne. Le fait qu'un cinquième de la Chambre des représentants se rende ainsi à Jérusalem pour y exprimer leur solidarité à l'égard de l'État hébreu pose un challenge à l'administration Obama dans ses efforts pour accélérer le processus de paix (Steinhauer, 2011).

Tout au long de son premier mandat, Obama a dû composer avec un Congrès très favorable à Israël. Les législateurs, aussi bien démocrates que républicains, ont pendant quatre ans témoigné leur soutien indéfectible au Premier ministre israélien. Et davantage encore lorsque les tensions s'accroissent avec le président américain. Après que Netanyahu ait été snobé par Obama lors de sa visite de mars 2010, la présidente de la Chambre démocrate Nancy Pelosi se distancie du président en déclarant : « Ici au Congrès nous soutenons Israël [et] nous parlons d'une même voix sur le sujet » (The Hindu, 2010). La démocrate Nita Lowey, qui a présidé la sous-commission supervisant l'octroi de l'aide étrangère à Israël a elle aussi tenu à rassurer Netanyahu que le mémorandum prévoyant l'allocation de 30 milliards de dollars sur dix ans est solide. Elle a ensuite rappelé qu'Israël dispose d'un soutien bipartisan au Congrès qui ne faiblit pas (Leila Krieger, 2010).

Ces déclarations contrastent nettement avec la position plus nuancée adoptée par l'administration Obama. Elles démontrent la complexité du système politique américain et les

enjeux d'ordre intérieur auxquels est confronté le président. Pour Gerges (2012, p. 137), « quand il s'agit de la politique étrangère à l'égard d'Israël et des Arabes, le Congrès lie les mains du président et limite ses options [...] bien que la présidence soit une très puissante institution ». Pelosi, tout comme certains des plus proches collaborateurs d'Obama, sont prêts à le lâcher s'il décide d'exercer une réelle pression sur Israël en menaçant par exemple de suspendre l'aide militaire et financière. De plus, même s'il existe encore un consensus au Congrès sur Israël, les Républicains sont désormais plus agressifs que les Démocrates dans leur soutien à l'État hébreu. La Chambre étant passée aux mains des Républicains en 2011, ce facteur de politique intérieure n'a fait que compliquer encore davantage la tâche d'Obama. « La popularité de Netanyahou au Congrès est plus forte que jamais », constatent Steinhauer et Lee Myers (2011).

Obama était profondément attaché à la sécurité d'Israël et il l'a maintes fois répété. C'est vrai cependant qu'il avait de profondes réserves par rapport à la politique de l'État hébreu sur le dossier palestinien. Il est tout aussi vrai qu'en arrivant à la Maison-Blanche, il entendait adopter une approche plus impartiale du conflit que son prédécesseur. Cela impliquait de ne pas toujours soutenir aveuglément la position israélienne et de savoir faire pression sur son gouvernement si cela pouvait faire avancer la paix dans la région. Ce qui, Obama le croyait sincèrement, aurait contribué à renforcer la sécurité de l'État hébreu.

Le Congrès américain, largement acquis à la cause de Tel-Aviv, ne partageait pas du tout le point de vue du président d'adopter une position plus nuancée sur la question. Ce qui s'exprima à travers les nombreux exemples que nous venons de mentionner. Au terme de ce premier mandat, l'influence des législateurs sur la politique étrangère américaine permet pour partie d'expliquer qu'Obama ait dû bien souvent s'incliner devant Netanyahou. Comme nous allons à présent le démontrer, ce massif soutien du Congrès provient lui-même de l'influence du lobby pro-israélien sur la vie politique américaine. C'est notre troisième et dernier élément de réponse vers lequel nous nous tournons maintenant pour expliquer le gouffre entre le bilan effectif de l'administration Obama et la volonté du président de se montrer moins partial envers Israël.

10. L'influence du lobby pro-israélien

10.1. La place des lobbies aux États-Unis

La société civile organisée – lobbies, associations, ONG – occupe une place à part dans le système politique américain et exerce, à bien des égards, une influence sur la politique étrangère des États-Unis. « L'origine du lien entre société civile et société politique, écrit Belin (2015, p. 509), se trouve dans la constitution des États-Unis, qui protège et garantit le droit des citoyens de revendiquer leurs préférences, même minoritaires ». On retrouve ainsi, dans le premier amendement, le droit de pétitionner le gouvernement pour une réparation ou un grief (The White House, s. d.).

Dès le départ, les Pères fondateurs visent donc à assurer une certaine perméabilité entre les revendications de la population et le monde politique. Pour porter ces revendications aux élus, les citoyens se coalisent au sein de groupes d'intérêts qui font office d'intermédiaires entre la rue et le pouvoir. Depuis le XIX^e siècle, le droit de pétition auquel fait référence la constitution a pris le nom de « lobbying ». Ce terme désigne, selon Hrebenar et Morgan (2009, p. 21), « la transmission de données ou d'opinions, par quelqu'un d'autre qu'un citoyen agissant en son propre nom, à un décideur gouvernemental dans le but d'influencer une décision spécifique ».

C'est sur le législatif, note Belin (2015), que les groupes d'intérêts minoritaires exercent davantage d'influence. En cause, le fait que les membres du Congrès soient en perpétuelle campagne de réélection et doivent répondre aux préoccupations locales de leur base électorale. L'emprise des lobbyistes sur la vie politique américaine est telle qu'elle suscite régulièrement des critiques. On les accuse notamment de surreprésenter certains intérêts minoritaires au détriment de l'intérêt collectif. Nombreuses sont les figures politiques, de Truman à Obama, en passant par Kennedy, à avoir pointé du doigt la dérive du lobbying et promis de tenir tête à ces puissants groupes.

En pleine campagne électorale en novembre 2007, Obama déclare lors d'un discours à Des Moines, Iowa : « Je suis dans cette course [à la présidence] pour dire aux lobbys des entreprises que le temps où ils décidaient de l'agenda à Washington est révolu. J'ai fait plus qu'aucun autre candidat dans cette course pour affronter les lobbys et j'ai gagné. Ils n'ont pas financé ma campagne ; ils n'auront pas de boulot dans ma Maison-Blanche ; et ils ne recouvriront pas les voix des Américains quand je serai président » (Sweet, 2019). Conscient

de la trop grande influence des lobbies à Washington, ainsi que de la méfiance – voire défiance – qu'ils suscitent dans l'opinion publique, Obama s'est engagé à tout faire pour limiter leur ascendant sur le processus décisionnel.

Pourtant, on peut difficilement dire que l'arrivée à la présidence d'Obama ait eu une grande incidence sur le fonctionnement des lobbies. Le nouveau propriétaire de la Maison-Blanche est même plutôt loin d'avoir produit un tel changement. Obama, explique Grossmann (2009) a largement impliqué les groupes d'intérêts dans le processus de prise de décision. Malgré la rhétorique de campagne, Obama semble penser que l'influence des lobbies est inévitable mais qu'il peut en revanche tenter de l'orienter. Obama n'a, par exemple, pas hésité à passer des accords avec certains groupes afin d'obtenir leur soutien sur une politique précise. Il a aussi pris l'habitude d'inviter leurs dirigeants à des discussions préliminaires pour recueillir leurs avis. Contrairement à ce que sa campagne pouvait laisser indiquer, Obama n'a pas cherché à museler les groupes d'intérêts. Leur reconnaissant une fonction représentative, le président est au contraire persuadé de la nécessité de composer avec eux.

10.2. Le poids de l'AIPAC

C'est en partie cette volonté d'Obama de ne pas fermer la porte aux lobbies qui explique l'influence qu'a pu continuer à exercer le lobby pro-israélien au cours de sa présidence. D'autant que le lobby pro-israélien, rassemblant les individus et les groupes qui œuvrent à renforcer les liens entre les États-Unis et Israël, est un modèle en termes d'efficacité. Le groupe le plus emblématique d'entre eux est l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC). Grâce à ses contacts aussi bien au gouvernement qu'au Capitole, la capacité de l'AIPAC à influencer les politiques et les événements à Washington est sans précédent. En 2009, le budget annuel de cette organisation qui revendique plus de 100 000 membres s'élève à 80 millions de dollars (Newhouse, 2009).

Pour ceux aux Congrès qui cherchent à être réélus, défier l'AIPAC s'avère un pari très risqué. Un représentant qui refuserait de voter dans son sens, doit s'attendre à recevoir des appels de riches électeurs en colère. C'est un moyen pour l'AIPAC de faire pression sur les membres du Congrès. Mais son activisme ne se limite bien sûr pas à cela. Le lobby tient aussi annuellement plusieurs centaines de réunions avec Représentants et Sénateurs, fournit des informations utiles sur la région du Proche-Orient, aide à préparer les discours, arrange des conférences de presse et organise des voyages en Israël (Pelouard et Zarifian, 2018).

En 2006, les politologues et analystes des relations internationales John Mearsheimer et Stephen Walt publient un article qui sera suivi d'un volumineux ouvrage tant il a suscité instantanément de vives réactions. Il s'intitule *The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy* et les auteurs y argumentent que l'influence du lobby pro-israélien a plusieurs fois conduit le gouvernement américain à agir contre son propre intérêt national. L'AIPAC lui-même se targue d'être un lobby puissant et efficace. « Ainsi, rendent compte Pelouard et Zarifian (2018, p. 135), il affirme encourager le vote d'une centaine de mesures pro-israéliennes au Congrès chaque année. » Dans les paragraphes suivants, nous montrerons l'influence qu'il a pu exercer sous la présidence Obama à travers des exemples concrets.

10.3. L'activité de l'AIPAC durant le premier mandat d'Obama

Un premier indicateur de l'importance de l'AIPAC est le fait que le lobby est un passage obligé pour tout candidat à la présidentielle, qu'il soit républicain ou démocrate. Obama, comme on l'a déjà mentionné, y a prononcé deux discours pendant la campagne électorale. Comme en témoigne Obama (2020, p. 625) lui-même, « presque chaque politicien à Washington, moi y compris, compte des membres de l'AIPAC parmi ses principaux partisans et donateurs ». Si l'AIPAC ne représente pas l'entièreté de la communauté juive dans toute sa diversité, il compte néanmoins de très influents membres parmi ses rangs. Si bien qu'un échec à convaincre le lobby peut coûter à un candidat la perte du vote juif. Obama avait certainement ces considérations électoralistes à l'esprit lorsqu'il atténua considérablement sa compassion pour les Palestiniens dans son discours de campagne à l'AIPAC en 2008 (Ruebner, 2016). Stratégie payante puisqu'il obtint finalement plus de 70 % du vote juif.

En mars 2009, le président désigne Charles Freeman comme successeur de Dennis Blair à la tête du National Intelligence Council (NIC). Cette nomination a immédiatement été décriée pour différentes raisons comme la question des liens financiers de Freeman avec la Chine et l'Arabie Saoudite. Ce sont cependant les soutiens d'Israël qui s'y sont montrés le plus farouchement opposés (Smith, 2009). Freeman, ancien ambassadeur américain en Arabie Saoudite, est un franc critique de la politique israélienne à l'égard des Palestiniens. Ce qui explique que les groupes pro-israéliens, AIPAC en tête, aient combattu sa nomination. L'administration a rapidement abandonné Freeman qui a été contraint de se retirer.

Ce départ forcé rappelle d'autres moments durant la campagne présidentielle où Obama s'est séparé de conseillers qui suscitaient trop de critiques par rapport à Israël. Rob Malley, ancien négociateur de l'administration Clinton, a ainsi été poussé à partir après qu'il ait rencontré des

dirigeants du Hamas au nom de l'International Crisis Group. De la même manière, Obama s'est aussi distancié d'un autre de ses conseillers informels, Zbigniew Brzezinski, le conseiller à la sécurité nationale du président Carter (Smith, 2009).

Il s'agit du premier bras de fer entre Obama et le lobby. Manifestement, c'est le second qui l'a emporté avec le retrait d'un Freedman amer. Il ne faut pas minimiser la portée symbolique de cet événement a priori anodin. Pour Silverstein (2009), « c'est le lobby qui dit : prenez ce qu'on dit très au sérieux, ou vous subirez notre fureur ». Cet échec, poursuit-il, n'est pas de bon augure pour les prochains combats que l'administration aura à mener contre l'AIPAC si elle souhaite réellement infléchir la position israélienne en vue de relancer le processus de paix.

L'AIPAC s'est également opposé ouvertement à l'administration Obama lorsque celle-ci a demandé un gel de la colonisation israélienne. Le lobby a immédiatement rallié un grand nombre de membres du Congrès pour protester la posture adoptée par Obama. Comme s'en rappelle le président dans ses mémoires, la réponse initiale de Netanyahu a été très négative et bientôt ses alliés à Washington accusaient l'administration d'affaiblir l'alliance entre Israël et les États-Unis. Obama (2020, p. 629) écrit : « les téléphones de la Maison-Blanche se sont mis à sonner en boucle, tandis que mes conseillers à la sécurité nationale recevaient appels sur appels de journalistes, de leaders d'organisations juives américaines, de proéminents supporters et de membres du Congrès demandant tous pourquoi on s'en prenait de la sorte à Israël quand tout le monde savait que la violence des Palestiniens était le principal obstacle à la paix. »

Comme on l'a vu, face à l'opposition de Netanyahu et aux coûts qu'engendrait à Washington une confrontation ouverte avec l'État hébreu, Obama renoncera finalement à réellement faire pression sur les Israéliens. À la fin de l'année 2010, il arrêtera définitivement d'exiger d'Israël qu'il stoppe la construction de nouvelles colonies. Tout au plus, le président aura obtenu un gel de dix mois de la colonisation, mais assorti de telles conditions que sa portée en fut significativement atténuée.

Un autre exemple de la pression que peut exercer le lobby pro-israélien sur l'exécutif américain est le suivant. Dans son discours de 2011 consacré à la politique étrangère américaine au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, le président a endossé un retour d'Israël aux frontières de 1967. Ce qui provoqua de fortes réactions du côté des soutiens d'Israël. Il en résulta que trois jours plus tard, Obama revenait sur ses précédentes déclarations dans un

autre discours à l'AIPAC cette fois-ci. Les lignes de 1967, nuance-t-il, doivent prendre en compte les nouvelles réalités démographiques (Quinn, 2015). Obama reconnaît l'importance du lobby sur la scène politique américaine et ce discours ainsi que les nombreuses rétractations d'Obama par rapport à ses ambitions initiales en sont la preuve. Ainsi, les pressions du lobby ne sont-elles pas non plus étrangères au veto opposé à l'ONU cette même année par l'administration Obama à une résolution condamnant la colonisation israélienne (Al-Hayat Al-Jadida, 2011). D'autant que, par ce veto, l'administration se retrouvait dans la position embarrassante de rejeter une résolution qui n'était pas bien différente de la position officielle de la Maison-Blanche.

Examiner le rôle de l'AIPAC sur la politique étrangère des États-Unis implique aussi de prendre en compte la relation entre Israël et le Congrès américain. En effet, c'est sur le législatif que l'influence du lobby se fait le plus sentir. Pour Connie Bruck, « son emprise sur le Congrès est devenue institutionnalisée » (Citée par Quinn, 2015). Lorsque les tensions montent entre le gouvernement israélien et l'administration Obama, l'AIPAC se charge de mobiliser les supporters de l'État hébreu au Congrès. Et ils sont nombreux. Plus des trois quarts des représentants se laisseront persuader en mars 2010 de signer une lettre urgeant l'administration de cesser de critiquer publiquement Israël et de renforcer l'axe Tel-Aviv-Washington (McGreal, 2010). Ce même mois, l'AIPAC publie un communiqué dans lequel il est écrit que les déclarations du président sur la relation avec Israël « sont très préoccupantes ». L'AIPAC demande, par conséquent, à l'administration « de prendre immédiatement des mesures pour désamorcer la situation avec l'État juif » (Rozen, 2010).

Tout au long de sa présidence, les tentatives d'Obama de faire jouer un rôle moins partial aux États-Unis ont donc été activement combattues par l'AIPAC. Le président et le lobby se sont heurtés l'un et l'autre à de nombreuses reprises dont les exemples cités ci-dessus ne représentent qu'un échantillon. Cependant, c'est spécifiquement sur le dossier du nucléaire iranien que la lutte fut la plus âpre étant donné qu'il concerne directement la sécurité nationale d'Israël (Hussain, 2020). Pas question donc pour l'AIPAC de transiger ni de concéder quoi que ce soit. Durant le premier mandat d'Obama, l'intense lobbying du gouvernement israélien et de ses soutiens à Washington contre la politique de la main tendue et pour un durcissement des sanctions porte ses fruits. Les progrès de l'administration sur le dossier iranien sont infimes. Coppolani (2012, p. 87) écrit que « l'administration donne le sentiment d'être à la remorque de l'État hébreu et semble corroborer les thèses défendues par Stephen Walt et John Mearsheimer, mais aussi par Carter ».

Enfin, notons toutefois que de nombreux auteurs tiennent à nuancer le rôle du lobby pro-israélien dans l'orientation de la politique étrangère américaine. C'est, par exemple, le cas de Kaspi (2008, p. 53) qui, tout en reconnaissant l'influence de l'AIPAC, rejette la thèse selon laquelle « les États-Unis sacrifieraient leur intérêt national au profit des ambitions de l'État d'Israël ». Slater (2013), lui, rappelle que le soutien américain à Israël depuis 1948 à nos jours résulte d'une large gamme de facteurs parmi lesquels le sentiment d'une large partie de la population américaine et de ses dirigeants de partager avec Israël un socle de valeurs communes. Enfin, la prétendue invincibilité de l'AIPAC est elle-même contredite par les faits. Sans nier l'influence considérable que le lobby a pu exercer au fil du temps, il est curieux de remarquer que quand les présidents américains étaient résolus à aller contre le lobby, ils ont plusieurs fois prévalu. L'accord de Vienne sur le nucléaire iranien durant le second mandat d'Obama, constituera à cet égard, l'une des plus cinglantes défaites de l'AIPAC.

Le lobby pro-israélien n'est donc certainement pas tout puissant. C'est un groupe d'intérêt comme les autres qui agit dans le respect des règles établies par le système politique américain. Situé en deuxième place des groupes de pression juste derrière le lobby des retraités, il a en revanche la particularité d'être l'un des plus efficaces à Washington (Kaspi, 2008). C'est pourquoi l'influence exercée par le lobby pro-israélien sur le gouvernement et le Congrès constituent, selon nous, l'un des éléments explicatifs de la récalcitrante de l'administration Obama à réellement faire pression sur l'État hébreu.

Conclusion

Revenons sur les principaux points développés tout au long de ce travail. Tout d'abord, nous avons retracé les grandes lignes de l'évolution des relations israélo-américaines depuis la création de l'État hébreu en 1948 jusqu'à la fin de la présidence de Bush fils. Un élément essentiel à retenir de ce premier chapitre est que le soutien américain à Israël n'a pas dès le début été aussi prépondérant qu'il ne l'est aujourd'hui. Ce n'est que graduellement que les liens entre les deux pays se sont resserrés jusqu'à ce que Tel-Aviv ne devienne l'un des alliés les plus privilégiés de Washington. La guerre du Kippour représente, à cet égard, un tournant dans la mesure où c'est à partir de ce moment-là que l'aide financière et militaire américaine à Israël s'envole véritablement pour ne quasiment plus diminuer par la suite.

Nous avons aussi vu que, malgré la grande proximité entre les deux États, l'histoire de leur relation n'est pas exempte de sérieux moments de tensions. Et ce même lorsque l'administration est très favorable à Israël comme c'était par exemple le cas sous Reagan. Enfin, nous avons observé la récurrence de l'argument selon lequel les États-Unis s'aliènent les Arabes en soutenant Israël. Cette analyse, partagée par de nombreux hauts fonctionnaires américains, était notamment celle des présidents Eisenhower, Nixon et Bush père. Cela dit, quand Obama est élu en 2008 et qu'il succède à Bush fils, les liens qui unissent les deux pays sont plus forts que jamais. Les attentats du 11 septembre et le sentiment d'affronter un ennemi commun – le terrorisme islamiste – ont encore davantage rapproché Tel-Aviv et Washington.

Dans le deuxième chapitre, nous avons décrit la vision du monde d'Obama à travers ses différents discours de campagne. Nous avons, à ce propos, mis l'accent sur le réalisme et le pragmatisme qui le caractérisent. Nous nous sommes penchés spécifiquement sur le Moyen-Orient et l'approche qu'Obama, alors encore candidat à la présidentielle, compte y adopter. Nous avons noté que pendant la campagne, Obama s'était présenté comme l'antithèse de son prédécesseur. Il a rappelé son opposition à la guerre d'Irak qui a tourné au fiasco, a promis d'en finir avec Guantánamo et de restaurer l'image de l'Amérique dans le monde après les années d'unilatéralisme de l'administration Bush. Sur le dossier israélo-palestinien, il prône une approche juste et équilibrée entre les différentes parties. On a indiqué les grands espoirs qu'a suscité, aux États-Unis et à l'étranger, l'élection à la Maison-Blanche d'un président de couleur dont le deuxième prénom est Hussein. Mais nous avons aussi remarqué que ses discours de campagne à l'AIPAC ne laissaient pas présager un changement profond dans la relation avec l'État hébreu.

Pourtant, Obama, à la différence de son prédécesseur, n'hésitera pas en tant que président à critiquer ouvertement certaines positions du gouvernement israélien. Ce qui ne manquera pas de créer de fortes tensions avec le Premier ministre, Netanyahu. Les quatre chapitres suivants ont étudié les relations israélo-américaines sous le premier mandat d'Obama à l'aune de quatre dossiers chauds entre les deux nations. Ainsi, le troisième chapitre était entièrement consacré au discours du Caire de juin 2009 et aux différentes réactions qu'il a suscitées. Nous avons relevé les principaux points développés par ce discours voulu comme un geste de bonne foi à l'égard du monde musulman. Nous avons aussi observé la volonté d'Obama de se rapprocher des pays arabes, ce qui impliquait de fait de mettre de la distance entre les États-Unis et l'allié israélien. Cette volonté de se réconcilier avec le monde musulman et de faire oublier les années Bush – dont témoigne le discours du Caire – constitue le premier sujet de crispation entre Obama et Netanyahu que nous avons abordé.

Dans le quatrième chapitre, nous sommes revenus sur un autre point de discorde entre l'administration américaine et le gouvernement israélien, à savoir la question des colonies. Obama avait promis de ne pas attendre avant de rechercher une solution au conflit israélo-palestinien. Étant persuadé qu'un gel de la colonisation était nécessaire à la reprise du processus de paix, il a demandé à Israël de stopper toute nouvelle construction dans les colonies. Ce qui ne plut pas du tout à Netanyahu et à ses soutiens aux États-Unis. Les tensions sur la question sont montées d'un cran, les deux leaders se critiquant l'un et l'autre publiquement. Nous avons vu que c'est Obama qui a fini par s'incliner en abandonnant sa requête dès l'année 2010.

Le cinquième chapitre a continué d'examiner la relation très compliquée entre Obama et Netanyahu mais, cette fois, à travers leurs différentes réactions au printemps arabe de 2011. Nous avons vu que la chute du président Moubarak en Égypte a vivement inquiété les Israéliens qui y ont vu l'abandon par les États-Unis d'un fidèle allié dans la région. Tandis qu'Obama ne voulait pas s'opposer aux forces du changement pour ne pas risquer de se retrouver du mauvais côté de l'histoire, Netanyahu craignait surtout une déstabilisation du Moyen-Orient et prônait ainsi une préservation du statu quo. La question de comment réagir face à ces soulèvements dans la région ne fit qu'agrandir encore un peu plus le fossé qui séparait Obama et Netanyahu.

Le sixième chapitre, le dernier consacré aux tensions entre l'administration américaine et le gouvernement israélien, était consacré au dossier du nucléaire iranien. Une fois encore, nous

avons relevé le désaccord entre les approches adoptées par Obama d'une part et Netanyahu d'autre part. Si nous avons observé qu'Obama a, à maintes reprises, tenter de rassurer les Israéliens sur sa résolution à agir, Netanyahu regrettait le manque de fermeté du président américain. Le désaccord sur ce dossier fut d'autant plus marqué entre les deux hommes que le nucléaire iranien représente pour Tel-Aviv le plus grand défi pour sa sécurité nationale. Comme leurs bras de fer sur ces quatre dossiers majeurs en rendent compte, la relation entre Obama et Netanyahu était exécrable.

Ensuite, dans le septième chapitre, nous avons montré que, malgré l'hostilité entre l'administration américaine et le gouvernement israélien, le soutien américain à l'État hébreu n'a pas faibli. Nous avons vu que la coopération entre les deux pays avait même culminé à un niveau jamais atteint jusque-là. Durant le premier mandat d'Obama, les États-Unis ont continué d'appuyer Israël aussi bien financièrement que militairement et diplomatiquement, à l'ONU notamment. Ce soutien massif est pour le moins surprenant au vu des nombreuses tensions que nous évoquions ci-dessus. Ainsi, dans les trois derniers chapitres, nous avons expliqué cette contradiction par trois éléments de réponse.

Nous avons d'abord, dans le huitième chapitre, rappelé certaines déclarations de campagne d'Obama dans lesquelles il exprime clairement son attachement à la sécurité d'Israël. Plusieurs fois, devant l'AIPAC notamment, il répétera son engagement sincère à défendre l'intégrité de l'État hébreu. Même s'il a exprimé plus de sympathie pour les Palestiniens que la plupart de ses prédécesseurs, ces déclarations indiquaient bien qu'il n'entendait pas fondamentalement remettre en question l'alliance avec Tel-Aviv. C'est là le premier élément qui permet, selon nous, d'expliquer qu'il n'a pas amené le changement significatif que certains attendaient.

Ensuite, dans le neuvième chapitre, c'est à la relation entre l'exécutif et le législatif que nous nous sommes intéressés. Nous avons souligné le rôle du Congrès américain dans la conduite de la politique étrangère des États-Unis et sur les outils à sa disposition pour faire pression sur l'administration. Nous avons vu que, concernant Israël, il existe depuis longtemps un consensus bipartisan au Congrès. Représentants et sénateurs n'ont d'ailleurs pas hésité à manifester leur désaccord avec l'administration lorsque celle-ci s'en prenait un peu trop directement à l'allié israélien. Les pressions du Congrès pour que l'administration soutienne pleinement Israël sont le deuxième facteur explicatif de l'échec d'Obama à replacer les États-Unis comme un honnête médiateur dans le conflit israélo-palestinien.

Enfin, le dixième et dernier chapitre, était consacré à l'importance de l'AIPAC, le lobby pro-israélien, dans la vie politique américaine. Nous avons vu à travers plusieurs exemples concrets que, sans être tout-puissant, l'AIPAC n'en demeure pas moins l'un des lobbies les plus influents de Washington. Durant son premier mandat, Obama a souvent croisé le fer avec le lobby. On a ainsi vu que l'AIPAC a fait bloquer des nominations, a mobilisé le Congrès pour faire pression sur l'administration, ou a encore poussé à l'adoption de plus dures sanctions contre l'Iran. L'efficacité de l'AIPAC est le troisième élément par lequel nous avons expliqué l'échec de l'administration Obama à faire avancer le processus de paix.

Quel aura donc été le bilan des quatre premières années d'Obama à la Maison-Blanche sur le dossier israélo-palestinien ? Pour de nombreux observateurs, le bilan d'Obama au Moyen-Orient est peu reluisant. Coppolani (2012, p. 88) compare « la diplomatie de la faiblesse » de l'administration à « une diplomatie du Titanic ». David (2015), remarque, quant à lui, que les actions et discours d'Obama pendant son mandat sont aux antipodes de ses premières déclarations. Réalisme politique, pragmatisme et prudence semblent avoir été les maîtres mots de la première administration Obama. Le changement promis pendant la campagne n'est pas arrivé. L'administration a réagi au cas par cas aux événements qui se présentaient à elle et souvent avec hésitation, marquant encore un peu plus la perte d'influence des États-Unis dans la région. Quant à Israël, « les rapports entre le président et le Premier ministre israélien ne s'amélioreront guère par la suite, et les perspectives de règlement du contentieux entre Israël et les Palestiniens non plus. » (David, 2015, p. 966) La solution à deux États est même quasiment devenue impossible. Un échec manifeste donc, qui rappelle douloureusement à ceux qui désirent la paix que les discours et les paroles ne constituent pas une politique.

Quelles perspectives pour le futur des relations entre les États-Unis et Israël ? Le fait qu'un président américain, à savoir Obama, ait critiqué publiquement et parfois vigoureusement certaines politiques israéliennes reflètent une certaine évolution de la société américaine. Si nous avons rappelé qu'Israël a longtemps bénéficié d'un soutien bipartisan au Congrès, ce consensus s'érode petit à petit. En cause notamment, la droitisation de la politique israélienne fait qu'il est de plus en plus difficile pour les Démocrates américains (liberals) de soutenir inconditionnellement l'État hébreu. La société américaine évolue elle aussi parallèlement sur la question du soutien à Israël. Les sondages indiquent à cet égard que les Républicains sont de plus en plus farouchement pro-Israël tandis que les Démocrates s'en distancient (Pew Research Center, 2018). Preuve en est, lors de la campagne présidentielle de 2020, six candidats démocrates – Elizabeth Warren, Kamala Harris, Bernie Sanders, Beto O'Rourke,

Peter Buttigieg, et Julian Castro ont – ont boycotté la conférence annuelle de l’AIPAC. La communauté juive américaine n’hésite pas elle non plus à davantage critiquer la politique menée par le gouvernement israélien (Gerges, 2012) La création en 2007 du lobby libéral J Street pour contrebalancer l’influence de l’AIPAC et permettre une meilleure représentation de la communauté juive américaine en est l’un des signes. Sans nous risquer à des prédictions périlleuses, nous observons donc que la présidence Obama marque une sorte de tournant dans le sens où elle fut annonciatrice de la fin du consensus bipartisan sur Israël.

Bibliographie

Ouvrages

BALL W. G., BALL B. D. (1992), *The Passionate Attachment : America's Involvement With Israel, 1947 to the Present*, New York, W. W. Norton & Company

BELIN C. (2015), « Chapitre 11/ La société civile », dans *La politique étrangère des États-Unis*, dir. par DAVID C-P., Paris, Presses de Sciences Po

BEN-ZVI A. (1998), *Decade of Transition : Eisenhower, Kennedy, and the Origins of the American-Israeli Alliance*, New York, Columbia University Press

CARTER G. R. (2019), *Making Us Foreign Policy: The Essentials*, Boulder, Lynne Rienner Publishers

COPPOLANI A. (2012), « La diplomatie au Proche-Orient de Bush à Obama », dans *Le bilan d'Obama*, dir. par RICHOMME O. et MICHELOT V., Paris, Presses de Sciences Po

DAVID C-P. (2015), *Au sein de la Maison-Blanche. De Truman à Obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis*, Paris, Presses de Sciences Po

GERGES A. F. (2012), *Obama and the Middle East: The End of America's Moment*, New York, Palgrave Macmillan

HREBENAR J. R., MORGAN B. B. (2009), *Lobbying in America. A Reference Handbook*, Santa Barbara, ABC-CLIO

LAÏDI Z. (2010), *Le monde selon Obama*, Paris, Éditions Stock

MANSOUR C. (1995), *Israël et les États-Unis ou les fondements d'une doctrine stratégique*, Paris, Armand Colin

MEARSHEIMER J. J., WALT M. K. (2007), *Le lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine*, Paris, La Découverte

NEFF D. (1995), *Fallen Pillars : U.S. Policy Towards Palestine and Israel Since 1945*, Londres, Institute for Palestine Studies

NETANYAHOU B. (1993), *A Place Among the Nations: Israel and the World*, New York, Bantam Dell

OBAMA B. (2020), *A Promised Land*, New York, Viking Press

ROSS D. (2015), *Doomed to Succeed : The U.S.-Israel Relationship from Truman to Obama*, New York, Farrar, Strauss and Giroux

SCHOENBAUM D. (1993), *The United States and the State of Israel*, New York, Oxford University Press

SERINA G. (2008), *Barack Obama ou le nouveau rêve américain*, Paris, L'Archipel

SMITH S. S., ROBERTS M. J., VANDER J. R., WIELEN V., (2015), *The American Congress*, New York, Cambridge University Press, 9th ed.

Articles scientifiques

BAR-SIMAN-TOV Y. (1998), « The United States and Israel since 1948 : A « Special Relationship » ? », *Diplomatic History*, Vol. 22, No. 2, p. 231-262

BENN A. (2016), « The End of the Old Israel: How Netanyahu Has Transformed the Nation », *Foreign Affairs*, Vol. 95, No. 4, p. 16-27

BICKERTON J. I. (1968), « President Truman's Recognition of Israel », *American Jewish Historical Quarterly*, Vol. 58, No. 2, p. 173-240

BRANDS W. H. (2001), « The Four Schoolmasters », *The National Interest*, Vol. 2, No. 66, p. 143-148

BRZEZINSKI Z. (2010), « From Hope to Audacity: Appraising Obama's Foreign Policy », *Foreign Affairs*, Vol. 89, No. 1, p. 16-30

BYRD D., MURTY S. K. (2013), « Foreign Policy Accomplishments in Obama Era », *Race, Gender & Class*, Vol. 20, No. 3/4, p. 147-165

CLAUDE G. (2008), « Israël-États-Unis, de la reconnaissance historique à l'alliance stratégique », *Revue historique des armées*, Vol. 252, p. 114-123

COBBAN H. (1989), « The U.S.-Israeli Relationship in the Reagan Era », *Journal of Conflict Studies*, Vol. 9, No. 2, p. 5-32

COPPOLANI A. (2010), « Les années Bush et le conflit israélo-palestinien : un bilan », *Politique étrangère*, Vol. Printemps, No. 1, p. 193-204

- DAVID R. S., GOLDBERG A. (2013), « Quatre années de plus : l'administration et le Moyen-Orient en ébullition », *Outre-Terre*, Vol. 3, No. 37, p. 257-263
- DRAKE L. (1996), « A Netanyahu Primer », *Journal of Palestine Studies*, Vol. 26, No. 1, p. 58-69
- DROZ-VINCENT P. (2011), « Du 11 septembre aux révolutions arabes : les États-Unis et le Moyen-Orient », *Politique étrangère*, Vol. 3, p. 495-506
- DRUKS H. (1981), « Harry S Truman and the Recognition of Israel », *Journal of Thought*, Vol. 16, No. 4, p. 15-28
- EL OIFI M. (2010), « Que reste-t-il de 'l'esprit du Caire' ? La réception du discours d'Obama par les opinions publiques dans le monde arabe », *Politique Américaine*, Vol. 3, No. 18, p. 37-55
- FARAJ BEN LAMMA M. (2014), « Quelle stratégie américaine dans un monde arabe changeant : New Deal ou continuité ? », *Maghreb – Machrek*, Vol. 1, No. 219, p. 97-109
- FELDMAN S. (2011), « Beyond September: Lessons from Failed Mideast Diplomacy », *Middle East Brief*, No. 54, p. 1-7
- FREEDMAN O. R. (2017), « The erosion of US-Israeli relations during Obama's second term », *Israel Affairs*, Vol. 23, No. 2, p. 253-272
- GUZANSKY Y. (2012), « Israël et les pays du Golfe : entre Iran et « printemps arabe » », *Politique étrangère*, Vol. 4, p. 879-889
- ISRAËLI R. (1996), « Netanyahu le relais de générations », *Revue des Deux Mondes*, Juillet-Aout 1996, p. 9-14
- KASPI A. (2008), « Les États-Unis et Israël sous la présidence de George W. Bush », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, Vol. 1, No. 97, p. 53-61
- KATZENBACH N. (1970), « Congress and Foreign Policy », *Cornell International Law Journal*, Vol. 3, No. 1, p. 33-43
- KURTZER D. (2016), « Sleight of Hand: Israel, Settlements, and Unauthorized Outposts », *Middle East Institute Policy Focus 2016-2024*

- LERMAN E. (2004), « États-Unis-Israël : une relation vraiment très spéciale », *Outre-Terre*, Vol. 4, No. 9, p. 311-324
- MALONEY S., VIVARAT G. (2011), « Téhéran/Washington : une relation immobile ? », *Politique étrangère*, Vol. 3, p. 573-585
- MEAD R. W. (2021), « The End of the Wilsonian Era: Why Liberal Internationalism Failed », *Foreign Affairs*, Vol. 100, No. 1, p. 123-137
- MOKHEFI M. (2011), « Washington face aux révolutions arabes », *Politique étrangère*, Vol. 3, p. 631-643
- NEWHOUSE J. (2009), « Diplomacy, Inc: The Influence of Lobbies on U.S. Foreign Policy », *Foreign Affairs*, Vol. 88, No. 3, p. 73-92
- PELOUARD M., ZARIFIAN J. (2018), « Le lobby juif pro-israélien des États-Unis et la difficile validation de l'accord sur le nucléaire iranien par le Congrès en 2015 », *Politique américaine*, Vol. 2, No. 31, p. 127-156
- QUINN L. A. (2015), « Examining the Image of the United States in the Arab World and the Relationship with Israel During the Obama Administration », *Inquiries Journal*, Vol. 7, No. 2, p. 3-4
- RUEBNER J. (2016), « Obama's Legacy on Israel/Palestine », *Journal of Palestine Studies*, Vol. 46, No. 1, p. 50-64
- SAMAAN J-L. (2015), « La variable israélienne de la politique américaine vis-à-vis de l'Iran », *Politique américaine*, Vol. 2, No. 26, p. 69-84
- SALTZMAN Z. I. (2017), « Not So « Special Relationship »? US-Israel Relations During Barack Obama's Presidency », *Israel Studies*, Vol. 22, No. 1, p. 50-75
- SHLAIM A. (2011), « Israël, les États-Unis et le printemps arabe », *Mouvements*, Vol. 2, No. 66, p. 135-144
- SLONIM S. (1979), « The 1948 American Embargo on arms to Palestine », *Political Science Quarterly*, Vol. 94, No. 3, p. 495-514
- STEPHENS E. (2011), « Les États-Unis et Israël après le printemps arabe », *Les Cahiers de l'Orient*, Vol. 4 No. 104, p. 39-51

TERRY J. J. (2017), « Unrequited Hope: Obama and Palestine », *Arab Studies Quarterly*, Vol. 39, No. 3, p. 896-909

THERME C. (2009), « La République islamique face à l'administration Obama », *Politique américaine*, Vol. 2, No. 14, p. 25-39

UNIVERSITY OF CALIFORNIA PRESS (2009), « Barack Obama and the Arab-Israeli Conflict », *Journal of Palestine Studies*, Vol. 38, No. 2, p. 64-75

WAXMAN D. (2012), « The Real Problem in U.S.-Israeli Relations », *The Washington Quarterly*, Vol. 35, No. 2, p. 71-87

ZARIFIAN J. (2015), « Le dossier du nucléaire iranien et la question du rapprochement États-Unis – Iran », *Politique américaine*, Vol. 2, No. 26, p. 31 à 47

Publications de think tanks, d'agences gouvernementales et non-gouvernementales

AIT-CHAALAL A. (2014), « Les États-Unis et les soulèvements arabes », *IRIS*, consulté le 31 mars 2021, [PDF] [file:///C:/Users/Hensgens%20Nicolas/Documents/M%C3%89MOIRE/LECTURES/Les%20Etats-Unis%20et%20les%20soul%C3%A8vements%20arabes%20\(janvier%202009-janvier%202013\).pdf](file:///C:/Users/Hensgens%20Nicolas/Documents/M%C3%89MOIRE/LECTURES/Les%20Etats-Unis%20et%20les%20soul%C3%A8vements%20arabes%20(janvier%202009-janvier%202013).pdf)

AIT-CHAALAL A. (2017), « L'administration Obama et la question israélo-palestinienne : Impasse, blocages et/ou manque de volonté politique ? Une analyse par le prisme onusien », *IRIS*, consulté le 29 mars 2021, [PDF] [file:///C:/Users/Hensgens%20Nicolas/Documents/M%C3%89MOIRE/LECTURES/Ladministration%20Obama%20et%20la%20question%20isra%C3%A9lo-palestinienne%20\(2009-2017\).pdf](file:///C:/Users/Hensgens%20Nicolas/Documents/M%C3%89MOIRE/LECTURES/Ladministration%20Obama%20et%20la%20question%20isra%C3%A9lo-palestinienne%20(2009-2017).pdf)

AL JIBOURY A. (2006), « Les relations entre Israël et les États-Unis », *Irenees*, consulté le 4 mars 2021, [en ligne] http://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-958_fr.html

ALLIN D., SIMON S. (2004), « Comprendre le soutien des États-Unis envers Israël », *Annuaire français de relations internationales*, Vol. V, p. 617-637

BAKER A. J., HAMILTON H. L. (2006), « The Iraq Study Group Report », *Baker Institute*, consulté le 16 mars 2021, [PDF] https://www.bakerinstitute.org/media/files/Research/88085bb4/iraqstudygroup_findings.pdf

CAVARI A., NYER E. (2016), Trends in US Congressional Support for Israel », *The Begin-Sadat Center for Strategic Studies*, consulté le 25 mars 2021, [PDF] <https://www.idc.ac.il/en/schools/government/research/apoi/documents/msps.pdf>

COHEN A. (s. d.), « Israel Crosses the Threshold II: The Nixon Administration Debates the Emergence of the Israeli Nuclear Program », *Wilson Center*, consulté le 2 mars 2020, [en ligne] <https://www.wilsoncenter.org/publication/israel-crosses-the-threshold-ii-the-nixon-administration-debates-the-emergence-the>

CONGRESS.GOV (1981), S.Con.Res.53, consulté le 25 avril 2021, [en ligne] <https://www.congress.gov/bill/102nd-congress/senate-concurrent-resolution/53/actions?q=%7B%22search%22%3A%5B%22HRES645%22%5D%7D&r=398&s=1>

HAMID S. (2017), « Obama's good intentions in the Middle East meant nothing », *Brookings Institution*, consulté le 19 mars 2021, [en ligne] <https://www.brookings.edu/blog/markaz/2017/01/23/obamas-good-intentions-in-the-middle-east-meant-nothing/>

INDIK S. M. (2010), « In Israel, Why Netanyahu Humiliated Biden », *Brookings Institution*, consulté le 29 mars 2021, [en ligne] <https://www.brookings.edu/opinions/in-israel-why-netanyahu-humiliated-biden/>

ISRAEL MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS (2009), *Address by PM Netanyahu at Bar-Ilan University*, consulté le 19 mars 2021, [en ligne] https://mfa.gov.il/mfa/pressroom/2009/pages/address_pm_netanyahu_bar-ilan_university_14-jun-2009.aspx

JEWISH VIRTUAL LIBRARY (s. d.), *U.S. Foreign Aid to Israel : Total Aid (1949-Present)*, consulté le 3 mars 2021, [en ligne] <https://www.jewishvirtuallibrary.org/total-u-s-foreign-aid-to-israel-1949-present>

JEWISH VIRTUAL LIBRARY (s. d.), *U.S. Foreign Aid to Israel : History & Overview*, consulté le 3 mars 2021, [en ligne] <https://www.jewishvirtuallibrary.org/history-and-overview-of-u-s-foreign-aid-to-israel>

JEWISH VIRTUAL LIBRARY (s. d.), *Benjamin "Bibi" Netanyahu*, consulté le 24 mars 2021, [en ligne] <https://www.jewishvirtuallibrary.org/benjamin-quot-bibi-quot-netanyahu>

JOINT ACTION COMMITTEE FOR POLITICAL AFFAIRS (2012), *President Obama & Israel – The Facts*, consulté le 24 avril 2021 [en ligne] <https://jacpac.org/story/12/10/16/president-obama-israel-facts>

KATSMAN A. (2010), « Obama's achievement: Rousing the pro-israel vote », *Republicans Overseas Israel*, consulté le 26 avril 2021, [en ligne] <https://republicansoverseas-israel.org/articles-of-interest/obama%E2%80%99s-achievement-rousing-the-pro-israel-vote/>

LIPNER S. (2020), « 25 years after Rabin's assassination and Israel resembles its old self », *Atlantic Council*, consulté le 24 mars 2021, [en ligne] <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/menasource/25-years-after-rabins-assassination-and-israel-resembles-its-old-self/>

MASTERS J. (2017), « U.S. Foreign Policy Powers: Congress and the President », *Council on Foreign Relations*, consulté le 25 avril 2021, [en ligne] <https://www.cfr.org/backgrounder/us-foreign-policy-powers-congress-and-president>

MIGDALOVITZ C. (2008), « Israel : Background and Relations with the United States », CRS Report for Congress, consulté le 20 février 2021, [PDF] https://www.everycrsreport.com/files/20080102_RL33222_ccba3778cd7b80bf36f0a6f852b90e110c8c11b6.pdf

OBAMA WHITE HOUSE (2009), *Remarks by the President at the Acceptance of the Nobel Peace Prize*, discours prononcé le 10 décembre 2009, consulté le 4 mars 2021, [en ligne] <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/remarks-president-acceptance-nobel-peace-prize>

OBAMA WHITE HOUSE (2009), *Remarks By President Obama To The Turkish Parliament*, consulté le 16 mars 2021, [en ligne] <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/remarks-president-obama-turkish-parliament>

OBAMA WHITE HOUSE (2009), *Remarks by the President at Cairo University*, 7-04-09, consulté le 18 mars 2021, [en ligne] <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/remarks-president-cairo-university-6-04-09>

OBAMA WHITE HOUSE (2011), *Statement by the President on Events in Tunisia*, consulté le 31 mars 2021, [en ligne] <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2011/01/14/statement-president-events-tunisia>

OBAMA WHITE HOUSE (2011), *Remarks by the President on Egypt*, consulté le 1 avril 2021, [en ligne] <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2011/02/11/remarks-president-egypt>

OBAMA WHITE HOUSE (2011), *Remarks by the President on the Middle East and North Africa*, consulté le 2 avril 2021, [en ligne] <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2011/05/19/remarks-president-middle-east-and-north-africa>

OBAMA WHITE HOUSE (2012), *President Obama: Advancing Israel's Security and Supporting Peace*, consulté le 24 avril 2021, [en ligne] <https://obamawhitehouse.archives.gov/advancing-israels-security>

PEACE INDEX (2007), « Peace Index – February 2007 », *The Israel Democracy Institute*, consulté le 23 avril 2021, [en ligne] <http://www.peaceindex.org/indexMonthEng.aspx?num= = 5&monthname = February>

PEACE INDEX (2011), « Peace Index – November 2011 », *The Israel Democracy Institute*, consulté le 1 avril 2021, [PDF] [file:///E:/M%C3%A9moire/Peace%20Index-November11\(1\).pdf](file:///E:/M%C3%A9moire/Peace%20Index-November11(1).pdf)

PEACE INDEX (2011), « Summary of the Findings », *The Israel Democracy Institute*, consulté le 27 mars 2021, [en ligne] <http://www.peaceindex.org/files/Peace%20Index-September11.pdf>

PINKAS A. (2015), « Cracks in the Special Relationship. Israel-US Ties under Obama and Netanyahu », *MITVIM – The Israeli Institute for Regional Foreign Policies*, consulté le 23 avril 2021, [PDF] file:///E:/M%C3%A9moire/Cracks_in_the_Israel-US_Special_Relationship_-_Mitvim_and_J_Street_-_March_2015.pdf

RIEDEL B. (2019), « 25 years on, remembering the path to peace for Jordan and Israel », *Brookings*, consulté le 3 mars 2021, [en ligne] <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2019/10/23/25-years-on-remembering-the-path-to-peace-for-jordan-and-israel/>

ROGERS P. (2009), « The Obama Cairo speech – context and implications », *Oxford Research Group*, consulté le 18 mars 2021, [en ligne] https://www.francetvinfo.fr/monde/moyen-orient/moyen-orient-le-discours-du-caire-un-appel-dobama-ecoute-mais-pas-entendu_3058473.html

ROSENBAUM G. (2015), Obama has a stronger record on Israel than you might have been led to think, *National Jewish Democratic Council*, consulté le 24 avril 2021, [en ligne] <http://www.njdc.org/oped062315>

SASSANO D. (2015), « Commentary: The Centrality of the Israeli-Palestinian Conflict », *American Military University*, consulté le 26 mars 2021, [en ligne] <https://amuedge.com/commentary-the-centrality-of-the-israeli-palestinian-conflict/>

SHARP J. (2008), « U.S. Foreign Aid to Israel », CRS Report for Congress, consulté le 20 février 2021, [PDF] https://www.everycrsreport.com/files/20080102_RL33222_ccba3778cd7b80bf36f0a6f852b90e110c8c11b6.pdf

THE WHITE HOUSE (s. d.), *The Constitution*, consulté le 1 mai 2021, [en ligne] <https://www.whitehouse.gov/about-the-white-house/our-government/the-constitution/#:~:text=The%20First%20Amendment%20provides%20that,for%20a%20redress%20of%20grievances.>

TRUMAN LIBRARY (s. d.), *Recognition of Israel*, consulté le 1 mars 2021, [en ligne] <https://www.trumanlibrary.gov/education/presidential-inquiries/recognition-israel>

U.S. DEPARTMENT OF STATE (2010), *Remarks at the Brookings Institution's Saban Center for Middle East Policy Seventh Annual Forum*, consulté le 29 mars 2021, [en ligne] <https://2009-2017.state.gov/secretary/20092013clinton/rm/2010/12/152664.htm>

Articles de presse

AFP (2009), « Clinton : No official Bush-era deal with Israel on settlements », *Ynetnews*, consulté le 29 mars 2021, [en ligne] <https://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-3726920,00.html>

ALARABIYA NEWS (2009), « U.S. President Barack Obama in an exclusive interview with Al Arabiya », consulté le 16 mars 2021, [en ligne] <https://english.alarabiya.net/webtv/reports/2015/05/15/U-S-President-Barack-Obama-in-an-exclusive-interview-with-Al-Arabiya>

AL-HAYAT AL-JADIDA (2011), « Palestine. Obama prisonnier du lobby juif », *Courrier international*, consulté le 2 mai 2021, [en ligne] <https://www.courrierinternational.com/article/2011/09/22/obama-prisonnier-du-lobby-juif>

ALLEN J. (2011), « Netanyahu wows Congress », *Politico*, consulté le 26 avril 2021, [en ligne] <https://www.politico.com/story/2011/05/netanyahu-wows-congress-055593>

BBC NEWS (2020), « Israel's Benjamin Netanyahu: Commando turned PM », consulté le 26 mars 2021, [en ligne] <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-18008697>

BBC NEWS (2009), « No exception on Israeli settlement: Clinton », consulté le 28 mars 2020, [en ligne] <http://news.bbc.co.uk/2/hi/8071234.stm>

BBC NEWS (2018), « Reality Check : How can a US president cut off foreign aid ? », consulté le 25 mars 2021, [en ligne] <https://www.bbc.com/news/world-us-canada-42557818>

BEAUMONT P. (2016), « US abstention allows UN to demand end to Israeli settlements », *The Guardian*, consulté le 25 mai 2021, [en ligne] <https://www.theguardian.com/world/2016/dec/23/us-abstention-allows-un-to-demand-end-to-israeli-settlements>

BEAUMONT T. (2007), « Obama Urges More Compassion in Medeast », *Politico*, consulté le 5 mars 2021, [en ligne] <https://www.politico.com/story/2007/03/obama-urges-more-compassion-in-mideast-003082>

BEINART P. (2015), « Should Anyone Believe Bibi ? », *The Atlantic*, consulté le 27 mars 2021, [en ligne] <https://www.theatlantic.com/international/archive/2015/03/should-anyone-believe-bibi/388303/>

BOOTH R. (2010), « Israeli attack on Gaza flotilla sparks international outrage », *The Guardian*, consulté le 26 avril 2021, [en ligne]

BRODER M. J., ROHTER L. (2008), « Obama and McCain Duel Over Foreign Policy », *The New York Times*, consulté le 4 mars 2021, [en ligne] <https://www.nytimes.com/2008/07/16/us/politics/16campaign.html>

BRONNER E. (2011), « Beyond Cairo, Israel Sensing a Wider Siege », *The New York Times*, consulté le 1 avril 2021, [en ligne] <https://www.nytimes.com/2011/09/11/world/middleeast/11israel.html>

BRONNER E. (2009), « Israelis Say Bush Officials Agreed to Limited Settlement Growth », *AUPHR*, consulté le 29 mars 2021, [en ligne] <http://www.auphr.org/index.php/news/4189--sp-16994>

BUCK T. (2009), « Israel defies US on settlements », *Financial Times*, consulté le 28 mars 2021, [en ligne] <https://www.ft.com/content/46b47ff0-d39f-11de-8caf-00144feabdc0>

CHÉMALI A. (2017), « Moyen-Orient: le discours du Caire, un appel d'Obama écouté, mais pas entendu », consulté le 18 mars 2021, [en ligne] https://www.francetvinfo.fr/monde/moyen-orient/moyen-orient-le-discours-du-caire-un-appel-dobama-ecoute-mais-pas-entendu_3058473.html

COHLER-ESSES L. (2007), « Obama Pivots Away From Dovish Past », *The Electronic Intifada*, consulté le 5 mars 2021, [en ligne] <https://electronicintifada.net/content/obama-pivots-away-dovish-past/9626>

COOPER H. (2011), « Invitation to Israeli Leader Puts Obama on the Spot », *The New York Times*, consulté le 26 avril 2021, [en ligne] <https://www.nytimes.com/2011/04/21/world/middleeast/21prexy.html>

COOPER H., LANDLER M., SANGER E. D. (2011), « In U.S. signals to Egypt, Obama straddled a rift », *The New York Times*, consulté le 31 mars 2021, [en ligne] <https://www.nytimes.com/2011/02/13/world/middleeast/13diplomacy.html>

CROWLEY M. (2016), « Bill Clinton's unfinished business in Israel », *Politico*, consulté le 3 mars 2021, [en ligne] <https://www.politico.eu/article/bill-clintons-unfinished-business-in-israel-shimon-peres-palestine-yasser-arafat/>

ELIAS S. (2014), « If someone were sending rockets into my house where my daughters sleep at night », *The Times of Israel*, consulté le 24 avril 2021, [en ligne] <https://blogs.timesofisrael.com/if-someone-were-sending-rockets-into-my-house-where-my-daughters-sleep-at-night-2/>

FENAUX P. (2009), « Obama: La méthode du discours », *La Revue Nouvelle*, consulté le 18 mars 2021, [en ligne] <https://www.revuenouvelle.be/Obama-la-methode-du-discours>

FINNEY W. J. (1973), « Nixon Asks \$2.2-Billion in Emergency Aid for Israel », *The New York Times*, consulté le 3 mars 2021, [en ligne]

<https://www.nytimes.com/1973/10/20/archives/nixon-asks-22billion-in-emergency-aid-for-israel.html>

FISHER M. (2016), « The best articulation yet of how President Obama sees the world », Vox, consulté le 4 mars 2021, [en ligne] <https://www.vox.com/2016/3/10/11194036/obama-worldview-atlantic>

FISHER M. (2015), « Did Netanyahu just reject the two-state solution ? », Vox, consulté le 27 mars 2021, [en ligne] <https://www.vox.com/2015/3/8/8171001/netanyahu-two-state>

FISK R. (2011), « Robert Fisk: Words that could heal wounds of centuries », *The Independent*, consulté le 18 mars 2021, [en ligne] <https://www.independent.co.uk/voices/commentators/fisk/robert-fisk-words-that-could-heal-wounds-of-centuries-1697417.html>

FONTAINE R. (2001), « Hamiltonians, Jeffersonians, plus Wilsonians and Jacksonians », *The Washington Times*, consulté le 4 mars 2021, [en ligne] <https://www.washingtontimes.com/news/2001/dec/16/20011216-034036-4236r/>

FOX NEWS (2010), « Reports: Netanyahu ‘humiliated’ by Obama Snub’ », consulté le 29 mars 2021, [en ligne] <https://www.foxnews.com/politics/reports-netanyahu-humiliated-by-obama-snub>

FRANCE 24 (2012), « 'Cancerous tumour' Israel will soon be destroyed, says Ahmadinejad », consulté le 23 avril 2021, [en ligne] <https://www.france24.com/en/20120817-iran-ahmadinejad-slams-cancerous-tumour-israel-nuclear-war-protest-zionist>

FREEDLAND J. (2009), « Barack Obama in Cairo: the speech no other president could make », *The Guardian*, consulté le 18 mars 2021, [en ligne] <https://www.theguardian.com/world/2009/jun/04/barack-obama-speech-islam-west>

FRIEDMAN L. T. (2011), « The Arab Awakening and Israel », *The New York Times*, consulté le 1 avril 2021, [en ligne] <https://www.nytimes.com/2011/11/30/opinion/israel-and-the-arab-awakening.html?>

FROSCH J. (2011), « Congress members’ summer trips to Israel a headache for Obama », *France 24*, consulté le 27 avril 2021, [en ligne] <https://www.france24.com/en/20110823-usa-barack-obama-eric-cantor-steny-hoyer-congress-allen-west-israel>

- GOLDBERG J. (2016), « The Obama Doctrine : The U.S. president talks through his hardest decisions about America's role in the world », *The Atlantic*, consulté le 4 mars 2021, [en ligne] <https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2016/04/the-obama-doctrine/471525/>
- GRAHAM K. (2018), « Harry Truman and the Recognition of Israel », discours prononcé le 12 juin 2018 à l'AJC Global Forum, [en ligne] <https://www.ajc.org/harry-truman-and-the-recognition-of-israel>
- GUETTA B. (2009), « La force du verbe de Téhéran à Damas », *Libération*, consulté le 18 mars 2021, [en ligne] https://www.liberation.fr/planete/2009/06/10/la-force-du-verbe-de-teheran-a-damas_563567/
- HAMILTON D. (2011), « Israel Shocked by Obama's « betrayal » of Mubarak », *Reuters*, consulté le 1 avril 2021, [en ligne] <https://www.reuters.com/article/us-egypt-israel-usa-idUSTRE70U53720110131>
- HOMELAND SECURITY TODAY (2015), « The Centrality of the Israeli-Palestinian Conflict », consulté le 26 mars 2021, [en ligne] <https://www.hstoday.us/channels/global/the-centrality-of-the-israeli-palestinian-conflict/>
- HOSENBALL M. (2008), « Obama: Is his « Jewish Problem » a Myth », *Newsweek*, consulté le 5 mars 2021, [en ligne] <https://www.newsweek.com/obama-his-jewish-problem-myth-90945>
- HUGUEUX V. (2009), « La fausse concession de Netanyahou », *L'express*, consulté le 27 mars 2021, [en ligne] https://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-moyen-orient/la-fausse-concession-de-netanyahu_768002.html
- HUSSAIN M. (2020), « AIPAC Distorts U.S. Policy on Israel, Obama Admits in Book », *The Intercept*, consulté le 3 mai 2021, [en ligne] <https://theintercept.com/2020/12/01/obama-book-israel-aipac-iran/>
- KAMPEAS R. (2018), « Israel and White House through 13 presidents », *The Jewish Star*, consulté le 3 mars 2021, [en ligne] <https://www.thejewishstar.com/stories/israel-and-white-house-through-13-presidents,15947>

KAMPEAS R. (2018), « Richard Nixon : The anti-Semite Who Loved Israelis and Saved Israel », *Haaretz*, consulté le 3 mars 2021, [en ligne] <https://www.haaretz.com/us-news/richard-nixon-the-anti-semite-who-saved-israel-1.6073645>

KAPLAN F. (2014), « The Realist. Barack Obama's a cold warrior indeed », *Politico*, consulté le 4 mars 2021, [en ligne] <https://www.politico.com/magazine/story/2014/02/barack-obama-realist-foreign-policy-103861/>

KNOWLTON B. (2009), « In Interview, Obama Talks of 'New Approach' to Iran », *The New York Times*, consulté le 22 avril 2021, [en ligne] <https://www.nytimes.com/2009/01/12/us/politics/12iran.html>

LANDLER M. (2010), « Opportunity in a Fight With Israel », *The New York Times*, [en ligne] <https://www.nytimes.com/2010/03/17/world/middleeast/17diplo.html>

LAROCHE-SIGNORILE V. (2018), « 17 septembre 1978 : les accords de Camp David, visa pour la paix israélo-égyptienne », *Le Figaro*, consulté le 31 mars 2021, [en ligne] <https://www.lefigaro.fr/histoire/archives/2018/09/16/26010-20180916ARTFIG00121-17-septembre-1978-les-accords-de-camp-david-visa-pour-la-paix-israelo-egyptienne.php>

LE FIGARO (2009), « L'Iran défiant face à la main tendue d'Obama », consulté le 22 avril 2021 [en ligne] <https://www.lefigaro.fr/international/2009/03/21/01003-20090321ARTFIG00492-l-iran-defiant-face-a-la-main-tendue-d-obama-.php>

LEILA KRIEGER H. (2010), « 'Dispute won't harm \$3b. aid to Israel' », *The Jerusalem Post*, consulté le 27 avril 2021, [en ligne] <https://www.jpost.com/international/dispute-wont-harm-3b-aid-to-israel>

LESTIENNE C. (2017), « 1974 : Deux mois avant sa démission, le voyage de Richard Nixon en Israël », *Le Figaro*, consulté le 3 mars 2021, [en ligne] <https://www.lefigaro.fr/histoire/archives/2017/05/22/26010-20170522ARTFIG00272-1974-deux-mois-avant-sa-demission-le-voyage-de-richard-nixon-en-israel.php>

LIBÉRATION (2009), « La main tendue d'Obama à l'Iran », consulté le 22 avril 2021, [en ligne] https://www.liberation.fr/planete/2009/03/20/la-main-tendue-d-obama-a-l-iran_547398/

MACASKILL E. (2009), « Obama sent letter to Khamenei before the election, report says », *The Guardian*, [en ligne] consulté le 22 avril 2021 <https://www.theguardian.com/world/2009/jun/24/khamenei-obama-letter>

MCCARTHY R. (2009), « Right unites to put Netanyahu on course to become Israeli PM », *The Guardian*, consulté le 26 mars 2021, [en ligne] <https://www.theguardian.com/world/2009/feb/19/netanyahu-israel-election-prime-minister>

MCGREAL C. (2010), « Israel lobby presses Congress to soften Obama's tough stance on Netanyahu », *The Guardian*, consulté le 26 avril 2021, [en ligne] <https://www.theguardian.com/world/2010/mar/30/us-israel-lobby-pressure-obama>

MILLER Z. (2012), « Debbie Wasserman Schultz: Only Candidate Playing Politics With Israel Is Romney », *BuzzFeed*, consulté le 23 avril 2021, [en ligne] <https://www.buzzfeed.com/zekejmiller/debbie-wasserman-schultz-only-candidate-playing-p>

MOTTU H. (2017), « L'éthique de Reinhold Niebuhr et l'esprit de Barack Obama », *Le Temps*, consulté le 4 mars 2021, [en ligne] <https://www.letemps.ch/opinions/lethique-reinhold-niebuhr-lesprit-barack-obama>

NAÏM M. (2005), « En voie de radicalisation, l'Iran veut « rayer » Israël de la carte », *Le Monde*, consulté le 25 mai 2021, [en ligne] https://www.lemonde.fr/iran-la-crise-nucleaire/article/2005/10/27/en-voie-de-radicalisation-l-iran-veut-ayer-israel-de-la-carte_703852_727571.html

NORTON B. (2015), « Avi Shlaim on liberal Zionism, the “dead” two-state solution, and colonial pizza », *Mondoweiss*, consulté le 28 mars 2021, [en ligne] <https://mondoweiss.net/2015/04/zionism-solution-colonial/>

NPR (2008), « Transcript: Obama's Speech at Aipac », discours prononcé le 4 juin 2008, consulté le 5 mars 2021, [en ligne] <https://www.npr.org/templates/story/story.php?storyId=91150432&t=1614899126812>

PBS NEWS HOUR (2009), « Reaction to President Obama's Cairo Speech », consulté le 18 mars 2021, [en ligne] https://www.pbs.org/newshour/politics/middle_east-jan-june09-reaction_0604

PEARLSTEIN D. (2019), « Foreign Policy isn't Just Up To Trump », *The Atlantic*, consulté le 25 avril 2021, [en ligne] <https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2019/11/congress-constitutional-role-us-foreign-policy/602485/>

RASGON A. (2020), « Moubarak a respecté l'accord de paix, mais sans développer les liens avec Israël », *The Times of Israël*, consulté le 31 mars 2021, [en ligne] <https://fr.timesofisrael.com/moubarak-a-respecte-laccord-de-paix-mais-sans-developper-les-liens-avec-israel/>

REMICK D. (2014), « Going the distance : On and off the road with Barack Obama », *The New Yorker*, [en ligne] <https://www.newyorker.com/magazine/2014/01/27/going-the-distance-david-remnick>

REUTERS (2009), « Netanyahu defies Obama call for settlement freeze », consulté le 29 mars 2021, [en ligne] <https://www.reuters.com/article/idUSN01540475>

REYNOLDS J. (2012), « Israel's fears of a nuclear Iran », *BBC News*, consulté le 23 avril 2021, [en ligne] <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-16655995>

RICHTER P. (2009), « Clinton tells Israel to end settlement growth », *The Spokesman-Review*, consulté le 28 mars 2021, [en ligne] <https://www.spokesman.com/stories/2009/may/28/clinton-tells-israel-end-settlement-growth/>

ROZEN L. (2010), « AIPAC urges Obama admin. To quiet criticism », *Politico*, consulté le 2 mai 2021, [en ligne] https://www.politico.com/blogs/laurarozen/0310/AIPAC_urges_Obama_admin_to_quiet_criticism_of_Israeli_government.html

SAINT-PAUL P. (2008), « Bush manifeste jusqu'au bout son soutien à Israël », *Le Figaro*, consulté le 4 mars 2021, [en ligne] <https://www.lefigaro.fr/international/2008/05/15/01003-20080515ARTFIG00452-bush-manifeste-jusqu-au-bout-son-soutien-a-israel.php>

SHABI R. (2009), « Binyamin Netanyahu ready to take charge of new Israeli government », *The Guardian*, consulté le 26 mars 2021, [en ligne] <https://www.theguardian.com/world/2009/mar/31/israel-elections-binyamin-netanyahu>

SHANKER T. (2011), « Defense Chief Says Israel Must Mend Arab Ties », *The New York Times*, consulté le 27 mars 2021, [en ligne]

<https://www.nytimes.com/2011/12/03/world/middleeast/panetta-says-israel-must-mend-ties-with-arab-neighbors.html>

SHLAIM A. (2017), « Believe it or not, Barack Obama had Israel's best interest at heart », *The Guardian*, consulté le 24 avril [en ligne] <https://www.theguardian.com/commentisfree/2017/jan/17/barack-obama-netanyahu-trump-israel>

SILVERSTEIN R. (2009), « The Israel lobby's Lexington and Concord », *The Guardian*, consulté le 2 mai 2021, [en ligne] <https://www.theguardian.com/commentisfree/cifamerica/2009/mar/11/chas-freeman-israel-lobby-obama>

SLATER J. (2013), « The Obama Administration and the Israel Lobby », *Fair Observer*, [en ligne] https://www.fairobserver.com/region/north_america/obama-administration-israel-lobby/

SMITH B. (2009), « Freeman hits 'Israel lobby' on way out », *Politico*, consulté le 2 mai 2021, [en ligne] <https://www.politico.com/story/2009/03/freeman-hits-israel-lobby-on-way-out-019856>

SMITH B. (2009), « Dems pressure Obama on Israel », *Politico*, consulté le 26 avril 2021, [en ligne] <https://www.politico.com/story/2009/06/dems-pressure-obama-on-israel-023207>

STAFF T. (2015), « Barak: Netanyahu wanted to strike Iran in 2010 and 2011, but colleagues blocked him », *The Times of Israel*, consulté le 25 mai 2021, [en ligne] <https://www.timesofisrael.com/barak-netanyahu-wanted-to-strike-iran-in-2010-and-2011-but-colleagues-blocked-him/>

STEINHAUER J. (2011), « A Recess Destination With Bipartisan Support: Israel and the West Bank », *The New York Times*, consulté le 27 avril 2021, [en ligne] <https://www.nytimes.com/2011/08/16/us/politics/16congress.html>

STEINHAUER J., LEE MYERS S. (2011), « House G.O.P Finds a Growing Bond with Netanyahu », *The New York Times*, consulté le 27 avril 2021, [en ligne] <https://www.nytimes.com/2011/09/21/world/middleeast/house-gop-finds-a-growing-bond-with-netanyahu.html>

SWEET L. (2019), « Text of Obama Iowa State Party Jefferson Jackson dinner speech », *Chicago Sun Times*, consulté le 1 mai 2021, [en ligne] <https://chicago.suntimes.com/platform/amp/politics/2013/11/19/18583906/sweet-blog-extra-text-of-obama-iowa-state-party-jefferson-jackson-dinner-speech>

THE GUARDIAN (2011), « Hosni Mubarak's speech: full text », consulté le 1 avril 2021, [en ligne] <https://www.theguardian.com/world/2011/feb/02/president-hosni-mubarak-egypt-speech>

THE HINDU (2010), « Obama and Israeli PM meet amid dispute », consulté le 27 avril 2021, [en ligne] <https://www.thehindu.com/news/international/Obama-and-Israeli-PM-meet-amid-dispute/article16614388.ece>

THE NEW YORK TIMES (2008), « Obama's Remarks on Iraq and Afghanistan », discours prononcé le 15 juillet 2008, [en ligne] <https://www.nytimes.com/2008/07/15/us/politics/15text-obama.html>

THE WALL STREET JOURNAL (2008), « Prepared Text of Bush's Knesset Speech », discours prononcé le 15 mai 2008, [en ligne] <https://www.wsj.com/articles/SB121083798995894943>

TIBON A., SHALEV T. (2015), « Scenes from a marriage: The worst relationship between a U.S. president and an Israeli prime minister ever – as autopsied by the people closest to them. », *The Huffington Post*, consulté le 24 mars 2021, [en ligne] <https://highline.huffingtonpost.com/articles/en/bibi-obama/>

TIMES OF ISRAEL (2020), « Hundreds march through Tel Aviv in protest of Netanyahu », consulté le 24 mars 2021, [en ligne] <https://www.timesofisrael.com/hundreds-march-through-tel-avi-in-protest-of-netanyahu/>

WATSON I. (2009), « Obama says U.S., Turkey can be model for world », *CNN*, consulté le 16 mars 2021, [en ligne] <https://edition.cnn.com/2009/POLITICS/04/06/obama.turkey/>

WILSON S. (2012), « Obama searches for Middle East peace », *The Washington Post*, [en ligne] https://www.washingtonpost.com/politics/obama-searches-for-middle-east-peace/2012/07/14/gJQAQQiKlW_story.html

ZAKARIA F. (2008), « Fareed Zakaria: How Obama Sees the World », *Newsweek*, consulté le 4 mars 2021, [en ligne] <https://www.newsweek.com/fareed-zakaria-how-obama-sees-world-92749>

20 MINUTES (2009), « Le president Obama accorde sa première interview télévisée à al-Arabiya », consulté le 16 mars 2021, [en ligne] <https://www.20minutes.fr/monde/293533-20090127-president-obama-accorde-premiere-interview-televisee-a-al-arabiya>

Résumé

Ce mémoire analyse la relation compliquée entre Washington et Tel-Aviv durant le premier mandat du président Barack Obama (2009-2013). Dans un premier temps, nous nous sommes penchés sur les points de tension suivants : le discours du Caire, la question des colonies israéliennes, les réactions au printemps arabe et le dossier du nucléaire iranien. En trame de fond figure aussi la piètre relation entre le président américain et le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu. Dans un second temps, nous avons cherché à comprendre pourquoi le soutien américain à Israël n'a pas du tout faibli au cours de la période, malgré les profonds désaccords entre les deux nations. Trois facteurs explicatifs ont été identifiés : l'attachement du président américain à la sécurité de l'État hébreu, le soutien massif du Congrès à Israël et l'important lobbying de l'AIPAC.

Université catholique de Louvain

Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication

Ecole des sciences politiques et sociales (PSAD)

Place Montesquieu, 1 Bte L2.08.05, 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique | www.uclouvain.be/psad